



**RAPPORT**  
**DU**  
**COMITÉ DES CONFÉRENCES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 32 (A/32/32)**

**NATIONS UNIES**





**RAPPORT**  
**DU**  
**COMITÉ DES CONFÉRENCES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 32 (A/32/32)**

**NATIONS UNIES**

**New York, 1977**

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

| <u>Chapitres</u>  | <u>Paragraphes</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------------|--------------|
| I. ORGANISATION DES TRAVAUX .....   | 1 - 6              | 1            |
| II. CALENDRIER DES CONFERENCES .....  | 7 - 92             | 2            |
| A. Dérogations apportées entre les sessions au<br>calendrier pour 1977 .....  | 7 - 63             | 2            |
| B. Calendrier des conférences pour 1978-1979 .....  | 64 - 92            | 11           |
| III. UTILISATION ET REPARTITION DES SERVICES DE CONFERENCE ..   | 93 - 132           | 16           |
| A. Directives visant à réduire le nombre des réunions<br>annulées .....   | 102 - 103          | 17           |
| B. Surprogrammation .....   | 104 - 115          | 18           |
| C. Réunions officielles .....   | 116 - 118          | 20           |
| D. Agrandissement des salles de conférences et instal-<br>lations connexes au Siège de l'Organisation des<br>Nations Unies (New York) ..... | 119 - 127          | 20           |
| E. Documentation .....  | 128 - 130          | 22           |
| F. Règlement intérieur applicable aux conférences pour<br>les annonces de contributions .....   | 131 - 132          | 22           |
| IV. SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES CRITERES D'ETABLIS-<br>SEMENT DES COMPTES RENDUS DE SEANCES .....                                     | 133 - 145          | 23           |
| V. AVENIR DU COMITE DES CONFERENCES .....   | 146 - 167          | 26           |
| VI. RECAPITULATION DES RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITE<br>A L'ASSEMBLEE GENERALE .....   | 168                | 31           |

TABLE DES MATIERES (suite)

ANNEXES

|  | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| NOTES EXPLICATIVES .....   | 38           |
| I. CALENDRIER DES CONFERENCES ET REUNIONS POUR 1978-1979 .....   | 40           |
| A. Projet de calendrier des conférences et réunions de<br>l'Organisation des Nations Unies pour 1978-1979 .....                                      | 42           |
| B. Calendrier provisoire des conférences et réunions des<br>principaux organes des institutions spécialisées et de<br>l'AIEA pour 1978 et 1979 ..... | 123          |
| II. SERVICES D'INTERPRETATION NECESSAIRES ET CAPACITE PREVUE POUR<br>1978 .....  | 128          |
| A. New York .....  | 128          |
| B. Genève .....  | 129          |
| III. SERVICES D'INTERPRETATION NECESSAIRES ET CAPACITE PREVUE POUR<br>1979 .....   | 130          |
| A. New York .....  | 130          |
| B. Genève .....  | 131          |
| IV. PLAN D'UTILISATION DES SALLES EN 1978 - NEW YORK .....   | 132          |
| V. PLAN D'UTILISATION DES SALLES EN 1979 - NEW YORK .....  | 133          |
| VI. INCIDENCES FINANCIERES DES DEROGATIONS APORTEES ENTRE LES<br>SESSIONS AU CALENDRIER APPROUVE POUR 1977 .....                                     | 134          |
| VII. SEANCES ALLOUEES ET SEANCES EFFECTIVEMENT TENUES EN 1976 .....  | 137          |
| A. New York .....  | 137          |
| B. Genève .....  | 144          |
| VIII. NOMBRE DE REUNIONS OFFICIEUSES DONT LE SERVICE A ETE ASSURE AU<br>SIEGE DE 1972 A 1976 .....   | 148          |
| IX. ORGANES POUR LESQUELS IL EST ETABLI DES COMPTES RENDUS DE<br>SEANCES : SEANCES TENUES AU SIEGE EN 1976 .....                                     | 149          |
| A. New York .....  | 149          |
| B. Genève .....  | 154          |
| X. ORDRE DU JOUR DE LA SESSION CONSACREE AUX QUESTIONS DE FOND ...   | 155          |
| XI. PROJET DE RESOLUTION SOUMIS AU COMITE DES CONFERENCES AU NOM<br>DE CERTAINES DELEGATIONS .....   | 156          |

**CHAPITRE PREMIER**  
**ORGANISATION DES TRAVAUX**

1. Le Comité des conférences, créé en application de la résolution 3351 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1974 1/, a tenu 25 séances entre le 13 janvier et le 28 septembre 1977, soit : 7 séances entre le 13 janvier et le 27 mai, 12 séances pendant la session consacrée aux questions de fond qui a eu lieu du 20 juin au 22 juillet et 6 séances à la reprise de ladite session qui s'est tenue entre les 6 et 28 septembre.

2. M. Christopher R. Thomas (Trinité-et-Tobago), ayant démissionné du poste de président à la 74<sup>ème</sup> séance, le Comité a élu M. Michael Okeyo (Kenya) président par acclamation. M. Philip K. Hahn (Canada) a continué d'exercer les fonctions de premier vice-président et M. A. Razzaque Khan (Bangladesh) celles de Rapporteur.

3. Afin de permettre la représentation des diverses régions géographiques au Bureau du Comité, M. Ahmed Aboul Gheit (Egypte) s'est démis de ses fonctions de deuxième vice-président. A sa 81<sup>ème</sup> séance, le Comité a élu à ce poste M. Bernal Vargas Saborio (Costa Rica) par acclamation.

4. A sa première séance en 1977, le Comité a approuvé le programme de travail suivant proposé par le Président :

a) Calendrier des conférences, y compris les dispositions concernant les dérogations apportées entre les sessions au calendrier approuvé pour 1977, et calendriers pour 1978 et 1979;

b) Utilisation et répartition des services de conférence, y compris la répartition optimale des services de conférence, l'utilisation des ressources des services de conférence, l'examen d'un système de quotas pour la répartition des services de conférence, les besoins futurs des services de conférence, et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées;

c) Formulation de nouvelles directives pour l'établissement du calendrier des conférences de l'Organisation des Nations Unies;

d) Surveillance de l'application des critères pour l'établissement des comptes rendus des organes de l'ONU.

5. Le Comité a tenu les séances nécessaires pour s'occuper des demandes de dérogations au calendrier approuvé. Lors de sa session consacrée aux questions de fond, il a examiné en particulier les dispositions concernant les dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvé pour 1977, l'utilisation des ressources des services de conférence, et la surveillance de l'application des critères pour l'établissement des comptes rendus des organes de l'ONU. Il a tenu une autre série de réunions, au cours desquelles il a examiné le projet de calendrier pour 1978-1979 et l'avenir du Comité. On trouvera à l'annexe X l'ordre du jour de la session consacré aux questions de fond.

6. Le Comité a adopté son projet de rapport à l'Assemblée générale à sa 98<sup>ème</sup> séance, le 28 septembre 1977.

---

1/ Les membres du Comité sont les Etats suivants : Algérie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Canada, Colombie, Costa Rica, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Kenya, Mongolie, Nigéria, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie.

## CHAPITRE II

### CALENDRIER DES CONFÉRENCES

#### A. Dérogations apportées entre les sessions au calendrier pour 1977

7. Dans sa résolution 31/140 du 17 décembre 1976, l'Assemblée générale avait approuvé le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1977 figurant à l'annexe I du rapport du Comité 2/ et pris acte du calendrier provisoire pour 1976, figurant à l'annexe II dudit rapport. Les décisions ultérieures de l'Assemblée générale et d'autres organes qui avaient entraîné des modifications de ce calendrier étaient indiquées dans le document A/AC.172/11, en date du 7 janvier 1977.

8. Le Comité a décidé que le Secrétariat devrait continuer de s'occuper des dérogations qui n'avaient pas d'incidences financières, qui ne soulevaient pas de questions de politique générale et qui n'avaient pas d'incidences administratives importantes pour l'exécution du calendrier des conférences, et l'informer des mesures prises; les dérogations importantes nécessiteraient en revanche une décision du Comité. Afin de disposer des éléments voulus pour prendre des décisions, le Comité a prié le Secrétariat de lui soumettre les options possibles concernant les dates et lieux des réunions, leurs incidences financières et administratives et les résultats des consultations préliminaires avec les organes directement ou indirectement intéressés.

#### 1. Décisions principales

9. Le Comité a décidé de la suite à donner à diverses demandes de dérogations à apporter entre les sessions au calendrier approuvé pour 1977. Le texte de ses principales décisions est reproduit ci-après.

#### Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité d'actuares

10. Le Comité d'actuares n'avait pas été en mesure, lors de la session qu'il avait tenue du 7 au 10 juin 1976, de donner à l'actuaire-conseil toutes les instructions nécessaires pour lui permettre de préparer l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1976, car les résultats de l'examen de la question des traitements effectué par la Commission de la fonction publique internationale n'étaient pas encore connus. Il était donc demandé de prévoir une session extraordinaire du Comité d'actuares, en sus de la session prévue pour mai/juin 1977, conformément à la résolution 248 (III) de l'Assemblée générale. La période du 11 au 18 février 1977 était envisagée à cette fin.

11. Le Comité des conférences a pris note de cette demande, étant entendu que, sur la base du calendrier actuel, les services à fournir directement pour les réunions pourraient être assurés grâce aux ressources disponibles.

---

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 32 (A/31/32).

Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite (Commission des sociétés transnationales)

12. A sa session d'organisation de 1977, le Conseil économique et social avait approuvé le changement des dates fixées pour la deuxième session du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite (Commission des sociétés transnationales) qui se tiendrait donc du 18 au 22 avril 1977 au lieu d'avoir lieu du 21 février au 1er mars 1977. Ce changement avait été proposé pour que les membres du Groupe de travail disposent de davantage de temps pour faire le point des vues des gouvernements sur le plan annoté du code de conduite présenté lors de la première session du Groupe.

13. Le Comité des conférences a accepté que la deuxième session du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite (Commission des sociétés transnationales), qui devait se tenir à New York du 21 février au 1er mars, soit reportée à la période du 18 au 22 avril 1977, à condition que cette modification n'entraîne pas l'ouverture de crédits additionnels.

Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

14. Le Sous-Comité préparatoire de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, créé par le Conseil économique et social aux termes de sa résolution 1990 (LX) du 11 mai 1976, devait tenir sa première session - d'une durée de deux semaines - pendant la trente et unième session de l'Assemblée générale, mais cela n'avait pas été possible, la composition du Sous-Comité n'ayant pas encore été arrêtée. Après avoir consulté le Secrétariat, le Conseil avait autorisé le Sous-Comité à tenir sa première session à New York du 14 au 25 mars 1977.

15. Le Comité des conférences a approuvé cette modification, à condition qu'elle n'entraîne pas l'ouverture de crédits additionnels.

Comité du programme et de la coordination

16. Le Comité du programme et de la coordination devait tenir sa dix-septième session au Siège du 9 mai au 3 juin 1977. Comme on prévoyait que la documentation nécessaire ne serait pas prête à temps, il était proposé de reporter la session à la période du 23 mai au 17 juin 1977.

17. Sur la demande du Comité des conférences, un représentant de la Division du budget a expliqué en détail la procédure suivie pour l'établissement des documents budgétaires. Etant donné le temps qu'il fallait pour mener à bien chaque étape des travaux, il était peu réaliste, à son sens, d'escompter que le CPC pourrait se réunir avant la dernière semaine de mai, et même dans ce cas-là, les documents dont devait être saisi le CPC ne pourraient être distribués plus de trois semaines avant la session.

18. Le Comité des conférences a été informé que, vu la date limite fixée pour la présentation du rapport du CPC au Conseil économique et social, qui était elle-même fonction de la date limite fixée pour la présentation du rapport du Conseil économique et social à l'Assemblée générale, il était impossible de repousser la session du CPC au-delà du 23 mai.

19. Le représentant du Département des conférences a affirmé au Comité des conférences que, sous réserve des documents dont avaient besoin des organes comme le Conseil de sécurité, il était donné un rang de priorité élevé à la traduction et à la reproduction des documents budgétaires nécessaires au CPC.

20. Lors de l'examen de la demande du Comité du programme et de la coordination tendant à ce que sa session soit reportée, des membres du Comité des conférences se sont déclarés mécontents du retard apporté à l'élaboration des documents de session. Ils ont fait observer qu'il était indispensable que les organes reçoivent les documents de base de leurs sessions bien avant les réunions, de manière à permettre aux intéressés de consulter leurs gouvernements et les autres membres de leurs délégations.

21. Ils ont cherché à déterminer les causes de ce retard, demandant s'il fallait l'imputer à une planification insuffisante ou défectueuse, au fait que l'on aurait négligé de fixer et d'observer des priorités, à des réticences ou à de l'incompétence de la part du personnel des services organiques, à la non-observation des délais à divers stades des travaux ou à des conflits de priorités; ou bien était-ce que les services organiques et techniques compétents s'étaient trouvés en face d'exigences excessives? Il était indispensable de prendre toutes mesures susceptibles de remédier à cet état de choses.

22. Tenant compte du fait que la documentation nécessaire ne serait pas prête en temps voulu, le Comité des conférences a accepté la proposition tendant à ce que la session du CPC, initialement prévue pour la période du 9 mai au 3 juin, soit reportée à la période du 23 mai au 17 juin 1977, à condition que cette modification n'entraîne pas l'ouverture de crédits additionnels.

#### Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

23. Présument que le Conseil économique et social approuverait la proposition de repousser la six-septième session du Comité du programme et de la coordination, le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, qui devait se réunir au Siège du 16 au 20 mai 1977, avait décidé à sa cinquième session (16 février - 4 mars) de tenir sa sixième session au Siège du 2 au 20 mai 1977.

24. Le Comité des conférences a accepté que la session du Comité spécial dure deux semaines de plus que prévu, à condition qu'il n'y ait pas d'incidences financières supplémentaires.

25. N'ayant pu achever ses travaux comme prévu, le Comité spécial avait décidé à sa 37ème séance, le 20 mai 1977, de reprendre sa session du 6 au 9 septembre 1977 à New York, à raison d'une séance le matin et d'une séance l'après-midi.

26. La demande présentée par le Comité spécial tendant à ce qu'il reprenne sa session n'a pas soulevé d'objections de fond au Comité des conférences. Un représentant a néanmoins suggéré que le Comité remette sa décision à plus tard, étant donné que les membres du Groupe des 77 tiendraient des réunions pendant la semaine en question, à l'occasion de la reprise de la trente et unième session de l'Assemblée générale. Il a été convenu par la suite de renvoyer la décision à plus tard, en attendant que les délégations aient examiné la question plus avant à la session d'été du Conseil économique et social, qui se tenait simultanément à Genève.

27. Par la suite, le secrétaire du Conseil économique et social a fait savoir que, compte tenu des consultations que le Président avait eues à Genève avec les membres du Comité spécial, il avait été décidé que les recommandations du Comité à l'Assemblée générale continueraient d'être examinées par un petit groupe de délégations connu officieusement sous le nom de groupe des "Amis du Président". Il avait également été décidé que le Comité ne se réunirait officiellement que pour adopter son rapport, suffisamment à l'avance pour que celui-ci puisse être présenté au Conseil économique et social à la reprise de sa session et à l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session. Le Secrétariat avait été officiellement prié de demander que les services de conférence prévus pour le Comité spécial pendant la semaine du 6 septembre soient mis à la disposition des "Amis du Président", qui se réuniraient chaque fois que ces réunions ne gêneraient pas les préparatifs de la reprise de session de l'Assemblée générale, et de prévoir également des services de conférence pour tout le reste du mois de septembre, au cas où de nouvelles consultations seraient nécessaires. Le Comité spécial reprendrait sa session dès que ces consultations seraient terminées, à une date qui serait arrêtée compte tenu du programme de réunions de la trente-deuxième session de l'Assemblée.

28. Dans ces conditions, le Comité des conférences a accepté la proposition tendant à ce que le Comité spécial tienne une reprise de session du 5 au 9 septembre au Siège.

#### Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail

29. Le Comité des conférences a appris que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail avaient examiné leurs programmes de travail et s'étaient entendus sur les dates suivantes pour les sessions du groupe de travail : première session, 18-22 avril 1977; deuxième session, 2-6 mai 1977.

30. Le Comité des conférences a accepté les dates proposées.

#### Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption

31. A sa troisième session, le Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption avait recommandé au Conseil économique et social de l'autoriser à reprendre sa session à Genève du 27 juin au 1er juillet 1977, étant donné qu'il n'avait pas encore pu s'acquitter de la tâche que lui avait confiée le Conseil dans sa résolution 2041 (LXI).

32. Tout en exprimant la crainte qu'il faille ouvrir des crédits additionnels pour couvrir les dépenses supplémentaires de 11 900 dollars prévues pour la reprise de la session, le Comité des conférences a accepté la modification.

#### Comité des contributions

33. Dans sa résolution 31/95, l'Assemblée générale avait prié le Comité des contributions d'effectuer des études approfondies concernant le barème des quotes-parts. Il avait été décidé auparavant que le Comité tiendrait sa session annuelle du 4 au 15 avril 1977. Compte tenu de la nouvelle tâche qui avait été confiée au Comité, cette période de deux semaines ne paraissait pas suffisante.

34. Le Comité des conférences a décidé que son président informerait le Président du Comité des contributions que le Comité des conférences était favorable à l'idée de faire droit à la demande visant à prolonger la session du Comité des contributions d'une semaine au moins, mais qu'il souhaitait que le Président du Comité des contributions confirme que les membres dudit Comité pourraient assister à toute la session, ce qu'il a effectivement confirmé par la suite.

35. N'ayant pu terminer ses travaux à sa session tenue du 4 au 30 avril 1977, le Comité des contributions a demandé à pouvoir la reprendre afin d'examiner son projet de rapport et, éventuellement, de poursuivre ses débats de fond. Il a proposé que cette reprise de session ait lieu à Genève du 8 au 19 août 1977. Comme certains de ses membres se trouveraient à Genève pour la session d'été du Conseil économique et social, et d'autres à Vienne pour la session de la Commission de la fonction publique internationale, le Comité préférerait se réunir à Genève.

36. Lorsque le Comité des conférences a examiné plus avant les incidences administratives et financières qu'aurait la reprise de la session du Comité des contributions à Genève, ainsi que les raisons qui avaient motivé sa demande, il est apparu que certains de ses membres estimaient qu'il serait plus onéreux de tenir la session à Genève et qu'il valait donc mieux qu'elle ait lieu à New York. D'autres, en revanche, étaient d'avis que, quand bien même le choix de Genève entraînerait des dépenses supplémentaires, d'autres facteurs - notamment les engagements déjà pris par certains membres du Comité des contributions - militaient en faveur de l'acceptation de la demande de tenir cette session à Genève, sous réserve de réduire au minimum les dépenses y relatives en écourtant la durée de la session, en réduisant le volume de la documentation et en évitant, dans la mesure du possible, de transporter du personnel de New York à Genève. C'est à ce dernier point de vue que semblait se rallier la majorité.

37. Après un débat exhaustif, le Comité a décidé de demander à son président d'engager des consultations avec le Président du Comité des contributions. Le Président du Comité des conférences a donc informé par télégramme le Président du Comité des contributions que le Comité des conférences avait conscience de la nécessité de tenir une session supplémentaire du Comité des contributions et ne voyait aucune difficulté à accepter les dates proposées, mais que compte tenu du montant des dépenses prévues, qui se situait autour de 95 000 dollars pour une session de deux semaines, il avait exprimé le souhait que le Secrétariat n'épargne aucun effort pour réduire les dépenses à un minimum et que le Comité des contributions fasse tout son possible pour écourter la durée de la session.

38. Le Président du Comité des conférences a également indiqué que, lorsque le Comité des contributions avait pris sa décision, il ne s'était peut-être pas avisé qu'il pouvait se réunir à New York aux mêmes dates et à un coût inférieur de 10 000 dollars au coût de la tenue d'une session à Genève. Avant d'approuver définitivement la demande de tenir la session à Genève, le Comité des conférences souhaitait savoir s'il était encore possible de modifier le lieu de la session et de la convoquer à New York.

39. Le Comité des conférences a décidé que, si le Président du Comité des contributions répondait qu'il était impossible de changer le lieu de réunion proposé, il accepterait que la reprise de la session se tienne à Genève, sous réserve qu'elle soit ramenée des deux semaines proposées à une semaine, ou un peu plus si nécessaire, et qu'on en réduise le coût.

40. Le Président du Comité des contributions a expliqué que, lorsque le Comité avait décidé de tenir la reprise de sa session à Genève, il s'était fondé sur le fait que Genève convenait mieux à la majorité de ses membres et qu'il n'y avait pas d'installations disponibles à New York. Comme il serait extrêmement difficile de s'enquérir auprès des 18 membres de leur avis sur le choix de New York contrairement à ce qui avait été proposé, il jugeait préférable de tenir la session à Genève comme prévu, mais de l'écourter.

41. Certains représentants ont formulé des réserves au sujet de la proposition du Comité des contributions.

42. Le Comité des conférences a néanmoins décidé que le Comité des contributions pourrait se réunir à Genève du 8 au 19 août 1977.

43. Un représentant a ultérieurement demandé qu'il soit pris acte du fait que son gouvernement se dissociait de cette décision parce qu'il serait plus économique de tenir la session à New York qu'à Genève.

44. Un autre a déclaré que, lorsque cette décision avait été prise, il s'y était rangé en attendant de connaître l'issue des consultations engagées. Compte tenu de leur résultat, il lui était impossible d'appuyer la décision.

#### Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement

45. Le Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement devait normalement se réunir au Siège du 4 au 8 avril 1977. Néanmoins, les membres du Comité avaient estimé que celui-ci devrait étudier les faits nouveaux survenus dans le domaine du désarmement, compte tenu en particulier des résultats obtenus par le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Aussi, bien que 10 séances aient été prévues, le Comité s'était borné à tenir une séance d'organisation le 4 avril 1977 et avait décidé de reporter les 9 séances restantes à la semaine du 12 au 16 septembre 1977.

46. Le Comité des conférences a approuvé cette décision, à condition qu'elle n'entraîne pas l'ouverture de crédits additionnels.

#### Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation concernant les droits de l'homme au Chili

47. Le Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation concernant les droits de l'homme au Chili s'était réuni à Genève du 16 au 20 mai 1977, essentiellement pour établir son programme de travail. Il avait décidé de se réunir à New York du 18 au 22 juillet 1977, afin de s'acquitter du mandat qui lui avait été confié en vertu de la résolution 31/124 de l'Assemblée générale. Cette réunion entrait dans le cadre du programme du Groupe de travail pour l'année en cours, tel qu'il était décrit dans l'état des incidences financières dont la Commission des droits de l'homme avait été saisie à sa trente-troisième session, avant d'adopter la résolution pertinente 3/. Le Comité des conférences a donné son agrément compte tenu de ce qui précède.

---

3/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, soixante-deuxième session, Supplément No 6 (E/5927), annexe III, résolution 9 (XXXIII) par. 8 b); et décision 233 (LXII) du Conseil économique et social, du 13 mai 1977.

Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée

48. Par sa résolution 31/161, l'Assemblée générale avait prolongé le mandat du Comité intergouvernemental chargé d'établir un acte constitutif pour l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en tant qu'institution spécialisée et, au paragraphe 4 du dispositif de cette résolution, prié le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour convoquer une conférence de plénipotentiaires au cours du second semestre de 1977 au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

49. Le Conseil du développement industriel, à sa onzième session, avait demandé au Secrétaire général, compte tenu du paragraphe 4 de ladite résolution, de prendre des dispositions pour que l'élaboration d'un acte constitutif pour l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée soit reprise dans le cadre d'une conférence de plénipotentiaires qui serait convoquée le plus tôt possible au cours du second semestre de 1977 4/.

50. A l'issue de consultations entre le Président du Comité intergouvernemental et le Secrétaire général, il avait été convenu que la conférence de plénipotentiaires serait convoquée au Siège du 29 août au 12 septembre 1977.

51. Le coût total des services à fournir à la conférence était estimé à 246 000 dollars; les dépenses supplémentaires effectives dépendraient des services que pourrait fournir le personnel permanent.

52. Néanmoins, le Directeur par intérim de la Division des questions juridiques générales a informé les membres du Comité que des invitations avaient été adressées aux gouvernements avant la réunion du Comité des conférences, afin de leur donner au moins le minimum de temps nécessaire pour se préparer. Plusieurs membres du Comité ont critiqué cette initiative, qui préjugait de l'approbation du Comité.

53. Lorsque le débat a repris, à une séance ultérieure, certaines délégations ont noté que, alors que la question était en cours d'examen au Comité des conférences, un ordre du jour provisoire de la conférence avait été distribué. A leur avis, en prenant cette initiative, de même qu'en envoyant prématurément des invitations à la conférence, le Secrétariat avait outrepassé ses pouvoirs et contrevenu à l'alinéa c) du paragraphe 3 de la section II de la résolution 3351 (XXIX). Une délégation a affirmé que cette initiative portait atteinte à la dignité du Comité.

54. Le Secrétariat a indiqué que l'ordre du jour n'était pas censé être distribué avant que le Comité se prononce; une erreur avait été commise. Quant à l'invitation, le Secrétariat s'était heurté à un problème de délai, car les gouvernements voulaient être prévenus le plus tôt possible de la convocation des conférences de plénipotentiaires. Etant donné que l'Assemblée générale, dans sa résolution 31/161, avait décidé que la conférence devrait être convoquée durant le deuxième semestre de 1977, le Secrétariat était parti du principe que, sur le plan politique, la décision de convoquer la conférence à la date proposée avait été prise à Vienne, puisqu'à cette occasion, les groupes régionaux avaient été consultés et avaient donné leur accord. S'il n'en était pas ainsi, l'invitation pourrait être retirée.

---

4/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 16 (A/32/16), par. 184.

55. Le Comité des conférences a décidé que les autorités compétentes devraient être informées des critiques qu'il avait formulées à l'égard des initiatives prises par le Secrétariat avant que le Comité ait statué sur la question. Le représentant du Secrétaire général a déclaré que les vues qui avaient été exprimées seraient portées à l'attention du Secrétaire général.

56. Après une longue discussion, le Comité des conférences a adopté la décision suivante, qui a été prise par consensus :

Etant donné que le Comité ne semble pas être en mesure d'approuver la teneur du document A/AC.172/12/Add.9 ni de prendre une décision à ce sujet jusqu'à ce que la question ait été examinée par le Conseil économique et social et que des consultations aient été menées avec les gouvernements, la question est renvoyée à plus tard 5/.

#### Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies

57. A sa trente et unième session, tenue en juin 1977, le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU avait jugé nécessaire de tenir une session spéciale avant la réunion du Groupe de vérificateurs extérieurs de comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui devait avoir lieu du 12 au 14 octobre 1977 au Siège. A cette session spéciale, le Comité des commissaires aux comptes comptait examiner certaines études qui avaient été entreprises à propos des contrôles de gestion financière. Après avoir examiné les rapports rendant compte de l'examen des contrôles de gestion financière et pris les décisions voulues, le Comité des commissaires aux comptes devait rencontrer le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, qui en avait été avisé. Le Comité des commissaires aux comptes proposait de tenir la session au Siège du 5 au 11 octobre 1977. Le Comité des contributions a approuvé cette session spéciale à condition qu'elle n'entraîne pas l'ouverture de crédits additionnels.

#### 2. Incidences financières des dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences

58. Aux termes de son mandat, énoncé au paragraphe 3 de la section II de la résolution 3351 (XXIX) de l'Assemblée générale, le Comité des conférences est chargé ... "c) de décider entre les sessions, au nom de l'Assemblée générale, après avoir procédé aux consultations appropriées, de la suite à donner aux demandes de dérogations au calendrier des conférences; d) de recommander à l'Assemblée générale les moyens d'assurer la répartition optimale des ressources, des installations et des services en matière de conférence afin de porter au maximum la rentabilité et l'efficacité de leur utilisation". En s'acquittant de la tâche qui lui incombe en vertu de l'alinéa c) du paragraphe 3, le Comité a naturellement considéré que le principe de la rentabilité et de l'efficacité maximum de l'utilisation des ressources des services de conférence, mentionné à l'alinéa d) du paragraphe 3, devrait s'appliquer aux décisions concernant les demandes de dérogations, et il a prié le Secrétariat de lui fournir les renseignements nécessaires.

---

5/ Pour la décision ultérieure, voir par. 79 du présent rapport.

59. Le premier élément d'information fourni par le Secrétariat est un état du coût estimatif d'une modification ou d'une adjonction apportée au calendrier, analogue à un état d'incidences financières.

60. A la demande du Comité, le Secrétariat a expliqué quels étaient les éléments qui entraient en ligne de compte dans le calcul des incidences financières. Il a indiqué que les postes principaux qui apparaissaient le plus fréquemment étaient, d'une part, les dépenses de personnel pour les catégories ci-après : interprètes, traducteurs, réviseurs, rédacteurs de comptes rendus analytiques, dactylographes de conférence, commis aux documents et fonctionnaires préposés aux salles de conférence au Siège ou à Genève plus, pour l'Office des Nations Unies à Genève : ingénieurs du son, gardes, plantons et personnel de nettoyage et, d'autre part, les frais de reproduction dans les ateliers du Secrétariat et, éventuellement, d'imprimerie. Le coût effectif d'une modification du calendrier était inférieur au coût estimatif dans la mesure où les services de conférence pouvaient être assurés par du personnel permanent. Toute dépense supplémentaire signalée au Comité était fondée sur les prévisions du Secrétariat quant aux dépenses nettes qu'entraînerait le recrutement de personnel pour des périodes de courte durée et qui seraient financées au moyen des crédits prévus pour le personnel temporaire.

61. Le Comité avait demandé à savoir dans quelle mesure ces dépenses supplémentaires pouvaient nécessiter l'ouverture de crédits additionnels. Etant donné que le Département des conférences au Siège et les services de conférence à Genève recevaient des allocations de crédits globales pour le personnel temporaire, calculées sur la base du nombre présumé des conférences et réunions, certaines dépenses supplémentaires pouvaient être financées grâce aux crédits déjà ouverts. Toutefois, étant donné que les dépenses imputées sur les crédits ouverts pour le personnel temporaire dépendaient aussi de facteurs autres que le nombre des réunions (par exemple, tarifs des voyages par avion et taux de l'indemnité de subsistance) et variaient aussi, entre autres choses, selon que les annulations de réunions étaient ou non annoncées suffisamment à l'avance, il n'était pas toujours facile d'estimer avec précision le montant des crédits additionnels requis.

62. Le Secrétariat a fourni au Comité un tableau indiquant le coût estimatif des services de conférence, le montant estimatif des dépenses supplémentaires et celui des crédits additionnels qui seraient nécessaires du fait des dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences et qui avaient été approuvées par le Comité jusqu'au 28 septembre 1977. Selon ce tableau reproduit à l'annexe VI du présent rapport, le coût estimatif des services de conférence s'élevait à un montant total de 438 350 dollars, sur lequel 266 650 dollars représentaient des dépenses supplémentaires. Ces dépenses supplémentaires, s'agissant des services de conférence, ne nécessiteraient pas l'ouverture de crédits additionnels.

63. L'importance de ces dépenses supplémentaires a vivement préoccupé le Comité. Il recommande donc à l'Assemblée générale :

- a) De demander à tous les organes de réduire au minimum les dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvées;
- b) D'affirmer que, lorsque des dérogations seront accordées entre les sessions, le service des réunions devra être financé par prélèvement sur les crédits ouverts pour les services de conférence;
- c) De demander instamment à tous les organes de terminer leurs travaux dans les délais qui leur sont impartis;

## B. Calendrier des conférences pour 1978-1979

64. A la session qu'il a consacrée aux travaux de fond, le Comité des conférences a examiné le calendrier des conférences pour 1978-1979, sur la base d'un projet de programme biennal présenté par le Secrétariat et qui, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3491 (XXX), correspondait à la période couverte par le budget biennal. Le Comité était aussi saisi de deux diagrammes indiquant les services d'interprétation nécessaires et la capacité prévue à New York pour 1978 et 1979, et de deux diagrammes indiquant le plan d'utilisation des salles de conférence à New York pour 1978 et 1979. Des diagrammes concernant la capacité prévue des services d'interprétation à Genève pour 1978 et 1979 ont été présentés ultérieurement au Comité (voir annexes I, II, III, IV et V).

65. Le calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies, tel qu'il avait été soumis au Comité, énumérait les réunions des organes de l'ONU, des organes subsidiaires et des groupes d'experts. Les conférences et réunions des organes principaux des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique y figuraient aussi à titre d'information, accompagnées de leur date et de leur lieu.

66. En réponse à une suggestion faite par certains membres du Comité, à savoir qu'il serait utile d'ajouter au calendrier certains renseignements relatifs aux réunions d'autres organes du système des Nations Unies, le Secrétariat a rappelé au Comité qu'un calendrier des conférences portant sur l'ensemble du système et comprenant environ 300 pages avait été présenté à l'ancien Comité des conférences, à sa première session. Les membres du Comité avaient à l'époque trouvé ce calendrier trop volumineux et, comme le Comité n'était pas habilité à se prononcer sur le programme des réunions des institutions spécialisées et de l'AIEA, il avait été décidé de ne plus faire figurer dans le calendrier que les réunions relevant de la compétence du Comité, en y ajoutant, pour information, celles des principaux organes des institutions spécialisées.

67. Le Secrétariat a informé le Comité qu'il serait naturellement prêt à présenter, sous une forme appropriée, les renseignements complémentaires dont il disposait au sujet des réunions d'organes extérieurs à l'Organisation des Nations Unies et qui ne figuraient pas déjà dans les tableaux synoptiques muraux mensuels, mais qu'il aurait besoin de directives quant aux détails qu'il serait utile de fournir. A ce propos, il a été rappelé que, les méthodes pratiques de rassemblement, d'analyse et de distribution des données en question, seraient fonction du degré de détail demandé et que le Secrétariat n'était pas en mesure, à ce stade, de dire s'il pourrait assurer ce service avec le personnel dont il disposait.

68. L'attention du Comité a été appelée sur le fait qu'en 1978-1979, un certain nombre de conférences internationales spéciales se réuniraient en dehors du Siège (voir annexe I A). Le Secrétariat craignait de ne pas pouvoir assurer les services voulus à ces conférences. Afin d'éviter un chevauchement des responsabilités et des activités des divers départements intéressés, il avait été décidé d'élaborer des instructions internes relatives à la planification, à la préparation et au service des conférences spéciales. Ces instructions avaient été soumises au Secrétaire général pour approbation. Le Secrétariat espérait que ces directives permettraient, dans la pratique, d'assurer de meilleurs services aux conférences spéciales et de mieux utiliser les crédits ouverts.

69. Un membre du Comité s'est déclaré inquiet du nombre important de conférences spéciales incluses dans le calendrier et du fait que bon nombre de celles-ci devaient avoir lieu en dehors du Siège. Tout en se félicitant de l'initiative du Secrétaire général relative à la préparation de directives pour le service de ces conférences, il estimait que le souci principal du Comité des conférences devait être d'éviter leur prolifération. D'autres membres du Comité ont estimé au contraire qu'il était particulièrement souhaitable d'organiser des conférences spéciales en dehors du Siège afin de faire mieux connaître au grand public les activités de l'Organisation des Nations Unies.

70. Se référant aux directives visant à réduire le nombre des réunions annulées, directives que le Comité avait approuvées à sa session consacrée aux questions de fond (voir chap. III A), un représentant a rappelé au Comité qu'il était souhaitable d'éviter que se réunissent au même moment des organes ayant des membres communs.

71. Le Comité des conférences a poursuivi l'examen du calendrier des conférences lors de la reprise de la session qu'il consacre aux questions de fond. Il savait que l'exécution du calendrier des conférences en 1978 et 1979 subirait le contrecoup de la reconstruction de la salle de l'Assemblée générale et des grandes salles de conférence approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 31/195. La convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement du 23 mai au 28 juin 1978 entraînerait la nécessité de modifier, comme l'a suggéré le Comité préparatoire de la session extraordinaire, la date de certaines réunions qui devaient avoir lieu à cette époque.

72. Compte tenu du programme de transformations qui devait être exécuté dans le bâtiment du Siège à New York en 1978 et en 1979 et que l'Assemblée générale avait approuvé par sa résolution 31/195, le Comité préparatoire a recommandé que l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session, prenne le 15 octobre 1977 au plus tard la décision d'intervertir les phases des travaux de construction entrepris au Siège, afin que la salle de l'Assemblée générale soit disponible lors de la session extraordinaire de 1978. Selon les estimations préliminaires établies par le Secrétariat, le coût de la modification que l'on proposait d'apporter au calendrier des travaux de construction serait minime. Mais si, en 1978, il fallait ajouter dans la salle de l'Assemblée générale des sièges pour les délégations des Etats récemment admis comme Membres de l'Organisation - la capacité actuelle n'étant que de 150 délégations - les dépenses à prévoir pour chaque nouvelle délégation pourraient se situer autour de 50 000 dollars. Le Comité des conférences s'est rangé à la suggestion du Comité préparatoire.

73. Compte tenu des dates recommandées par la session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Comité des conférences a décidé que le Conseil d'administration du FISE se réunirait du 8 au 19 mai au lieu du 15 au 26 mai, la CNUDCI du 29 mai au 16 juin au lieu du 5 au 23 juin et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique du 19 au 30 juin au lieu du 12 au 23 juin.

74. Le Comité des conférences a appris que les séances de certains organes de l'ONU qui se réunissent normalement dans les grandes salles de conférences devraient se tenir dans des salles plus petites. Ce serait le cas pour le Conseil de tutelle, le Comité spécial des Vingt-Quatre, le Comité spécial contre l'apartheid, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Comité des relations avec le pays hôte et le Comité des opérations de maintien de la paix. Le Comité des conférences s'est rendu compte que cela entraînerait inévitablement certaines perturbations, mais il a souligné que la situation ne devrait faire obstacle aux travaux d'aucun organe ni le priver des installations dont il aurait besoin pour fonctionner de manière adéquate.

75. Le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement avait convenu de tenir deux sessions au Siège en 1978, l'une du 24 janvier au 24 février, l'autre du 10 au 21 avril.

76. Le Comité des conférences a noté que le calendrier révisé pour la prochaine période biennale tenait compte des décisions prises par le Conseil économique et social à sa soixante-troisième session touchant le calendrier des conférences ainsi que du calendrier des conférences de la CNUCED adopté par le Conseil du commerce et du développement à sa dix-septième session.

77. L'attention du Comité des conférences a été appelée sur la recommandation formulée par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement au sujet de la périodicité et de la fréquence de ces réunions. A sa vingt-quatrième session, le Conseil d'administration avait décidé, à titre expérimental et à dater de 1978, de se réunir pour trois jours seulement en janvier et de tenir une session de quatre semaines en juin. Par sa décision 281 (LXIII), le Conseil économique et social avait pris note avec satisfaction de cette recommandation.

78. Le Conseil d'administration avait en outre recommandé que la session de quatre semaines ait lieu en 1978 à Genève ou, si possible, à New York. Le Département des conférences avait fait savoir au secrétariat du Conseil d'administration du PNUD qu'il ne disposerait pas aux dates indiquées de suffisamment de salles de conférence pour que le Conseil d'administration puisse se réunir à New York.

79. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 2113 (LXIII), a en outre décidé de recommander à l'Assemblée générale que la Conférence de plénipotentiaires sur l'acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en tant qu'institution spécialisée, dont on avait provisoirement décidé qu'elle se tiendrait au Siège du 29 août au 12 septembre 1977, soit convoquée à des dates appropriées, au début de 1978. On considérait que la Conférence de plénipotentiaires aurait besoin de trois semaines au minimum pour négocier et rédiger l'acte constitutif proposé, à condition de tenir deux séances simultanées. Si l'Assemblée générale acceptait la recommandation du Conseil, elle devrait tenir compte du calendrier de réunions déjà chargé prévu pour New York en 1978 <sup>6/</sup> et des grands travaux de transformation des salles de conférence du Siège, qui débuteraient en 1978 <sup>7/</sup>. L'Assemblée générale pourrait alors peut-être également envisager de modifier le lieu de certaines réunions ou d'autoriser le Comité des conférences à en modifier les dates, à l'issue de consultations appropriées, afin d'assurer que la Conférence de plénipotentiaires n'ait pas à souffrir de la convocation d'autres organes, ce qui pourrait s'appliquer aux réunions de la Commission de la fonction publique internationale et du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Il ne fallait cependant pas oublier que ces modifications pourraient avoir des incidences financières.

---

<sup>6/</sup> Voir les annexes I, II A et IV au présent rapport.

<sup>7/</sup> Voir le rapport du Secrétaire général sur l'agrandissement des salles de conférence et l'amélioration des installations à l'usage des services de conférence et des délégués au Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/321<sup>4</sup> et Corr. 1).

80. A sa deuxième session, le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement avait décidé de tenir sa troisième session au Siège du 15 au 19 mai 1978. Il avait recommandé en outre à l'Assemblée générale de reporter la Conférence à la période août-septembre 1978.

81. Le Comité des conférences a été informé que la République fédérale d'Allemagne s'était offerte à accueillir à Hambourg, du 6 au 31 mars 1978, la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies chargée de conclure une convention sur le transport de marchandises par mer. Le 16 juin, le Secrétaire général avait accepté cette invitation comme suite à la recommandation que la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international avait adoptée à sa 186ème séance 8/.

82. Lors de la session du Comité des conférences consacrée aux questions de fond, un représentant avait manifesté sa ferme opposition au fait que la prochaine session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace atmosphérique, qui devait avoir lieu du 13 mars au 7 avril 1978, était indiquée comme devant avoir lieu à New York dans le projet de calendrier des conférences soumis au Comité. Il avait proposé qu'on en modifie le texte et qu'à la rubrique "lieu de réunions" on inscrive Genève au lieu de New York, conformément au voeu exprimé dans son rapport par le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Il avait fait valoir que le Sous-Comité juridique avait depuis longtemps coutume de tenir ses sessions alternativement à New York et à Genève. Un autre représentant avait rappelé que s'il avait été décidé que le Sous-Comité juridique se réunirait à son siège, c'est-à-dire à New York, c'est notamment parce qu'on escomptait que les dépenses seraient moins élevées que si le Sous-Comité se réunissait alternativement à New York et à Genève. Si la situation avait évolué, ou s'il existait d'autres raisons impérieuses de modifier ces dispositions, le Comité devait en être informé. On avait également fait observer que la question dont était saisi le Comité des conférences était de déterminer s'il devait revenir sur la décision qu'il avait prise en 1975 au sujet du lieu de réunion du Sous-Comité juridique. L'Assemblée générale avait réaffirmé, dans sa résolution 31/140, le principe général selon lequel les organes doivent se réunir à leurs sièges respectifs et n'avait pas inclus le Sous-Comité juridique dans les exceptions qu'elle avait approuvées.

83. Le Comité a poursuivi l'examen de cette question à la reprise de sa session consacrée aux travaux de fond.

84. Un représentant a exprimé à nouveau l'opinion que, dans le projet de calendrier, Genève devait figurer comme lieu de réunion de la session de 1978 du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, pour les trois raisons suivantes : a) le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avait adopté une décision à cet effet 9/; b) il ressortait de l'état des incidences financières présenté à cette occasion qu'il serait plus économique que le Sous-Comité se réunisse à Genève; et c) il faudrait en tout état de cause que certains organes se réunissent ailleurs qu'au Siège de New York au début de 1978 en raison des travaux de reconstruction qu'on envisageait d'y effectuer.

---

8/ Voir A/CN.9/SR.186 ou Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 17 (A/32/17).

9/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trentième session, Supplément No 32 (A/10032), par. 57, et cinquième alinéa du paragraphe 113, et résolution 3491 (XXX) de l'Assemblée générale.

85. Certains représentants ont appuyé cette opinion.

86. D'autres y étaient opposés. Un représentant a fait observer a) que la décision du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique devait être entérinée par le Comité des conférences, auquel l'Assemblée générale avait délégué le pouvoir de décider du lieu et de la date des réunions b) qu'il n'était pas certain que le coût des réunions fût moindre à Genève car on ne savait pas encore quelle proportion des dépenses pourrait être absorbée, et c) que comme on ne savait pas encore si la Conférence de plénipotentiaires sur l'acte constitutif de l'ONUDI aurait lieu au Siège, le Comité des conférences n'avait pas à prendre une décision fondée sur cette hypothèse. Quoi qu'il en soit, le Comité des conférences ne devait pas permettre qu'une situation provisoire conduise à remettre en question le principe établi qui veut que les organes se réunissent à leurs sièges respectifs.

87. Un autre représentant a souscrit dans l'ensemble à ces observations, ajoutant que l'analyse des coûts était fondée sur une hypothèse qui paraissait contestable. Si cette hypothèse se vérifiait, le Comité des conférences pourrait être appelé à réexaminer l'application du principe selon lequel les organes doivent se réunir à leurs sièges respectifs. Ce représentant a convenu que le Comité des conférences ne devait pas prendre de décision uniquement en fonction du plan actuel de reconstruction, qui pouvait être modifié. Il a également contesté qu'il fût approprié de prendre en considération certains éléments pour comparer les coûts des réunions selon qu'elles étaient prévues à New York ou Genève.

88. On a souligné que la décision du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique avait été adoptée à l'unanimité par les 37 membres de ce comité, dont 13 faisaient également partie du Comité des conférences où certains d'entre eux avaient pris une position différente.

89. Comme le Comité des conférences n'était pas en mesure de décider par consensus du lieu de réunion du Sous-Comité juridique, il a convenu de s'en remettre à l'Assemblée générale.

90. Le Comité des conférences a également été informé que le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, qui avait son siège à Vienne depuis 1974, avait exprimé le désir de tenir sa session de 1978 ou, si cela n'était pas possible, sa session de 1979 au Siège de l'ONU à New York, revenant ainsi à sa pratique antérieure qui consistait à se réunir alternativement à son siège et à New York. Le Comité a rappelé que, ainsi qu'il l'avait recommandé, l'Assemblée générale n'avait pas fait figurer le Comité scientifique parmi les exceptions au principe fondamental selon lequel les organes doivent se réunir à leurs sièges respectifs.

91. Le Comité a été informé des incidences financières des arrangements sollicités mais il a estimé qu'elles étaient nécessairement fondées sur des hypothèses et qu'il ne pouvait donc pas prendre de décision sur la base de ces renseignements.

92. Le Comité a conclu qu'il ne serait pas possible d'accéder à la demande du Comité scientifique qui avait exprimé le désir de se réunir à New York en 1978 ou 1979.

### CHAPITRE III

#### UTILISATION ET REPARTITION DES SERVICES DE CONFERENCE

93. Le Comité des conférences s'est souvenu qu'à la session qu'il avait consacrée aux questions de fond en 1976, il avait étudié les moyens d'améliorer la gestion du programme des réunions afin d'assurer l'utilisation optimale des ressources disponibles; et que l'Assemblée générale, prenant note de son rapport 10/, avait approuvé diverses recommandations et décisions qu'il avait formulées quant à la répartition des ressources disponibles (résolution 31/140 de l'Assemblée générale).

94. Le Comité a été informé que le Secrétariat, quant à lui, s'était efforcé de rationaliser le programme des séances des organes qui se réunissaient "selon les besoins", et qu'il avait établi des quotas hebdomadaires pour certains organes, ce qui lui permettait d'utiliser plus efficacement les ressources dont il disposait pour assurer le service des réunions.

95. Le Secrétariat a signalé que l'une des principales raisons de la sous-utilisation des ressources disponibles pour les services de conférence était l'annulation de réunions prévues avec interprétation. En 1976, le taux hebdomadaire d'annulation le plus bas avait été de 8 p. 100 et le taux le plus élevé de 63 p. 100, la moyenne annuelle étant de 30 p. 100 des séances prévues avec interprétation; en 1974 et 1975, la moyenne annuelle avait été de 20 p. 100. Le Secrétariat, tenu de fournir des services d'interprétation adéquats pour toutes les réunions prévues au calendrier des conférences, devait de temps à autre recruter des interprètes indépendants. Lorsque ceux-ci, du fait de l'annulation de réunions, avaient été insuffisamment utilisés, il y avait gaspillage de ressources.

96. Au cours de la discussion, on a expliqué que les statistiques relatives aux annulations portaient sur toutes les réunions inscrites au calendrier approuvé qui avaient été annulées après l'établissement d'un calendrier mensuel. Dans la mesure du possible, les ressources avaient été réaffectées aux réunions d'autres organes, par exemple à celles de groupes régionaux qui les avaient demandées à bref délai.

97. Même en tenant compte des réaffectations, cette situation tendait à entraîner une sous-utilisation des ressources disponibles pour le service des réunions, en particulier pour les services d'interprétation. Dans le cas des interprètes permanents, cette perte était en partie neutralisée par l'affectation des intéressés à la révision des transcriptions, d'interprétations figurant dans les comptes rendus in extenso mais dans le cas du personnel indépendant les crédits étaient gaspillés.

98. En réponse à la demande de certaines délégations, le Secrétariat a indiqué que les annulations étaient dues entre autres aux raisons suivantes : l'absence d'orateurs; la tendance à tenir des négociations et des consultations officieuses; le fait que l'élaboration de projets de rapports, de décisions ou de résolutions coïncidait avec d'autres réunions dans le même domaine d'activités (ce qui obligeait certains membres d'un comité à assister aux réunions d'autres comités); des retards dans la publication des documents; le manque de temps pour étudier une documentation volumineuse; la clôture des travaux avant la date prévue. Il a été suggéré qu'il serait intéressant de comparer l'expérience de l'ONU avec celle d'autres organismes du système des Nations Unies.

10/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 32 (A/31/32).

99. Le Secrétariat a informé le Comité qu'il y avait eu 732 séances annulées en 1976. Ne disposant de statistiques qu'à partir de septembre 1974, le Secrétariat ne pouvait fournir à ce sujet d'études portant sur une longue période. De plus, les ressources libérées par des annulations étaient parfois utilisées pour des organes qui ne se réunissaient que lorsque des installations et services étaient disponibles.

100. A propos de la capacité permanente, mesurée par le nombre d'interprètes permanents disponibles, le Comité a rappelé qu'en 1977 il avait approuvé un changement de la courbe de capacité au Siège, de façon à prévoir moins de réunions pendant la première quinzaine de janvier et la deuxième quinzaine de décembre, et plus de réunions pendant les deux premières semaines de juillet 11/. Le Comité a demandé quels avaient été les effets de ce changement et a appris que, ledit changement n'ayant pris effet qu'au début de janvier 1977, il était encore trop tôt pour pouvoir en évaluer les résultats.

101. Il a été noté que le nombre de réunions prévues à Genève étaient parfois inférieur à la courbe de capacité à la fin du mois de décembre et au début de janvier. Il a été suggéré, sauf s'il y avait à cet état de choses des raisons valables, que le Secrétariat de Genève prenne les mêmes dispositions que celles qui avaient été approuvées pour New York.

A. Directives visant à réduire le nombre des réunions annulées

102. Le Comité a approuvé certaines propositions présentées par le Secrétariat, en vue de réduire le nombre des réunions annulées. Il a souligné que son intention était de faire mieux prendre conscience aux autres organes de l'ONU des risques de gaspillage.

103. Le Comité des conférences recommande à l'Assemblée générale d'adopter les directives ci-après pour réduire le gaspillage résultant de l'annulation de réunions :

1) Le secrétariat de chaque organe devrait distribuer aux membres, avant la première séance de chaque session, un projet de programme et de calendrier pour l'examen complet des points de l'ordre du jour, compte tenu de la documentation disponible.

2) Le programme de chaque séance devrait comprendre plusieurs points de l'ordre du jour, de manière que, si l'examen d'un point est interrompu ou terminé, les membres puissent passer à l'examen d'un autre point.

3) Pour que les délégations puissent commencer les débats de fond dès la première séance de la session, après l'organisation des travaux, les secrétaires des comités ou commissions devraient consulter les délégations avant l'ouverture de la session afin de déterminer si certains représentants seraient disposés à prendre la parole sur la première question de fond au cours de la séance d'ouverture. Conformément à la pratique de l'Assemblée générale, une liste d'orateurs devrait être établie plusieurs jours avant le débat sur chaque point. Il serait en général souhaitable de ne tenir de séance que lorsque les orateurs inscrits sont suffisamment nombreux pour assurer une utilisation adéquate des ressources disponibles.

11/ Ibid., par. 77.

4) Le secrétariat de chaque organe devrait s'assurer que la documentation est à la disposition de tous les membres suffisamment tôt avant la session pour qu'ils puissent dûment l'étudier et, en consultation avec le Président, ne devrait prévoir de séances que si la documentation a pu être distribuée suffisamment à l'avance.

5) En planifiant les ressources nécessaires pour une session donnée, il faudrait prévoir au moins une journée sans séance vers la fin de la session, de manière que le texte des projets de rapport, des résolutions et des décisions puisse être établi sans que cela gêne les travaux de l'organe intéressé.

6) Les secrétaires des comités ou commissions devraient faire attention à tout chevauchement éventuel entre la composition de leur organe et celle de certains autres organes, en particulier ceux qui s'occupent du même domaine d'activité, de façon à éviter que ces divers organes ne tiennent des séances en même temps; le Comité des conférences, en examinant les calendriers proposés, devrait lui aussi accorder à cette question une attention particulière.

7) Le secrétaire de chaque organe devrait porter à l'attention des membres, selon qu'il convient, toutes résolutions et décisions relatives à la réglementation des réunions et des conférences, y compris les directives concernant la répartition et l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence.

8) Le secrétaire de chaque organe devrait informer les membres, au début de chaque session, des ressources en matière de conférence (notamment du nombre de séances et des services d'interprétation) qui sont allouées à l'organe en question et devrait leur rendre brièvement compte, à intervalles appropriés durant la session, de l'utilisation qu'ils ont faite de ces ressources.

#### B. Surprogrammation

104. Le Secrétariat a informé le Comité des conférences que les ressources pourraient être utilisées encore plus efficacement si le Secrétariat était autorisé à "surprogrammer" les séances d'un pourcentage qui correspondrait à la proportion de séances annulées.

105. Le Secrétariat était aux prises avec un dilemme : d'une part, il était tenu, aux termes de la Charte des Nations Unies, de fournir des services pour les réunions prévues par l'Assemblée générale et ne pouvait s'acquitter de cette tâche qu'en engageant du personnel indépendant pendant les périodes où les effectifs permanents n'étaient pas en mesure d'assurer le service de toutes les réunions prévues. D'autre part, il était conscient qu'une grande partie des ressources étaient gaspillées du fait que des séances étaient annulées pour des raisons indépendantes de sa volonté.

106. Le Secrétariat avait suggéré que le meilleur moyen d'éviter le gaspillage des ressources en matière de conférences était la "surprogrammation", à savoir planifier le calendrier des conférences et réunions en présumant qu'une partie des séances prévues n'auront pas lieu, et ne prévoir de services que pour le nombre présumé de séances. L'idée n'était pas neuve; dans le passé, le Secrétariat s'était déjà, à l'occasion, fondé sur des hypothèses du même genre afin d'assurer l'utilisation économique des ressources. Toutefois, le Secrétariat souhaitait recevoir une autorisation appropriée avant de recourir systématiquement à la "surprogrammation", qui permettrait d'éviter le gaspillage des ressources tout en desservant toutes les réunions et conférences approuvées par l'Assemblée générale.

107. S'agissant des critères appliqués aux fins de la surprogrammation, il a été expliqué que, lorsque les ressources étaient limitées, la priorité était accordée aux organes dont les membres étaient venus de l'étranger; les organes où les Etats étaient représentés par des membres de leurs missions permanentes pouvaient établir leur calendrier avec plus de souplesse.

108. Le Service juridique, consulté sur cette question par le Département des conférences, a estimé qu'il faudrait, avant de procéder à une réforme quelconque, soumettre à l'Assemblée générale, pour approbation, toute modification envisagée aux services que le Secrétariat fournit aux organes.

109. Certaines délégations ont maintenu que la surprogrammation ne devrait pas être automatique et qu'il faudrait tenir compte dans chaque cas de tous les éléments pertinents, par exemple la nature des questions examinées, la durée de la session, le nombre des membres de l'organe intéressé, la possibilité de recruter à bref délai du personnel indépendant et la commodité pour les membres de l'organe. Pour certains organes, le risque était minime; pour d'autres, il était inadmissible.

110. A propos de la surprogrammation, le Secrétariat a expliqué qu'il pouvait desservir 280 réunions par mois avec son personnel permanent, et qu'au-delà il lui fallait recruter des interprètes indépendants.

111. Les membres du Comité ont généralement jugé que le Secrétariat devrait être autorisé à surprogrammer les réunions prévues. Les avis, cependant, étaient partagés quant à l'importance de cette surprogrammation. Certaines délégations ont estimé qu'elles n'avaient pas de données suffisantes pour prendre une décision. Elles ont demandé des renseignements complémentaires sur l'ampleur du problème, les périodes au cours desquelles les annulations se produisaient et les organes en cause. Elles ont demandé un complément d'information sur les risques que comportait la surprogrammation.

112. Il a été entendu que, si le Secrétariat était autorisé à surprogrammer, il devrait user de cette possibilité avec discernement; il ne surprogrammerait que lorsque, fort de son expérience, il pourrait s'attendre que certaines séances soient annulées. Une délégation a suggéré que le Comité des conférences autorise le Secrétariat à surprogrammer de 5 p. 100 au plus en 1978; si son mandat était prolongé, le Comité pourrait examiner la question de façon plus approfondie à la lumière de l'expérience et en se fondant sur des renseignements complémentaires. D'autres délégations pensaient que le pourcentage devait être beaucoup plus élevé, allant même de 20 à 30 p. 100. Une délégation, soulignant la nécessité de réaliser plus d'économies, a suggéré de s'en remettre à l'appréciation du Secrétariat, en fixant simplement un pourcentage plafond des ressources disponibles.

113. Répondant à un membre du Comité qui avait demandé si la qualité de l'interprétation se ressentait de la surprogrammation, le Secrétariat a indiqué que, bien évidemment, lorsqu'on était contraint d'engager des interprètes à bref délai, le choix était plus limité, et qu'il fallait parfois accepter des interprètes moins qualifiés ou moins expérimentés. Il a été suggéré que le Comité, si son mandat était renouvelé, pourrait examiner la question de la qualité de l'interprétation.

114. Certains membres ont émis l'avis que le Comité des conférences devrait renforcer son rôle d'organe de contrôle et suivre de plus près la gestion du programme des réunions. Ils ont suggéré que le mandat du Comité devrait être renforcé en ce sens et que le Comité devrait formuler des propositions précises pour réduire le nombre de réunions annulées.

115. Après avoir examiné les diverses possibilités, le Comité des conférences recommande que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à surprogrammer les séances et les services d'interprétation en 1978 dans la mesure voulue pour assurer l'utilisation maximale de l'effectif d'interprètes permanents et limiter le recrutement de personnel temporaire en surnombre. Il recommande en outre que la question soit examinée compte tenu également de l'expérience acquise.

### C. Réunions officielles

116. Le Comité a noté que d'après les renseignements qui lui avaient été fournis par le Secrétariat, on continuait à tenir volontiers des réunions officielles, y compris des réunions non officielles d'organes officiels, tels que des groupes de travail, et des réunions d'organes non officiels, comme des groupes régionaux.

117. Un tableau indiquant le nombre de réunions officielles (réunions de groupes régionaux) dont le Siège avait assuré le service entre 1972 et 1976 a été soumis au Comité pour information. Il ressortait de ce tableau reproduit à l'annexe VIII, que le nombre des réunions officielles continuait à représenter 10 p. 100 environ du nombre total des réunions dont le Siège assurait le service. Leur nombre avait presque doublé en 1976 après avoir légèrement diminué en 1975; cette augmentation était toutefois imputable en grande partie aux réunions de groupes régionaux qui s'étaient tenues durant les quatrième et cinquième sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

118. Le Comité des conférences a rappelé qu'il avait fait connaître son opinion à ce sujet dans son dernier rapport à l'Assemblée générale 12/ et que l'Assemblée générale, en prenant acte de son rapport (résolution 31/140), avait approuvé ses vues.

### D. Agrandissement des salles de conférences et installations connexes au Siège de l'Organisation des Nations Unies (New York)

119. Un avant-tirage du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale concernant l'agrandissement des salles de conférences et installations connexes au Siège de l'Organisation des Nations Unies en 1978 et 1979 13/ a été soumis au Comité des conférences lors de la session qu'il a consacrée à des questions de fond, pour lui permettre de présenter, le cas échéant, des observations, à l'Assemblée générale, en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de son mandat, énoncé dans la partie II de la résolution 3351 (XXIX) de l'Assemblée générale. Conscient du fait que les aspects financiers de cette question relevaient de la compétence du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le Comité a limité son étude aux services de conférence, aux salles de conférences et aux conséquences que pourraient avoir sur lesdits services les plans de reconstruction envisagés.

120. Certaines délégations se sont déclarées fortement opposées à ce que le Comité des conférences examine cette question car il n'était pas, d'après eux, habilité à le faire. Une délégation a fait valoir que la question était bien du ressort du Comité puisque celui-ci devait, en vertu de son mandat, aviser l'Assemblée générale des besoins actuels et futurs de l'Organisation en matière de services et

12/ Ibid., par. 78 à 82.

13/ Publié par la suite sous la cote A/C.5/32/4 et Corr.1.

d'installations de conférence. Le Comité a cherché avant tout à évaluer les avantages qui découleraient, pour le programme des conférences, des travaux de reconstruction et les problèmes qui pourraient se poser durant les travaux, en particulier du point de vue du calendrier des réunions.

121. Un représentant du Bureau des services généraux a exposé les raisons pour lesquelles on envisageait d'entreprendre les travaux de reconstruction et il a appelé l'attention des membres du Comité sur les plans contenus dans le rapport du Secrétaire général sur la question.

122. Répondant aux questions posées par un membre du Comité des conférences, il a déclaré que l'agrandissement sous la pelouse nord s'imposait du fait que les locaux utilisés actuellement pour l'enregistrement sonore étaient devenus trop exigus, étant donné les besoins sans cesse croissants, et que les aires occupées par les services de reproduction et de distribution ne répondaient pas aux normes de santé et de sécurité. Il a expliqué que les travaux d'agrandissement permettraient de disposer de locaux plus spacieux pour les ateliers de reproduction et d'utiliser un matériel plus efficace. Comme les plafonds seraient plus hauts, il y aurait davantage de place pour entreposer les documents et les services de distribution n'auraient plus à utiliser les corridors pour l'entreposage des documents, pratique qui représentait de réels dangers. Les locaux libérés par les services de reproduction et de distribution serviraient à agrandir le garage, ce à quoi ils étaient d'ailleurs destinés à l'origine.

123. L'extension du bâtiment des conférences côté nord répondait à la nécessité d'aménager en priorité des locaux à usage de bureaux supplémentaires pour les services de conférence, y compris un salon pour les interprètes et un local pour les sténographes-rédacteurs de séance, dont certains étaient provisoirement installés dans des corridors.

124. Répondant à d'autres questions, le secrétaire du Comité a déclaré que la nouvelle salle de conférences qu'on envisageait de construire était absolument nécessaire car, pendant les sessions de l'Assemblée générale, huit organes où tous les Etats Membres étaient représentés se disputaient actuellement les six grandes salles de conférences existantes. Comme ils ne pouvaient pas tous se réunir en même temps, un temps précieux se trouvait perdu.

125. Certains membres du Comité, tout en considérant avec sympathie les projets d'agrandissement, ont néanmoins réservé leur position en attendant que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ait étudié les autres aspects de la question.

126. Un membre a jugé que l'explication qui avait été donnée à propos de l'extension du bâtiment des conférences côté nord n'était pas satisfaisante et a réclamé de plus amples détails. Il a demandé des renseignements quantitatifs quant aux dépenses qu'entraînait le paiement d'heures supplémentaires lorsque les salles de conférences étaient utilisées pour des séances de nuit.

127. Il a été convenu que les vues qui avaient été exprimées au sein du Comité devraient être portées à l'attention de l'Assemblée générale dans le rapport du Comité.

## E. Documentation

128. En établissant l'ordre du jour de sa session de juin 1977 consacrée aux questions de fond, le Comité a jugé qu'il conviendrait d'entreprendre une enquête sur l'efficacité de la production de la documentation de séance (voir également chap. II, par. 16 à 22). Il a toutefois été reconnu qu'une étude sérieuse de cette question demanderait du temps et que le Comité ne pouvait guère que recommander une enquête sur certains aspects particuliers, comme par exemple les causes des goulets d'étranglement; les moyens de les éliminer, l'aptitude du Secrétariat à répondre aux demandes avec les ressources dont il dispose actuellement; ainsi que l'échelonnement de la documentation.

129. Certains membres du Comité ont suggéré que la date de distribution figure sur les documents de l'ONU à la place ou en plus de la date d'enregistrement, c'est-à-dire la date à laquelle le document a été soumis aux fins de reproduction ou de traduction. La date de distribution serait utile sur le plan de la gestion car elle permettrait aux délégations et au Secrétariat de déterminer si les documents étaient prêts en temps voulu.

130. Le Comité a adopté la recommandation suivante concernant la planification de la documentation et sa publication en temps utile :

"Au cours de chaque session, le secrétariat de chaque organe devrait signaler à celui-ci les dates auxquelles les documents de base de la session suivante seront publiés. Un document devrait porter la date à laquelle il est distribué en plus de la date d'enregistrement comme c'est actuellement le cas."

Le représentant du Secrétaire général a déclaré que cette dernière disposition soulevait certaines difficultés pratiques mais que le Secrétariat s'efforceraient de l'appliquer à tous les documents préalables aux sessions.

## F. Règlement intérieur applicable aux conférences pour les annonces de contributions

131. Le Service juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies a présenté au Comité des conférences une proposition visant l'établissement d'un règlement intérieur uniforme applicable aux conférences pour les annonces de contributions.

132. Le Comité des conférences a examiné cette proposition, mais faute de renseignements précis et faute de temps pour approfondir la question, il n'a pris aucune décision à ce sujet.

SURVEILLANCE DE L'APPLICATION DES CRITERES D'ETABLISSEMENT  
DES COMPTES RENDUS DE SEANCES

133. Dans sa résolution 3415 (XXX), l'Assemblée générale a adopté à titre expérimental pour l'exercice biennal 1976-1977 de nouveaux critères pour l'établissement des comptes rendus, et elle a prié le Comité des conférences de surveiller l'application de ces critères et d'évaluer les besoins optimaux des divers organes de l'Organisation des Nations Unies en matière de comptes rendus.

134. Le Comité a examiné cette question lors de la session qu'il a consacrée à des questions de fond en 1976. Il était saisi à cet effet d'un document de travail détaillé établi par le Secrétariat, qu'il a joint en annexe à son rapport à l'Assemblée générale 14/ accompagné de ses propres recommandations, auxquelles l'Assemblée générale a souscrit dans la section II de sa résolution 31/140.

135. Le Comité était saisi, lors de la session qu'il a consacrée à des questions de fond, d'un document de travail qui devait lui fournir des renseignements à jour sur l'application des critères susmentionnés. Les premières étapes de l'application des critères ayant été décrites en détail dans le rapport précédent du Comité et la situation étant restée dans l'ensemble inchangée, seules les questions essentielles étaient examinées dans le document de travail.

136. Le Secrétariat rappelait que l'un des principaux objectifs des nouveaux critères avait été de réduire le nombre d'organes subsidiaires pour lesquels des comptes rendus étaient établis. A cet effet, on avait commencé par tenir des consultations au niveau du Secrétariat, puis le Président du Comité des conférences avait correspondu avec les présidents des organes intéressés. D'autres échanges de lettres avaient eu lieu après l'adoption de la résolution 31/140. La situation signalée en 1976 par le Comité n'avait pas changé : il n'était plus établi de comptes rendus pour les sous-comités du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ni pour les commissions du Conseil du commerce et du développement. En revanche, comme suite à des dispositions précises de résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, les deux organes suivants avaient été ajoutés à la liste de ceux qui bénéficiaient de comptes rendus :

Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien  
(résolution 31/20 de l'Assemblée générale)

Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale  
consacrée au désarmement (résolution 31/189 B de l'Assemblée générale)

137. Un autre objectif des critères avait été d'obtenir des organes subsidiaires autorisés à faire établir des comptes rendus qu'ils y renoncent pour les réunions de moindre importance. S'agissant des réunions officielles, les organes subsidiaires du Conseil économique et social avaient continué à faire preuve d'une certaine sélectivité, mais il avait été difficile de persuader les organes subsidiaires de l'Assemblée générale, qui n'avaient généralement qu'une ou deux questions de fond

14/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 32 (A/31/32).

inscrites à l'ordre du jour de leurs séances et de leurs consultations, de se passer de comptes rendus. D'autre part, la tendance à tenir des réunions privées et des consultations officieuses, que le Comité avait notée en l'approuvant dans son précédent rapport 15/, s'était poursuivie et même intensifiée. Parmi les organes qui avaient mené une grande partie de leurs travaux en séances privées on pouvait citer le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation. Cette pratique avait aussi été largement utilisée au cours de la sixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

138. Dans la pratique, le principal changement découlant de la résolution 3415 (XXX) de l'Assemblée générale était que, pour les réunions autres que les séances plénières des organes principaux, les comptes rendus de séance n'étaient publiés qu'une fois, dans la série "Distribution générale", sous réserve de rectifications éventuelles, alors qu'avant ils étaient publiés d'abord sous forme provisoire puis sous forme définitive en tant que documents officiels. La nouvelle méthode, qui était appliquée depuis près d'un an et demi, n'avait suscité aucun problème pratique ni aucune réaction notable de la part des utilisateurs.

139. La nouvelle formule était certainement plus économique que la précédente puisqu'elle permettait, d'une part, de publier les comptes rendus sans avoir à recourir durant la session de l'Assemblée générale à un personnel temporaire nombreux, et, d'autre part, de réaliser des économies appréciables en ce qui concernait la reproduction des comptes rendus analytiques, surtout si l'on considérait que, précédemment, le texte définitif était imprimé. On se souvenait qu'à la suite de la décision d'appliquer les nouveaux critères, on avait pu supprimer du budget-programme pour l'exercice biennal en cours un montant de 300 000 dollars prévu pour du personnel temporaire affecté à l'édition. En ce qui concernait les frais de reproduction et d'impression dans les ateliers du Secrétariat, on estimait que des ressources d'un montant annuel de 300 000 dollars environ avaient été libérés et avaient pu ainsi être affectés à la reproduction ou à l'impression d'autres documents. En outre, on devrait commencer d'enregistrer au cours de l'exercice biennal en cours une réduction des dépenses d'imprimerie, réduction qui devrait atteindre par la suite 100 000 dollars par an, ce qui portait à 700 000 dollars au total le montant des économies imputables à l'application de cette nouvelle méthode.

140. Le Comité des conférences avait accepté que certains organes, notamment la Commission du droit international et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dérogent à la pratique consistant à ne publier les comptes rendus que sous une seule forme. D'autre part, le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation avait décidé de joindre en annexe à son rapport à l'Assemblée générale les comptes rendus des réunions qu'il avait tenues récemment, ce qui revenait en fait à publier ses comptes rendus en deux temps.

141. En résumé, le Secrétariat estimait que les nouvelles procédures s'étaient révélées raisonnablement efficaces et n'avaient pas suscité de critiques majeures. En général, les comptes rendus étaient publiés et validés dans des délais raisonnables; toutefois, on avait accumulé un certain arriéré dans la production

---

15/ Ibid., trentième session, Supplément No 32 (A/10032), par. 104 à 109.

des comptes rendus in extenso définitifs des années et des sessions précédentes, arriéré que l'on parvenait progressivement à résorber pour l'anglais, l'espagnol, le français et le russe, mais plus difficilement pour l'arabe et le chinois.

142. Des statistiques concernant les comptes rendus de séance établis en 1976 figurent dans l'annexe IX au présent rapport.

143. Les membres du Comité se sont déclarés satisfaits de l'introduction du nouveau système d'établissement des comptes rendus de séance, qui avait permis de réaliser des économies de l'ordre de 500 000 dollars en deux ans dans l'édition et l'impression à l'extérieur et libéré des ressources estimées à 300 000 dollars par an pour la reproduction d'autres documents dans les ateliers du Secrétariat. Ils ont toutefois regretté que la diminution des travaux de reproduction ainsi obtenue ne se soit pas traduite par des économies réelles. Les représentants du Secrétariat ont souligné que cette diminution avait permis au Secrétariat de faire des travaux pour des conférences et des séances supplémentaires, ainsi qu'à d'autres fins, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

144. Les membres du Comité ont exprimé leur intérêt pour le système de traitement des mots que le Secrétariat envisageait d'adopter et ses effets sur l'établissement des comptes rendus de séance. Le représentant du Secrétariat a déclaré que, si ce système fonctionnait bien, comme on l'espérait, il entraînerait des économies considérables dans l'établissement des comptes rendus des séances plénières de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, qui continuaient d'être publiés en deux temps, ainsi que d'autres documents qui devaient être publiés sous plusieurs formes. Le Comité a noté qu'on pouvait espérer retirer des avantages non négligeables de l'emploi des techniques modernes de traitement des textes, qui permettaient de produire en temps voulu des documents de bonne qualité.

145. Le Comité a adopté les conclusions et recommandations suivantes à propos des comptes rendus de séance :

- 1) Le Comité note le succès de l'application du système d'établissement de comptes rendus de séance en un temps, avec rectificatifs, qui a permis de réaliser les économies mentionnées plus haut, au paragraphe 139;
- 2) Le Comité exprime l'espoir que ce système sera employé de façon à permettre à l'Organisation de faire des économies substantielles;
- 3) Le Comité demande instamment aux organes autorisés à faire établir des comptes rendus de séance qu'ils s'en passent pour certains débats de caractère officieux ou autre, lorsqu'ils ne sont pas absolument nécessaires;
- 4) Le Comité recommande à l'Assemblée générale que les critères qui ont été adoptés à titre expérimental pour l'exercice biennal en cours soient maintenus et appliqués plus largement.

## CHAPITRE V

### AVENIR DU COMITE DES CONFERENCES

146. Le Comité des conférences, rappelant qu'en vertu de la résolution 3351 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1974, il avait été créé à titre expérimental, sous réserve d'examen à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, a entrepris d'évaluer son propre travail aux fins de l'examen de recommandations concernant son avenir, eu égard en particulier à la question de savoir s'il y aurait lieu de mettre fin à son mandat ou de le proroger.

147. Prenant la parole à la demande du Comité, le Secrétaire général adjoint aux conférences a appelé l'attention sur le fait qu'au cours des années l'Organisation des Nations Unies avait changé sa façon de travailler : alors qu'autrefois il s'agissait surtout de faire des déclarations et d'enregistrer des opinions à l'intention du public, l'Organisation mettait maintenant l'accent sur les réunions officieuses et les négociations. Cette évolution de la situation entraînait naturellement des changements dans le mécanisme nécessaire pour tenir les réunions. Il fallait concilier la nécessité de faire preuve de souplesse et le fait que divers organes revendiquaient de façon rigide certains droits. Le Secrétariat considérait qu'un organe intergouvernemental comme le Comité des conférences, dont la composition correspondait à un équilibre géographique, offrait le moyen de sauvegarder les intérêts de tous, tout en permettant au mécanisme de fonctionner sans heurts. D'autre part, si le Comité n'existait pas, le Secrétariat pourrait, comme par le passé, prendre la plupart des décisions concernant les dérogations à apporter au calendrier entre les sessions et les autres questions relatives au service des conférences, autant qu'il puisse en juger, tout en reconnaissant que ses décisions ne pourraient pas toutes plaire à tous les Etats Membres. Le Secrétaire général adjoint a signalé aussi que le service du Comité représentait un surcroît de travail pour lequel il n'y avait ni personnel ni ressources financières supplémentaires. Il appartenait évidemment à l'Assemblée générale de décider si elle souhaitait ou non proroger le mandat du Comité. En tant qu'organe représentant les divers groupes régionaux et autres, le Comité des conférences était extrêmement utile. Il pourrait peut-être jouer un rôle encore plus énergique et plus influent entre les groupes régionaux et aussi à l'intérieur des délégations. Mais c'était là encore une question qui dépendait des Etats Membres.

148. La majorité des représentants qui ont participé au débat ont estimé que le Comité des conférences pouvait jouer un rôle utile.

149. Certains membres ont rappelé que le Comité avait été créé comme suite à une étude sur l'utilisation des ressources affectées au Service des conférences qui avait été faite par le Corps commun d'inspection 16/ et ont dit que les fonctions envisagées pour le Comité demeuraient nécessaires et utiles. L'expérience des trois années écoulées avait fait ressortir les faiblesses du mandat du Comité, en particulier le fait qu'il n'avait aucun moyen de faire appliquer ses décisions.

---

16/ Voir "Rapport du Corps commun d'inspection sur le plan des conférences de l'Organisation des Nations Unies et les possibilités d'utiliser de façon plus rationnelle et plus économique les ressources affectées au Service des conférences", rapport transmis à l'Assemblée générale par une note du Secrétaire général (A/9795).

Celles qu'il adoptait quant aux dates et au lieu des réunions, qu'il s'agisse du plan général des conférences ou des dérogations à apporter au calendrier entre les sessions, étaient souvent prises d'avance, ou annulées, par d'autres organes, et le Comité n'avait pas de moyen de faire appliquer les recommandations qu'il faisait pour améliorer l'utilisation des services de conférence. Certains ont regretté que les travaux du Comité n'aient pas, jusqu'à présent, été aussi utiles qu'ils l'avaient espéré, soit parce que ses membres avaient fait preuve de réticence, soit parce que le Comité n'avait pas été doté des pouvoirs nécessaires pour faire appliquer ses décisions.

150. Les principaux arguments avancés en faveur de la prorogation du mandat du Comité ont été les suivants : a) il était utile et même nécessaire qu'il y ait un organe intergouvernemental auquel les problèmes relatifs au service des conférences puissent être renvoyés aussi bien par d'autres organes de l'Organisation que par le Secrétariat et qui puisse superviser, à l'échelon intergouvernemental, l'utilisation des services de conférence par le Département compétent, lequel était responsable de près de 15 p. 100 des ressources prévues au budget; et b) à partir du moment où les réunions de l'Organisation ne servaient plus seulement de cadre aux gouvernements pour leurs déclarations de politique générale et devenaient des instances pour la négociation d'accords internationaux, le service des conférences cessait d'avoir uniquement un caractère technique et devenait un instrument politique qui devait être soumis à un contrôle intergouvernemental.

151. L'un des problèmes identifiés durant le débat a été celui des conflits de compétence. Alors que le Comité des conférences s'était vu confier par l'Assemblée générale, organe suprême de l'Organisation des Nations Unies, le droit de prendre des décisions sur des questions telles que les dérogations à apporter entre les sessions au calendrier approuvé, il s'était trouvé handicapé par les décisions prises par d'autres organes et, parfois, par la volonté politique d'Etats souverains. Il a été reconnu que, si le Comité des conférences devait être maintenu et fonctionner efficacement, il devrait être doté de pouvoirs plus larges et de moyens de faire exécuter ses décisions. Un représentant a fait allusion à la "condescendance" avec laquelle le Comité des conférences était traité par d'autres organes des Nations Unies qui prenaient des décisions concernant la date et le lieu de leurs réunions sans le consulter. Les travaux du Comité ne pourraient être efficaces que si l'Assemblée générale incluait dans son mandat une disposition tendant à ce que les autres organes soient tenus de le consulter avant de prendre toutes décisions concernant les questions relevant de sa compétence.

152. Le Comité a été informé que le Conseil économique et social avait adopté à sa soixante-troisième session une décision [279 (LXIII)] afin de demander à ses organes subsidiaires de solliciter, avant de soumettre au Conseil, pour examen, des propositions visant à modifier le calendrier officiel de leurs sessions, l'avis du Comité des conférences, par l'intermédiaire du Bureau du Conseil, lequel ferait des recommandations sur les dates de réunion et la coordination de ces propositions. Cette décision avait pour origine un débat au Comité de la coordination des politiques et des programmes du Conseil économique et social, au cours duquel on avait attiré l'attention sur le fait que le Conseil était submergé par le nombre de réunions et de documents au point qu'il ne pouvait pas accorder une attention suffisante à la plupart des questions dont il était saisi et que le Secrétariat, pour sa part, ne pouvait pas effectuer les études approfondies nécessaires à un examen sérieux des différentes questions. Il en résultait, d'une part, des mesures médiocres de la part du Conseil, et, d'autre part, des services d'appui insuffisants.

Il était impératif de réduire le nombre de réunions des organes de l'ONU afin que le Secrétariat puisse élaborer des études solides et que les délégations puissent les examiner attentivement. La décision du Conseil était conçue pour ouvrir la voie à la coordination et aux consultations.

153. Il a été rappelé au Comité que, comme il n'avait siégé que lorsque des installations et du personnel de conférence étaient disponibles, le service de ses réunions n'avait pas entraîné de dépenses qui lui soient nettement imputables. Certains membres ont estimé que, si le mandat du Comité était prorogé, il faudrait prévoir ses réunions selon un calendrier précis afin qu'il soit plus facile aux délégations de prendre les dispositions nécessaires pour y assister.

154. Une délégation a signalé que la question du maintien en fonctions du Comité posait en regard celle de la coopération du Secrétariat. Le représentant du Secrétaire général a rappelé au Comité à cet égard qu'au cours des trois dernières années, le Secrétariat avait assuré des services tels que l'établissement et la traduction de documents à l'aide de ses propres ressources, souvent au prix d'heures de travail supplémentaires qui, bien sûr, n'étaient pas payées aux administrateurs. Si les besoins du Comité restaient du même ordre, le Secrétariat était disposé à continuer à lui fournir ses services dans les mêmes conditions; si toutefois le Comité avait besoin de services plus étendus, par exemple de travaux de recherche approfondie, des crédits devraient être prévus au budget pour fournir au Secrétariat des ressources en personnel et autres supplémentaires. Certains représentants ont estimé qu'il importait de quantifier les ressources nécessaires à la bonne marche des travaux du Comité et de les prévoir dans le budget.

155. Un représentant a déclaré qu'à son avis, le Comité des conférences avait été moins efficace qu'il aurait pu l'être parce que ses pouvoirs étaient illusoires : il n'avait ni le pouvoir ni la compétence de prendre des décisions au sujet de certaines des questions dont il était saisi. On attendait de lui qu'il approuve des décisions déjà prises par d'autres organes. Ce représentant a souligné que le Comité des conférences n'était pas un organe technique mais un organe politique créé pour prendre des décisions conformément à son mandat. Pour être efficace, il devrait avoir le pouvoir de régler effectivement des questions comme l'utilisation optimale des services d'interprètes, la qualité de leur travail, les pratiques de recrutement et autres éléments relatifs aux services de conférence.

156. En ce qui concerne les résultats obtenus, un représentant a dit que le Comité n'avait pas pu faire grand-chose pour assurer une meilleure utilisation des ressources disponibles pour le service des conférences. Toutefois, il avait pris plusieurs décisions politiques importantes, qui démontraient qu'il pouvait agir efficacement lorsque les circonstances le permettaient.

157. Il a été reconnu que la question de l'amélioration de l'efficacité du Comité impliquait des mesures propres à assurer l'application de ses décisions, ce qui impliquait d'ailleurs la possibilité de prendre des sanctions ou d'utiliser des moyens d'encouragement ou de dissuasion. Le Comité devrait identifier les lacunes du système et prendre des mesures pour les combler.

158. Un représentant a estimé que le Comité avait parfois essayé de forcer la décision sur certaines questions. Si le Comité voulait jouer un rôle utile, il devait tenir compte des opinions de tous ses membres. Il ne devait pas être un lieu de confrontation et ne devait pas chercher à imposer des solutions qui n'avaient pas l'appui de la majorité.

159. Plusieurs délégations ont déclaré que, si la majorité était favorable à un renouvellement du mandat du Comité, elles ne s'opposeraient pas à la volonté de la majorité, même si elles estimaient que le Comité n'avait pas été entièrement efficace.

160. Une délégation a suggéré que, si le mandat du Comité était prorogé, le Comité ne tienne chaque année qu'une seule session de fond d'une durée d'une semaine et qu'à cette session, il n'examine qu'une ou deux questions urgentes. Il pourrait alors examiner ces questions à fond au lieu de disperser son attention sur toute une gamme de sujets.

161. Des représentants ont déclaré qu'ils étaient opposés à la prorogation du mandat du Comité.

162. De l'avis d'un de ces représentants, l'expérience lancée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3351 (XXIX) n'avait pas été un succès, et les résultats obtenus par le Comité ne justifiaient donc pas le renouvellement de son mandat. Il n'était pas logique de supposer que le Comité serait plus efficace s'il recevait davantage de pouvoirs. Le pouvoir souverain appartenait aux Etats Membres, et l'expérience avait maintes fois prouvé que, lorsqu'il fallait choisir entre des considérations d'économie et des considérations politiques, les Etats Membres décidaient souvent que les considérations politiques l'emportaient. Décider de donner davantage de pouvoirs au Comité ne changerait rien à cela. Au moment décisif, on ferait le plus souvent bon marché de la décision du Comité, comme cela avait été le cas jusqu'à présent.

163. Un autre représentant a déclaré que la fonction principale du Comité, lorsqu'il avait été créé par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 3351 (XXIX), était de mettre au point et de recommander à l'Assemblée générale une série de mesures tendant à assurer l'utilisation efficace et économique des ressources affectées au service des conférences à l'Organisation des Nations Unies. Les autres éléments du mandat du Comité, en particulier la prise de décisions au sujet des dérogations à apporter entre les sessions au calendrier approuvé, étaient secondaires. Les discussions qui avaient eu lieu au Comité pouvaient donner l'impression erronée que cette fonction complémentaire était la plus importante. Tous les arguments avancés au sujet de l'avenir du Comité concernaient le fait qu'il devrait améliorer et rationaliser le mécanisme prévu pour examiner la question des dérogations à apporter au calendrier. Ledit représentant a rappelé au Comité que le Secrétariat s'était déjà occupé dans le passé des dérogations à apporter au calendrier entre les sessions et qu'il pourrait s'en occuper à nouveau. Les cas où il existait des divergences de vues pouvaient être tranchés grâce à des consultations officieuses avec les représentants des groupes régionaux, ailleurs que dans le cadre de réunions officielles du Comité. Les dérogations à apporter entre les sessions n'exigeaient pas de décisions de principe de la part du Comité : ces décisions avaient déjà été prises par les organes qui présentaient les demandes. La tâche du Comité en ce qui concerne les dérogations était de simplifier les dispositions administratives et budgétaires résultant des changements.

164. En ce qui concerne la fonction principale du Comité, ce représentant a estimé que le Comité avait fait oeuvre utile, au cours de ses trois années d'existence, en proposant des mesures permettant une utilisation plus efficace des ressources, mais que ses recommandations avaient été d'ordre plus général que spécifique. Le Comité n'avait pas concentré son attention sur certains domaines qui laissaient à désirer et il n'avait rien fait en ce qui concerne le problème de la coordination

de l'utilisation des ressources dans l'ensemble du système des Nations Unies. Il aurait dû s'occuper de problèmes qui posaient des questions de principe et sur lesquels des décisions devaient être prises à l'échelon intergouvernemental. Il n'avait pas réussi à s'occuper de la question d'un système de quota ni à proposer une solution de remplacement, et il n'avait pas trouvé le temps d'examiner des questions importantes comme les normes relatives au volume de travail et la coordination des ressources à l'intérieur du système des Nations Unies. Il avait rempli ses fonctions dans la mesure de ses moyens et avait par conséquent achevé ses travaux. Etant donné que le Comité avait déjà fait tout ce qu'il semblait capable de faire, ce représentant considérait que rien ne justifiait vraiment la poursuite de ses travaux. Il estimait que le Comité pourrait donner un très bon exemple en prononçant sa propre dissolution au moment où il ne jouait plus aucun rôle utile.

165. En présentant une proposition visant l'établissement, à titre permanent, d'un nouveau Comité des conférences doté d'un mandat plus large que le Comité créé par la résolution 3351 (XXIX), un représentant a déclaré que cette proposition, qu'il avait présentée sous forme de projet de résolution, avait fait l'objet de consultations approfondies avec d'autres délégations. De nombreuses délégations ont indiqué qu'elles appuyaient cette proposition.

166. Une représentante a estimé que le Comité des conférences n'était pas habilité à se prononcer lui-même sur son avenir; c'était manifestement à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale qu'il incombait de décider si le Comité servait à quelque chose ou non. Sa délégation ne pouvait donc pas appuyer le projet de résolution. D'autres délégations ont souscrit à cette opinion et souligné vigoureusement qu'il ne saurait y avoir de consensus au Comité sur cette proposition.

167. Bien que la majorité des membres aient appuyé le projet de résolution, il a été convenu que, comme le Comité avait toujours pris ses décisions par voie de consensus, il ne pouvait présenter ce projet de résolution à l'Assemblée générale comme un texte bénéficiant de son appui total. Il a donc été décidé que les vues des membres du Comité seraient communiquées à l'Assemblée générale et que le projet de résolution serait joint en annexe au rapport du Comité 17/.

---

17/ Pour le texte du projet de résolution, voir l'annexe XI au présent rapport.

## CHAPITRE VI

### RECAPITULATION DES RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITE A L'ASSEMBLEE GENERALE

168. Les recommandations du Comité des conférences à l'Assemblée générale sont récapitulées ci-après.

#### Recommandation 1

Préoccupé par l'importance des dépenses supplémentaires engagées du fait des dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences une fois qu'il est approuvé, le Comité recommande à l'Assemblée générale :

- a) De demander à tous les organes de réduire au minimum les dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvé;
- b) D'affirmer que, lorsque des dérogations seront accordées entre les sessions, le service des réunions devra être financé par prélèvement sur les crédits ouverts pour les services de conférence;
- c) De demander instamment à tous les organes de terminer leurs travaux dans les délais qui leur sont impartis (voir plus haut, par. 63).

#### Recommandation 2

Notant que le nombre de réunions prévues à Genève était parfois inférieur à la courbe de capacité à la fin du mois de décembre et au début de janvier, le Comité a suggéré que, s'il n'y avait pas de bonnes raisons pour cela, le Secrétariat applique à Genève le même arrangement que celui qui avait été approuvé pour New York (voir plus haut, par. 101).

#### Recommandation 3

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter les directives ci-après pour réduire le gaspillage résultant de l'annulation de réunions (voir plus haut, par. 103) :

- 1) Le secrétariat de chaque organe devrait distribuer aux membres, avant la première séance, un projet de programme et de calendrier pour l'examen complet des points de l'ordre du jour de chaque session, compte tenu de la documentation disponible.
- 2) Le programme de chaque séance devrait comprendre plusieurs points de l'ordre du jour, de manière que, si l'examen d'un point est interrompu ou terminé, les membres puissent passer à l'examen d'un autre point.
- 3) Pour que les délégations puissent commencer les débats de fond dès la première séance de la session, après l'organisation des travaux, les secrétaires des comités ou commissions devraient consulter les délégations avant l'ouverture de la session afin de déterminer si certains représentants seraient disposés à prendre la parole sur la première question de fond au cours de la séance d'ouverture. Conformément à la pratique de l'Assemblée générale, une liste d'orateurs devrait être

établie plusieurs jours avant le débat sur chaque point. Il serait en général souhaitable de ne tenir de séance que lorsque les orateurs inscrits sont suffisamment nombreux pour assurer une utilisation adéquate des ressources disponibles.

4) Le secrétariat de chaque organe devrait s'assurer que la documentation est à la disposition de tous les membres suffisamment tôt avant la session pour qu'ils puissent dûment l'étudier et, en consultation avec le Président, ne devrait prévoir de séances que si la documentation a pu être distribuée suffisamment à l'avance.

5) En planifiant les ressources nécessaires pour une session donnée, il faudrait prévoir au moins une journée sans séance vers la fin de la session, de manière que le texte des projets de rapport, des résolutions et des décisions puisse être établi sans que cela gêne les travaux de l'organe intéressé.

6) Les secrétaires des comités ou commissions devraient faire attention à tout chevauchement éventuel entre la composition de leur organe et celle de certains autres organes, en particulier ceux qui s'occupent du même domaine d'activité, de façon à éviter que ces divers organes ne tiennent des séances en même temps; le Comité des conférences, en examinant les calendriers proposés, devrait lui aussi accorder à cette question une attention particulière.

7) Le secrétaire de chaque organe devrait porter à l'attention des membres, selon qu'il convient, toutes résolutions et décisions relatives à la réglementation des réunions et des conférences, y compris les directives concernant la répartition et l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence.

8) Le secrétaire de chaque organe devrait informer les membres, au début de chaque session, des ressources en matière de conférence (notamment du nombre de séances et des services d'interprétation) qui sont allouées à l'organe en question et devrait leur rendre brièvement compte, à intervalles appropriés durant la session, de l'utilisation qu'ils ont faite de ces ressources.

#### Recommandation 4

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à surprogrammer les séances et les services d'interprétation en 1978 dans la mesure voulue pour assurer l'utilisation maximale de l'effectif d'interprètes permanents et limiter le recrutement de personnel temporaire en surnombre. Il recommande en outre que la question soit examinée compte tenu de l'expérience acquise (voir plus haut, par. 115).

#### Recommandation 5

Le Comité recommande que le secrétariat de chaque organe porte à son attention, pendant la session, les dates auxquelles les documents de base de la session suivante seront publiés. Un document devrait porter, outre la date à laquelle il est enregistré, comme c'est actuellement le cas, la date à laquelle il est distribué (voir plus haut, par. 130).

## Recommandation 6

Notant le succès de l'application du système d'établissement de comptes rendus de séance sous une seule forme, avec rectificatifs, le Comité :

- a) Exprime l'espoir que ce système sera géré de façon à permettre à l'Organisation de continuer à faire des économies substantielles;
- b) Demande instamment aux organes autorisés à faire établir des comptes rendus de séance pour certains débats, de caractère officieux ou autre, d'y renoncer lorsque des comptes rendus ne sont pas absolument nécessaires;
- c) Recommande à l'Assemblée générale de veiller à ce que les critères qui ont été adoptés à titre expérimental pour l'exercice biennal en cours soient maintenus et appliqués plus largement (voir plus haut, par. 145).

## Recommandation 7

Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

### Plan des conférences

#### L'Assemblée générale.

Rappelant ses résolutions 1202 (XII) du 13 décembre 1957, 1851 (XVII) du 19 décembre 1962, 1987 (XVIII) du 17 décembre 1963, 2116 (XX) du 21 décembre 1965, 2239 (XXI) du 20 décembre 1966, 2361 (XXII) du 19 décembre 1967, 2748 (XXIII) du 21 décembre 1968, 2609 (XXIV) du 16 décembre 1969, 2693 (XXV) du 11 décembre 1970, 2834 (XXVI) du 17 décembre 1971, 2960 (XXVII) du 13 décembre 1972, 3351 (XXIX) du 18 décembre 1974, 3491 (XXX) du 15 décembre 1975 et 31/140 du 17 décembre 1976,

Préoccupée par l'importance des dépenses supplémentaires engagées du fait des dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvé, ainsi que par le gaspillage continu de ressources qui résulte de l'annulation de séances,

#### I

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité des conférences créé par la résolution 3351 (XXIX) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1974;
2. Approuve le projet de calendrier des conférences et réunions pour 1978-1979 figurant à l'annexe I du rapport;

#### II

3. Prend note du succès de l'application du système d'établissement de comptes rendus de séance sous une seule forme, avec rectificatifs, qui a permis de réaliser des économies;
4. Exprime l'espoir que ce système sera géré de façon à permettre à l'Organisation de continuer à faire des économies substantielles;

5. Demande instamment aux organes autorisés à faire établir des comptes rendus de séance d'y renoncer pour certains débats, de caractère officieux ou autre, lorsque des comptes rendus ne sont pas absolument nécessaires;

6. Décide que les critères qui ont été adoptés à titre expérimental pour l'exercice biennal en cours doivent être maintenus et appliqués plus largement;

### III

7. Demande à tous les organes de réduire au minimum les dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvé;

8. Affirme que, lorsque des dérogations seront accordées entre les sessions, le service des réunions devra être financé par prélèvement sur les crédits ouverts pour les services de conférence;

9. Demande instamment à tous les organes de terminer leurs travaux dans les délais qui leur sont impartis;

### IV

10. Etablit un certain nombre de directives pour réduire le nombre des séances prévues qui doivent être annulées :

1. Le secrétariat de chaque organe devrait distribuer aux membres, avant la première séance, un projet de programme et de calendrier pour l'examen complet des points de l'ordre du jour de chaque session, compte tenu de la documentation disponible.

2. Le programme de chaque séance devrait comprendre plusieurs points de l'ordre du jour, de manière que, si l'examen d'un point est interrompu ou terminé, les membres puissent passer à l'examen d'un autre point.

3. Pour que les délégations puissent commencer les débats de fond dès la première séance de la session, après l'organisation des travaux, les secrétaires des comités ou commissions devraient consulter les délégations avant l'ouverture de la session afin de déterminer si certains représentants seraient disposés à prendre la parole sur la première question de fond au cours de la séance d'ouverture. Conformément à la pratique de l'Assemblée générale, une liste d'orateurs devrait être établie plusieurs jours avant le débat sur chaque point. Il serait en général souhaitable de ne tenir de séance que lorsque les orateurs inscrits sont suffisamment nombreux pour assurer une utilisation adéquate des ressources disponibles.

4. Le secrétariat de chaque organe devrait s'assurer que la documentation est à la disposition de tous les membres suffisamment tôt avant la session pour qu'ils puissent dûment l'étudier et, en consultation avec le Président, ne devrait prévoir de séances que si la documentation a pu être distribuée suffisamment à l'avance.

5. En planifiant les ressources nécessaires pour une session donnée, il faudrait prévoir au moins une journée sans séance vers la fin de la session, de manière que le texte des projets de rapport, des résolutions et des décisions puisse être établi sans que cela gêne les travaux de l'organe intéressé.

6. Les secrétaires des comités ou commissions devraient faire attention à tout chevauchement éventuel entre la composition de leur organe et celle de certains autres organes, en particulier ceux qui s'occupent du même domaine d'activité, de façon à éviter que ces divers organes ne tiennent des séances en même temps; le Comité des conférences, en examinant les calendriers proposés, devrait lui aussi accorder à cette question une attention particulière.

7. Le secrétaire de chaque organe devrait porter à l'attention des membres, selon qu'il convient, toutes résolutions et décisions relatives à la réglementation des réunions et des conférences, y compris les directives concernant la répartition et l'utilisation des ressources affectées aux services de conférence.

8. Le secrétaire de chaque organe devrait informer les membres, au début de chaque session, des ressources en matière de conférence (notamment du nombre de séances et des services d'interprétation) qui sont allouées à l'organe en question et devrait leur rendre brièvement compte, à intervalles appropriés, durant la session, de l'utilisation qu'ils ont faite de ces ressources.



**ANNEXES**

## NOTES EXPLICATIVES

Note : Les sigles ci-après sont utilisés dans les annexes :

Dans la colonne "Organe" :

|        |  |
|--------|--|
| AIEA   | Agence internationale de l'énergie atomique  |
| BIRD   | Banque internationale pour la reconstruction et le développement                                       |
| CAC    | Comité administratif de coordination   |
| CEA    | Commission économique pour l'Afrique   |
| CEAO   | Commission économique pour l'Asie occidentale  |
| CEE    | Commission économique pour l'Europe  |
| CEPAL  | Commission économique pour l'Amérique latine   |
| CESAP  | Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique   |
| CNUCED | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement                                       |
| CNUDCI | Commission des Nations Unies pour le droit commercial international                                    |
| FAO    | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture                                    |
| FENU   | Fonds d'équipement des Nations Unies   |
| FIDA   | Fonds international de développement agricole  |
| FISE   | Fonds des Nations Unies pour l'enfance   |
| FMI    | Fonds monétaire international  |
| HCR    | Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  |
| IDA    | Association internationale de développement  |
| OACI   | Organisation de l'aviation civile internationale   |
| OIT    | Organisation internationale du Travail   |
| OMCI   | Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime                               |
| OMM    | Organisation météorologique mondiale   |
| OMPI   | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle   |
| OMS    | Organisation mondiale de la santé  |
| ONUDI  | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  |
| PNUD   | Programme des Nations Unies pour le développement  |
| PNUE   | Programme des Nations Unies pour l'environnement   |
| SFI    | Société financière internationale  |
| UIT    | Union internationale des télécommunications  |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture                              |
| UNITAR | Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche   |
| UNRWA  | Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient |
| UPU    | Union postale universelle  |

Dans la colonne "Membres" :

G            Gouvernements  
E            Experts  
ST           Secrétariat ou secrétariats

Dans la colonne "Services à assurer" :

I            Interprétation  
T            Traduction  
PV           Comptes rendus in extenso  
SR           Comptes rendus analytiques  
M            Minutes  
AArCEFR    Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe

## ANNEXE I

### CALENDRIER DES CONFERENCES ET REUNIONS POUR 1978-1979.

1. On trouvera ci-après le projet de calendrier des conférences pour 1978-1979. Le calendrier des conférences et réunions des organes principaux des institutions spécialisées et de l'AIEA est indiqué également, pour information.
2. Le calendrier présenté au 30 septembre 1977 prévoit des services pour tous les organes qui envisagent de se réunir, que les dates de leurs réunions aient déjà été arrêtées ou non.
3. Il convient de noter que les conférences suivantes sont inscrites au calendrier :

#### Calendrier pour 1978

- a) Conférence de plénipotentiaires chargée de conclure une convention sur le transport de marchandises par mer, 6-31 mars, Hambourg.
- b) Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (septième session), 28 mars-12 ou 19 mai, Genève.
- c) Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, 23 mai-28 juin 1978, New York.
- d) Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 14-25 août, lieu à déterminer.
- e) Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, août/septembre, Buenos-Aires.
- f) Conférence des Nations Unies pour l'élaboration d'un code international de conduite pour le transfert de technologie, 16 octobre-10 novembre, Genève.

#### Calendrier de 1979

- a) Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, août/septembre, lieu à déterminer a/.
- b) Cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dates et lieux à déterminer b/.

---

a/ Les Gouvernements de l'Autriche, des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique et des Philippines ont offert d'accueillir cette conférence.

b/ A sa dix-septième session, le Conseil du commerce et du développement a adopté une résolution dans laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale de tenir la cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Manille, du 7 mai au 1er juin 1979.

c) Troisième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, septembre, New Delhi.

d) Conférence des Nations Unies pour l'élaboration d'une convention sur le transport multimodal international, dates à déterminer, Genève.

A. PROJET DE CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR 1978-1979

1978 (au mois d'octobre 1977)

| Organe  | Dates<br>(1978)                         | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                         |
|---|---|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------------------|
| 1 CNUDCI - Groupe de travail<br>des effets de commerce<br>internationaux, sixième<br>session /résolution<br>2928 (XXVII) de<br>l'Assemblée générale]      | 3-13 janvier                            | Genève          | 8 G     | I<br>(AEFR)              | Une ou deux<br>sessions<br>par an |
| 2 CNUDCI - Groupe de travail<br>de la vente internationale<br>de marchandises, dixième<br>session /résolution<br>2928 (XXVII) de<br>l'Assemblée générale] | 3-13 janvier                            | New York        | 14 G    | I<br>(AEFR)              | Une ou deux<br>sessions<br>par an |
| 3 Comité d'état-major<br>/Charte, Art. 41]  | 5 janvier,<br>puis tous<br>les 15 jours | New York        | 5 G     | I<br>(ACFR)              | Un jeudi<br>sur deux              |
| 4 Comité des droits de<br>l'homme, Groupe de<br>travail des cinq<br>/Réunion de la<br>Commission des droits<br>de l'homme à sa<br>deuxième session/       | 9-13 janvier                            | Genève          | 5 G     |                          |                                   |

| Organe   | Dates<br>(1978)  | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                        |
|--|------------------|-----------------|---------|--------------------------|----------------------------------|
| 5 CNUCED - Comité technique du Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international, septième session. /A/8415/Rev.1, par. 434-437/       | 9-19 janvier     | Genève          | 18 G    | I<br>(AEFR)              | - Une session par an             |
| 6 Commission des droits de l'homme : Groupe de travail spécial sur les droits de l'homme au Chili /décision 233 (LXII) du Conseil/                             | 9-27 janvier     | Genève          | 5 E     | I<br>(AEF)               | -                                |
| 7 Conseil économique et social : session d'organisation pour 1978 /Charte/   | 10-13 janvier    | New York        | 54 G    | I<br>(ACEFR)             | SR Deux sessions par an          |
| 8 Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale /résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale/ | 12 et 13 janvier | New York        | -       | I<br>(AEFR)              | SR Une session tous les deux ans |
| 9 Fonds spécial des Nations Unies - Conseil des gouverneurs /résolution 3356 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | 13 janvier       | New York        | 36 G    | I<br>(AEFR)              | -                                |
| 10 PNUD - Groupe de travail intergouvernemental des frais généraux /Décision du Conseil d'administration à sa vingt-quatrième session/                         | 16-20 janvier    | New York        | 48 G    | I<br>(ACEFR)             | -                                |

| Organe  | Dates<br>(1978)          | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                     |
|---|--------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
| 11 Groupe de travail spécial d'experts chargé d'étudier le secteur du développement social au sein des Nations Unies /résolution 2079 (LXII) du Conseil économique et social b/       | 16-20 janvier            | New York        | 10 E    | I T<br>(ACEFR)           | -                             |
| 12 Commission des droits de l'homme : Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission /résolution 2082 (LXII) du Conseil économique et social/  | 16-27 janvier            | Genève          | 6 G     | I T<br>(AEF)             | -                             |
| 13 Comité des organisations non gouvernementales  | 16-27 janvier            | New York        | 13 G    | I T c/<br>(AEFR)         | Une session tous les deux ans |
| 14 Comité des droits de l'homme, troisième session /résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale et Pacte international relatif aux droits civils et politiques, quatrième partie/ | 16 janvier-<br>3 février | Genève          | 18 E    | I T<br>(AEFR)            | - Deux sessions par an        |
| 15 PNUD - Conseil d'administration /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/   | 18-20 janvier            | New York        | 48 G    | I T SR                   |                               |

| Organe   | Dates<br>(1978)       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/        | Fréquence                                    |
|--|-----------------------|-----------------|---------|---------------------------------|--|
| 16 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, neuvième session extraordinaire, deuxième partie /résolution 90 (IV) de la CNUCED/  | 23-27 janvier         | Genève          | d/      | I T SR<br>(AARCEFR)             | Une fois entre les sessions de la Conférence |
| 17 Comité de la science et de la technique au service du développement, deuxième session extraordinaire, se réunissant en tant que Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, deuxième session /résolution 31/184 de l'Assemblée générale/ | 23-27 janvier         | Genève e/       | 149 G   | I T -<br>(ACEFR)                | -  |
| 18 Groupe de travail inter-gouvernemental spécial chargé d'examiner les pratiques de corruption /résolution 2041 (LXI) du Conseil économique et social/  | 23-27 janvier         | New York        | 18 G    | I T -<br>(AEFR)                 | -  |
| 19 Commission de la condition de la femme, vingt-septième session /résolution 11 (II) et 1147 (XLI) du Conseil/  | 23 janvier-10 février | New York        | 32 G    | I T SR <sup>c/</sup><br>(ACEFR) | Une session tous les deux ans                |

| Organe  | Dates<br>(1978)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence |
|---|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 20 Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacré au désarmement /résolution 31/1896 de l'Assemblée générale/  | 24 janvier-<br>24 février | New York        | 54 G    | I<br>(ACEFR)             | T SR      |
| 21 Commission des droits de l'homme : Groupe de travail spécial chargé d'étudier des situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme /Décision 231 (LXII) du Conseil/  | 30 janvier-<br>3 février  | Genève          | 5 G     | I<br>(AEFR)              | T         |
| 22 Commission des droits de l'homme : Groupe de trois membres créé en vertu de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid /résolution 13 (XXXIII) de la Commission et article IX de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid/ | 30 janvier-<br>3 février  | Genève          | 3 E     | -                        | -         |

| Organe   | Dates<br>(1978)  | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                             |
|--|--|-----------------|---------|--------------------------|---------------------------------------|
| 23 Comité de la science et de la technique au service du développement, quatrième session /résolutions 1621 (LI) et 1715 (LIII) du Conseil/  | 30 janvier-<br>10 février  | Genève e/       | 54 G    | I T<br>(AEFR)            | - Une session<br>tous les<br>deux ans |
| 24 Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 3328 (XXIX) de l'Assemblée générale/ | Dernière semaine<br>de janvier à<br>première semaine<br>de juillet | New York        | 24 G    | I T<br>(ACEFR)           | Deux sessions<br>par an               |
| 25 Réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales /résolution 1817 (LV) du Conseil économique et social/  | Janvier<br>(3 jours)   | A déterminer    | -       | I T<br>(AF)              | - Deux sessions<br>par an             |
| 26 Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité d'actua-aires /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale/   | Janvier/février<br>(une semaine)                                   | New York        | 6 E     | I<br>(AFR)               | - Deux sessions<br>par an             |

| Organe  | Dates<br>(1978)       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence             |
|---|-----------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------|
| 27 Commission des sociétés<br>transnationales -<br>Groupe de travail inter-<br>gouvernemental plénier<br>du code de conduite des<br>sociétés transnationales<br>/résolution 1913 (LVII)<br>et décision 189 (LXI)<br>du Conseil/ | 6-17 février          | New York        | 48 G    | I T<br>(AEFR)            | -                     |
| 28 Comité des utilisations<br>pacifiques de l'espace<br>extra-atmosphérique -<br>Sous-Comité scientifique<br>et technique /résolution<br>1721 (XVI) de l'Assemblée<br>générale/   | 6-24 février          | New York        | 37 G    | I T SR<br>(AEFR)         | Une session<br>par an |
| 29 Commission des droits de<br>l'homme, treize-quatrième<br>session /résolution<br>9 (II) du Conseil/   | 6 février-<br>10 mars | Genève          | 32 G    | I T SR<br>(AEFR)         | Une session<br>par an |
| 30 Comité des ressources<br>naturelles, troisième<br>session extraordinaire g/<br>/résolution 1535 (XLIX)<br>du Conseil/  | 13-23 février         | New York        | 54 G    | I T SR<br>(AEFR)         |                       |

| Organe  | Dates<br>(1978)         | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                           |
|---|-------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------------|
| 31 CNUCED - Groupe intergouvernemental d'experts chargé de l'élaboration d'un code international de conduite pour le transfert de technologie, cinquième session / <u>Décision 155 (XVII) du Conseil du commerce et du développement/</u> | 13-24 février           | Genève          | d/      | I T<br>(AEFR)            | -                                   |
| 32 Commission des stupéfiants, cinquième session extraordinaire   | 13-24 février           | Genève          | 30 G    | I T<br>(AEFR)            | c/<br>Une session tous les deux ans |
| 33 CNUCED - Comité du tungstène, onzième session (extraordinaire) / <u>Décision 153 (S-VIII) du Conseil du commerce et du développement/</u>  | 20-24 février           | Genève          | 29 G    | I T<br>(ACEFR)           | -<br>Une session par an             |
| 34 Conférence pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial, Organisation des Nations Unies/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture   | 21 février<br>(un jour) | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)           | SR                                  |
| 35 Comité d'experts en matière de transports des marchandises dangereuses, Groupe de rapporteurs, vingt et unième session / <u>résolution 1488 (XLVIII) et décision 213 (LXII) du Conseil/</u>  | 27 février<br>10 mars   | Genève          | 8 E     | I T<br>(AFR)             | -<br>Une session par an             |

| Organe  | Dates<br>(1978)            | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence   |
|---|----------------------------|-----------------|---------|--------------------------|---|
| 36 Commission de la fonction<br>publique internationale<br>/résolution 3042 (XXVII) de<br>l'Assemblée générale/   | 27 février-<br>17 mars     | New York        | 15 E    | I T<br>(AEFR)            | - Deux sessions<br>par an                                   |
| 37 CEA - Comité exécutif<br>/résolution 671 (XXV) du<br>Conseil/  | Février<br>(4 jours)       | Addis-<br>Abeba | 16 G    | I T<br>(AARF)            | M Deux sessions<br>par an                                   |
| 38 PNUD - Groupe de travail des<br>questions administratives<br>et financières /résolution<br>2029 (XX) de l'Assemblée<br>générale/   | Février                    | A déterminer    | 24 ST   | - -                      | - Deux sessions<br>par an                                   |
| 39 PNUD - Groupe de travail du<br>Programme (Organe subsi-<br>diaire du Bureau consul-<br>tatif interorganisations)<br>/résolution 2029 (XX) de<br>l'Assemblée générale/        | Mi ou fin<br>février       | A déterminer    | 21 ST   | - -                      | - Deux sessions<br>par an                                   |
| 40 PNUD - Bureau consultatif<br>interorganisations, vingt-<br>cinquième session<br>/résolution 2029 (XX) de<br>l'Assemblée générale/  | Fin février-<br>début mars | Genève          | 21 ST   | I<br>(AF)                | - SR Deux sessions<br>par an                                |
| 41 CNUCED - Conseil du commerce<br>et du développement, neuvième<br>session extraordinaire,<br>troisième partie (au niveau<br>ministériel) /résolution<br>90 (IV) de la CNUCED/ | 6-10 mars                  | Genève          | d/      | I T<br>(AARCEFR)         | SR Une session<br>entre les<br>sessions de<br>la Conférence |

| Organe  | Dates<br>(1978) | Lieu de réunion | Membres  | Services à<br>assurer a/ | Fréquence          |
|---|-----------------|-----------------|--|--------------------------|--------------------|
| 42 CNUCED - Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/<br>GATT du commerce international, onzième session /résolution 2297 (XXII) de l'Assemblée générale/   | 6-10 mars       | Genève          | Ouvert à la participation de tous les membres intéressés | I T<br>(ACEFR)           | Une session par an |
| 43 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement<br>- Groupe de travail spécial I /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/ | 6-10 mars       | New York        | 8 G  |                          |                    |
| 44 Comité de la planification du développement, quatorzième session /résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil/   | 6-17 mars       | New York        | 24 E   | I T<br>(AEFR)            | Une session par an |
| 45 Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies chargée de conclure une convention sur le transport de marchandises par mer /résolution 31/100 de l'Assemblée générale/                                      | 6-31 mars       | Hambourg        |  | I T<br>(AARCEFR)         | SR                 |
| 46 Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique /résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale/   | 13 mars-7 avril | New York h/     | 37 G   | I T<br>(AEFR)            | Une session par an |

| Organe   | Date<br>(1978)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                    |
|--|---------------------|-----------------|---------|--------------------------|------------------------------|
| 47 Comité administratif de coordination - Groupe de travail du Comité préparatoire   | 15-17 mars          | Londres         | 22 ST   | -                        | -                            |
| 48 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire /résolution 3 (III) du Conseil/   | 20-22 mars          | Londres         | 22 ST   | -                        | Deux sessions par an         |
| 49 Commission des sociétés transnationales - Groupe de travail intergouvernemental plénier du code de conduite des sociétés transnationales, quatrième session /résolution 1913 (LVII) et décision 189 (LXI) du Conseil/ | 20-31 mars          | New York        | 48 G    | I<br>(AEFR)              | -                            |
| 50 Organe international de contrôle des stupéfiants /Convention unique de 1961 sur les stupéfiants, art. 11/   | 20-31 mars          | Genève          | 13 E    | I<br>(AF)                | T -<br>Trois sessions par an |
| 51 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dix-septième session /résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale/   | 20 mars-<br>7 avril | New York        | 18 E    | I<br>(AEFR)              | T SR<br>Deux sessions par an |
| 52 CNUCED - Groupe de travail du budget-programme et du plan à moyen terme /décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement/  | 28-31 mars          | Genève          | 19 G    | I<br>(AARCEFR)           | T -<br>Une session par an    |

| Organe   | Dates<br>(1978)          | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                   |
|--|--------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------------|
| 53 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire /résolution 3 (III) du Conseil économique et social/  | 28 mars-<br>4 avril      | Londres         | 22 ST   | -                        | Deux sessions<br>par an     |
| 54 Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive /décision 155 (XVII) du Conseil du commerce et du développement/   | 28 mars-<br>14 avril     | Genève          | 155 G   | I T<br>(AARCEFR)         | -                           |
| 55 Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, septième session /résolutions 3067 (XXVII), 3334 (XXIX) et 3483 (XXX) de l'Assemblée générale/                                       | 28 mars-<br>12 ou 19 mai | Genève          | 150 G   | I T<br>(AARCEFR)         | SR                          |
| 56 CESAP, trente-quatrième session /résolutions 37 (IV), 69 (V), 414 C.1 (XIII) et 723 B.II (XXVIII) du Conseil/   | Mars<br>(10 jours)       | A déterminer    | 41 G    | I T<br>(ACFR)            | SR<br>Une session<br>par an |
| 57 Groupe consultatif de l'information /résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale/  | Mars/avril<br>(3 jours)  | New York        | 26 G    | I<br>(ACEFR)             | -<br>Une session<br>par an  |
| 58 Conférence de plénipotentiaires sur l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en tant qu'institution spécialisée /résolution 2113 (LXIII) du Conseil/ | Début de<br>l'année      | New York        | 160 G   | I T<br>(ACEFR)           | -                           |

| Organe  | Dates<br>(1978)                                | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence         |
|---|--|-----------------|---------|--------------------------|-------------------|
| 59 CEPAL - Comité d'experts gouvernementaux de niveau élevé sur l'industrialisation /résolution 310 (XIV) de la Commission/   | Premier trimestre                              | A déterminer    |         | I<br>(AE)                | Selon les besoins |
| 60 CEPAL - Comité antillais de développement et de coopération /résolution 358 (XVI) de la Commission/  | Premier/<br>deuxième<br>trimestre              | A déterminer    |         |                          |                   |
| 61 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CESAP /résolutions 980 A (XXXVI), 162L B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/ | Premier/<br>deuxième<br>trimestre<br>(3 jours) | Bangkok         |         |                          |                   |
| 62 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEPAL /résolutions 980 A (XXXVI), 162L B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/ | Premier/<br>deuxième<br>trimestre<br>(3 jours) | Santiago        |         |                          |                   |
| 63 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEE /résolutions 980 A (XXXVI), 162L B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/   | Premier/<br>deuxième<br>trimestre<br>(3 jours) | Genève          |         |                          |                   |

| Organe   | Dates<br>(1978)                                | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence |
|--|--|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 64 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEA /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/  | Premier/<br>deuxième<br>trimestre<br>(3 jours) | Addis-<br>Abeba |         |                          |           |
| 65 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEAO /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/ | Premier/<br>deuxième<br>trimestre<br>(3 jours) | Beyrouth        |         |                          |           |
| 66 Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption, cinquième session /résolution 2041 (LXI) du Conseil économique et social/                   | 3-14 avril                                     | New York        | 18 G    | I T<br>(AEFR)            | -         |
| 67 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, dix-septième session, deuxième partie /résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale/   | 4 avril  | Genève          | d/      | I T<br>(AARCEFR)         | SR        |

| Organe   | Dates<br>(1979)                                  | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/    | Fréquence            |
|--|--|-----------------|---------|-----------------------------|----------------------|
| 68 Comité administratif de coordination /résolution 13 (III) du Conseil/   | 5-7 avril  | Londres         | 22 ST   | I - SR <sup>f</sup><br>(EF) | Deux sessions par an |
| 69 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire /résolution 13 (III) du Conseil/  | 10-11 avril                                      | Londres         | 22 ST   | - - -                       | Deux sessions par an |
| 70 Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement /résolution 31/1896 de l'Assemblée générale/                              | 10-21 avril                                      | New York        | 54 G    | I T<br>(ACEFR)              | SR                   |
| 71 CEE - Trente-troisième session /résolution 36 (IV) du Conseil/  | 11-22 avril                                      | Genève          | 32 E    | I T c/<br>(AFR)             | Une session par an   |
| 72 Conseil économique et social, soixante-quatrième session (Charte)   | 11 avril-12 mai                                  | New York        | 54 G    | I T<br>(ACEFR)              | Deux sessions par an |
| 73 CEAQ - Cinquième session /résolution 1818 (LV) du Conseil/  | 17-21 avril                                      | A déterminer    |         |                             | Une session par an   |
| 74 Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités /recommandation présentée à l'Assemblée générale par la dernière Conférence à sa 74ème séance/ | Premier semestre de l'année, de préférence avril | Vienne          |         |                             |                      |

| Organe   | Dates<br>(1978)     | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|--|---------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 75 Tribunal administratif des Nations Unies /résolution 957 (X) de l'Assemblée générale/   | Avril/<br>début mai | Genève          | 7 E     | I<br>(AF)                | Deux sessions<br>par an |
| 76 Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, cinquième session /résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale/                               | Printemps           | Rome            | 30 G    | I<br>(AEF)               | Deux sessions<br>par an |
| 77 ONUDI - Comité permanent du Conseil du développement industriel, dixième session /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/                        | 2-12 mai            | Vienne          | 45 G    | I<br>(ACEFR)             | Deux sessions<br>par an |
| 78 Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, session de printemps, première partie /résolution 14 (I) de l'Assemblée générale/ | 2-19 mai            | Genève          | 13 E    | I<br>(ACER)              | Deux sessions<br>par an |
| 79 FTSE - Conseil d'administration, Comité de l'administration et des finances et Comité du Programme /résolution 57 (I) de l'Assemblée générale/          | 8-19 mai            | New York        | 30 G    | I<br>(AEFR)              | SR                      |

| Organe  | Dates (1978)     | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence             |
|---|------------------|-----------------|---------|-----------------------|-----------------------|
| 80 Comité du Programme et de la coordination, dix-huitième session /résolutions 2008 (LX) et 2019 (LXI) du Conseil/   | 8 mai-16 juin    | New York        | 21 G    | I (AEFR)              | Une session par an    |
| 81 Commission du droit international /résolution 1647 (XVI) de l'Assemblée générale/  | 8 mai-28 juillet | Genève          | 25 E    | I (AEFR)              | Une session par an    |
| 82 PNUE - Conseil d'administration /résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale/  | 9-25 mai         | Nairobi         | 58 G    | I (AF)                | Une session par an    |
| 83 Organe international de contrôle des stupéfiants /Convention unique de 1961 sur les stupéfiants, art. 11/  | 11-26 mai        | Genève          | 13 E    | I (AF)                | Trois sessions par an |
| 84 PNUD - Equipe spéciale inter-organisations sur la coopération technique aux pays en développement /résolutions 3241 (XXIX) et 3461 (XXX) de l'Assemblée générale/        | 12 mai           | New York        | 40 G    | -                     | -                     |
| 85 Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique, troisième session /résolutions 3251 (XXIX) et 3416 (XXX) de l'Assemblée générale/ | 15-19 mai        | New York        | 149 G   | I (AARCEFR)           | -                     |

| Organe   | Dates<br>(1978)    | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence  |
|--|--------------------|-----------------|---------|--------------------------|--|
| 86 Commission des sociétés transnationales, quatrième session /résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social/                                     | 15-26 mai          | New York        | 48 G    | I<br>(AEFR)              | SR<br>Une session par an   |
| 87 Comité des contributions (Règlement intérieur de l'Assemblée générale)  | 15 mai-<br>2 juin  | New York        | 18 E    | I<br>(ACEFR)             | - -<br>Une session par an  |
| 88 CNUCED - Commission des invisibles et du financement lié au commerce, huitième session, deuxième partie   | 16-26 mai          | Genève          | d/      | I<br>(AArEFR)            | -<br>Normalement deux sessions entre les sessions de la Conférence |
| 89 ONUDI - Conseil du développement industriel, douzième session /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/   | 16-26 mai          | Vienne          | 45 G    | I<br>(ACEFR)             | T SR<br>Une session par an   |
| 90 Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, session de printemps, deuxième partie /résolution 14 (I) de l'Assemblée générale/ | 22-26 mai          | Bangkok         | 13 E    | I<br>(ACEFR)             | T -<br>Deux sessions par an  |
| 91 Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement /résolution 31/189 B de l'Assemblée générale/                                   | 23 mai-<br>28 juin | New York        | 149 G   | I<br>(AArCEFR)           | T PV/<br>SR  |

| Organe   | Dates<br>(1978)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence   |
|--|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|---|
| 92 CNUCED - Commission des articles<br>manufacturés, neuvième session  | 29 mai-<br>9 juin         | Genève          | d/      | I<br>(AARCEFR)           | T -<br>Normalment<br>deux sessions<br>entre les<br>sessions de<br>la Conférence |
| 93 Comité consultatif pour les<br>questions administratives et<br>budgétaires, session de<br>printemps, troisième partie<br>/résolution 14 (I) de<br>l'Assemblée générale/     | 30 mai-<br>30 juin        | New York        | 13 E    | I<br>(AEFR)              | T -<br>Deux sessions<br>par an  |
| 94 Conseil mondial de l'alimen-<br>tation - Réunion prépara-<br>toire de la quatrième<br>session /résolution 3348 (XXIX)<br>de l'Assemblée générale/                           | Mai (une<br>semaine)      | Rome            | 36 G    | I<br>(AARCEFR)           | T -<br>Une session<br>par an  |
| 95 Conseil de tutelle (et comités<br>de rédaction), quarante-<br>cinquième session (Charte)  | Mai/juin<br>(4 semaines)  | New York        | 6 G     | I<br>(ACFR)              | T PV <sup>f</sup> /<br>Selon les<br>besoins                                     |
| 96 Comité mixte de la Caisse<br>commune des pensions du<br>personnel des Nations Unies<br>- Comité d'actuaire<br>/résolution 248 (III) de<br>l'Assemblée générale,<br>art. 22/ | Mai/juin<br>(une semaine) | New York        | 6 E     | I<br>(AFR)               | - -<br>-  |
| 97 PNUD - Groupe de travail inter-<br>gouvernemental des frais<br>généraux /décision du Conseil<br>d'administration du PNUD à<br>sa vingt-quatrième session/                   | 5-7 juin                  | Genève          | 48 G    | I<br>(ACEFR)             | T<br>-  |

| Organe  | Dates<br>(1978)   | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|-------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 98 PNUD - Comité budgétaire et financier /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/   |                   |                 | 48 G    | I T<br>(ACEFR)           | - Deux sessions par an  |
| 99 PNUD - Conseil d'administration<br>- Comité de la coopération technique entre pays en développement  | 8-30 juin         | Genève          |         |                          |                         |
| 100 PNUD - Conseil d'administration /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/  |                   |                 | 48 G    | I T<br>(ACEFR)           | SR Deux sessions par an |
| 101 Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance /résolution 415 (V) de l'Assemblée générale et résolution 1584 (L) du Conseil/ | 5-16 juin         | New York        | 15 E    | I T<br>(AEFR)            | - Deux sessions par an  |
| 102 CNUDCI, onzième session /résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale/   | 30 mai-<br>6 juin | New York        | 36 G    | I T<br>(AEFR)            | SR Une session par an   |

| Organe  | Dates<br>(1978)       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/        | Fréquence   |
|---|-----------------------|-----------------|---------|---------------------------------|---|
| 103 Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique /résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale/                      | 19-30 juin            | New York        | 37 G    | I T PV <sup>f</sup> /<br>(AEFR) | Une session par an  |
| 104 Comité préparatoire de la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme /résolution 2062 (LXII) du Conseil/ | 19-30 juin            | New York        | 23 G    | I T                             |   |
| 105 Conseil de l'Université des Nations Unies /résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale/  | 26-30 juin            | Vienne          | 24 E    | I T -<br>(AEF)                  | Deux sessions par an  |
| 106 CNUCED - Commission du transfert des techniques, deuxième session /décision 117 (XIV) du Conseil du commerce et du développement/         | 26 juin-<br>7 juillet | Genève          | d/      | I T -<br>(AARCEFR)              | Normalement deux sessions entre les sessions de la Conférence |
| 107 Réunions des Secrétaires exécutifs des commissions régionales /résolution 1817 (LV) du Conseil/   | 27-30 juin            | Genève          | -       | I - -<br>(AF)                   | Deux sessions par an  |

| Organe  | Dates<br>(1978)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 108 Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies /résolution 74 (I) de l'Assemblée générale/                                 | Juin<br>(3 semaines)      | New York        | 3 E     | I - -<br>(AE)            | Deux sessions<br>par an |
| 109 Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants /résolution 913 (X) de l'Assemblée générale/               | Juin<br>(1 semaine)       | Vienne          | 20 G    | I T -<br>(AEFR)          | Une session<br>par an   |
| 110 Conseil mondial de l'alimentation, quatrième session /résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | Juin<br>(1 semaine)       | A déterminer    | 36 G    | I T -<br>(AARCEFR)       | Une session<br>par an   |
| 111 UNITAR Réunion annuelle des directeurs d'instituts faisant partie des organismes des Nations Unies /résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale | Juin/Juillet<br>(3 jours) | Genève          | 9 ST    | - - -                    | Une session<br>par an   |
| 112 Cinq réunions régionales d'experts en vue de préparer la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique                                | Juin/Juillet              | A déterminer    |         |                          |                         |

| Organe  | Dates<br>(1978)       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|-----------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 113 CEPAL - Comité d'experts<br>gouvernementaux de niveau<br>élevé sur les établis-<br>sements humains<br>/résolution 310 (XIV)<br>de la Commission/  | Deuxième<br>trimestre | A déterminer    |         |                          |                         |
| 114 Réunions communes du<br>Comité du programme et<br>de la coordination et<br>du Comité administratif<br>de coordination   | 2-3 juillet           | Genève          | 54 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Une session<br>par an   |
| 115 Commission internationale<br>de la fonction publique,<br>huitième session<br>/résolution 3042 (XXVII)<br>de l'Assemblée générale/   | 3-21 juillet          | Paris           | 15 E    | I T -<br>(AEFR)          | Deux sessions<br>par an |
| 116 Conseil économique et social,<br>soixante-cinquième session<br>/Charte/   | 5 juillet-<br>4 août  | Genève          | 54 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Deux sessions<br>par an |
| 117 Comité des droits de l'homme,<br>quatrième session<br>/résolution 2200 A (XXI)<br>de l'Assemblée générale<br>et Pacte international<br>relatif aux droits<br>civils et politiques,<br>quatrième partie/ | 10-28 juillet         | New York        | 18 E    | I T SR<br>(AEFR)         | Deux sessions<br>par an |

| Organe  | Dates<br>(1978)        | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 118 CNUCED - Groupe inter-gouvernemental des pays en développement les moins avancés, deuxième session  | 17-28 juillet          | Genève          | d/      | I T -<br>(ACEFR)         |                         |
| 119 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dix-huitième session /résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale/                               | 24 juillet-<br>11 août | New York        | 18 E    | I T<br>(AEFR)            | Deux sessions<br>par an |
| 120 Commission des droits de l'homme : Groupe spécial d'experts créé en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission /résolution 2082 (LXII) du Conseil/ | 31 juillet-<br>3 août  | Genève          |         |                          |                         |
| 121 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/  | 31 juillet-<br>11 août | Genève          | 24 E    | I T -<br>(AEFR)          |                         |
| 122 Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale, article 22/                  | Juillet/août           | A déterminer    | 21 E    | I T -<br>(AF)            | Une session<br>par an   |

| Organe  | Dates<br>(1978)  | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence            |
|---|--|-----------------|---------|--------------------------|----------------------|
| 123 Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 3328 (XXIX) de l'Assemblée générale/ | De la première semaine d'août à la première semaine de septembre | New York        | 24 G    | I T<br>(ACEFR)           | Deux sessions par an |
| 124 Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses : Groupe de Rapporteurs, vingt-deuxième session /résolution 1488 (XLVIII) et décision 213 (LXII) du Conseil/                                | 7-11 août  | Genève          | 8 E     | I T<br>(AF)              | Deux sessions par an |
| 125 Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses : Groupes d'experts des matières explosives /résolution 1488 (XLVIII) et décision 213 (LXII) du Conseil/                                    | 14-18 août   | Genève          | 4 E     | I T<br>(AFR)             | Une session par an   |

| Organe  | Dates<br>(1978) | Lieu de réunion                   | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence          |
|---|-----------------|-----------------------------------|---------|--------------------------|--------------------|
| 126 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail des communications /résolution 1503 (XLVIII) du Conseil/ | 7-18 août       | Genève                            | 5 E     | I T<br>(AEFR)            | Une session par an |
| 127 Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale /résolution 2057 (LXII) du Conseil économique et social/   | 14-25 août      | Genève<br>New York ou<br>ailleurs | -       | I T<br>(AARCEFR)         | -                  |
| 128 Commission océanographique intergouvernementale :<br>Groupe de travail<br>/résolution 1893 (LVII) du Conseil/   | 21-25 août      | New York                          | 75 E    | I T<br>(AEFR)            | -                  |
| 129 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de cinq sur l'esclavage /décision 16 (LVI) du Conseil/              | 23-25 août      | Genève                            | 5 G     | I T<br>(AEFR)            | Une session par an |

| Organe  | Dates<br>(1978)          | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence             |
|---|--------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------|
| 130 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, trente et unième session /résolution 9 (II) du Conseil/ | 28 août-<br>15 septembre | Genève          | 26 E    | I T c/<br>(AEFR)         | Une session<br>par an |
| 131 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, dix-huitième session, première partie /résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale/   | 29 août-<br>15 septembre | Genève          | d/      | I T SR<br>(AARCEFR)      |                       |
| 132 Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement /résolution 31/179 de l'Assemblée générale/   | Août-<br>septembre j/    | Buenos-Aires    | 149 G   | I T<br>(AARCEFR)         |                       |
| 133 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe de travail spécial III /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LII) et 2033 (LXI) du Conseil/     | 4-8 septembre            | Genève          |         |                          |                       |

| Organe  | Dates<br>(1978)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/  | Fréquence               |
|---|---------------------------|-----------------|---------|---------------------------|-------------------------|
| 134 Assemblée générale,<br>trente-troisième session<br>(Charte)   | 19 septembre-<br>décembre | New York        | 149 G   | I T PV/<br>(AARCEFR) SRÉ/ |                         |
| 135 Comité de la science et de<br>la technique au service<br>du développement,<br>troisième session extra-<br>ordinaire, en tant que<br>Comité préparatoire de la<br>Conférence des Nations<br>Unies sur la science et<br>la technique au service<br>du développement,<br>troisième session | 5-15 septembre            | New York        | 54 G    | I T SR<br>(AEFR)          |                         |
| 136 Comité consultatif pour les<br>questions administratives<br>et budgétaires<br>/résolution 14 (I) de<br>l'Assemblée générale/  | 5 septembre-<br>décembre  | New York        | 13 E    | I T<br>(AARCEFR)          | Deux sessions<br>par an |
| 137 Etats parties au Pacte<br>international relatif<br>aux droits civils et<br>politiques /résolution<br>2200 A (XXI) de<br>l'Assemblée générale<br>et Pacte international<br>relatif aux droits<br>civils et politiques,<br>quatrième partie/  | 15 septembre              | New York        |         | I T SR<br>(AEFR)          | Une session<br>par an   |

| Organe   | Dates (1978)                   | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence   |
|--|--------------------------------|-----------------|---------|-----------------------|---|
| 138 CNUCED - Groupe préparatoire intergouvernemental pour une convention sur le transport multimodal international, cinquième session  | 18 septembre-6 octobre         | Genève          | 68 G    | I T<br>(ACEFR)        | -   |
| 139 UNITAR - Conseil d'administration /résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale/  | Septembre (4-5 jours)          | New York        | 24 E    | I T<br>(AF)           | Une ou deux sessions par an                                     |
| 140 Tribunal administratif des Nations Unies /résolution 957 (X) de l'Assemblée générale/  | Septembre/octobre (3 semaines) | New York        | 7 E     | I T<br>(AF)           | Deux sessions par an  |
| 141 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe de travail spécial II /résolution 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/ | Troisième trimestre (5 jours)  | Genève          |         |                       |   |
| 142 CNUCED - Commission de la coopération économique entre pays en développement, deuxième session /décision 142 (XVI) du Conseil du commerce et du développement/                         | 2-13 octobre                   | Genève          | d/      | I T<br>(AARCEFR)      | Normalement à deux reprises entre les sessions de la Conférence |

| Organe   | Dates<br>(1978)            | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                |
|--|----------------------------|-----------------|---------|--------------------------|--------------------------|
| 143 Organe international de<br>contrôle des stupéfiants<br>/Convention unique sur<br>les stupéfiants de 1961,<br>article 11/   | 9 octobre-<br>3 novembre   | Genève          | 13 E    | I T -<br>(AF)            | Trois sessions<br>par an |
| 144 Comité administratif de<br>coordination - Groupe de<br>travail du Comité<br>préparatoire   | 16-17 octobre              | New York        |         |                          |                          |
| 145 CNUCED- Conférence des<br>Nations Unies pour<br>l'élaboration d'un code<br>international de conduite<br>pour le transfert de<br>technologie<br>/résolution 89 (IV)<br>de la Conférence/      | 16 octobre-<br>10 novembre | Genève          | d/      | I T -<br>(AARCEFR)       |                          |
| 146 Comité administratif de<br>coordination et son<br>Comité préparatoire  | 18-20 octobre              | New York        |         |                          |                          |
| 147 CNUCED - Groupe de travail<br>de la réglementation<br>internationale des<br>transports maritimes,<br>sixième session<br>/décision 46 (VII) du<br>Conseil du commerce et<br>du développement/ | 23 octobre-<br>3 novembre  | Genève          | 43 G    | I T -<br>(AEFR)          |                          |

| Organe   | Dates<br>(1978)        | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/     | Fréquence            |
|--|------------------------|-----------------|---------|------------------------------|----------------------|
| 148 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire /résolution 13 (III) du Conseil/   | 24-25 octobre          | New York        | 22 ST   | I - -<br>(AF)                | Deux sessions par an |
| 149 Comité administratif de coordination /résolution 13 (III) du Conseil/  | 30-31 octobre          | New York        | 22 ST   | I T SR <sup>2/</sup><br>(AF) | Deux sessions par an |
| 150 HCR - Comité exécutif /résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale/  | Octobre<br>(10 jours)  | Genève          | 30 G    | I T SR<br>(AF)               | Une session par an   |
| 151 CEA - Comité exécutif /résolution 671 (XXV) du Conseil   | Octobre<br>(4 jours)   | Addis-Abeba     | 16 G    | I T M<br>(AARF)              | Deux sessions par an |
| 152 PNUD - Groupe de travail des questions administratives et financières /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/                               | Octobre<br>(2-3 jours) | New York        | 24 ST   | - - -                        | Deux sessions par an |
| 153 PNUD - Groupe de travail du Programme, organe subsidiaire du Bureau consultatif inter-organisations /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/ | Octobre<br>(2-3 jours) | New York        | 21 ST   | - - -                        | Deux sessions par an |

| Organe  | Dates<br>(1978)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|----------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 154 Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international<br><u>/résolution 2939 (XXVI) de l'Assemblée générale/</u> | Octobre<br>(2 jours) | New York        | 13 G    | I T -<br>(AEFR)          | Une session<br>par an   |
| 155 PNUD - Bureau consultatif interorganisations, vingt-sixième session<br><u>/résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/</u>  | Octobre<br>(1 jour)  | New York        | 21 ST   | I - SR<br>(AF)           | Deux sessions<br>par an |
| 156 PMUE - Comité de coordination pour l'environnement<br><u>/résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale/</u>  | Octobre<br>(1 jour)  | New York        | 22 ST   | I - SR<br>(AF)           |                         |
| 157 Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds d'équipement des Nations Unies<br><u>/résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/</u>                       | Octobre<br>(1 jour)  | New York        | 149 G   | I T SR<br>(ACEFR)        | Une séance<br>par an    |

| Organe   | Dates<br>(1978)                      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|--|--------------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 158 Conseil économique et social,<br>reprise de la soixante-<br>cinquième session [Charte]   | Octobre,<br>novembre                 | New York        | 54 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Deux sessions<br>par an |
| 159 Comité des commissaires aux<br>comptes de l'Organisation<br>des Nations Unies<br>/résolution 74 (I) de<br>l'Assemblée générale/  | Octobre/<br>novembre<br>(2 semaines) | A déterminer    | 3 E     | I - -<br>(AE)            | Deux sessions<br>par an |
| 160 Comité des politiques et<br>des programmes d'aide<br>alimentaire, sixième<br>session /résolution<br>3304 (XXX) de<br>l'Assemblée générale/   | Automne<br>(2 semaines)              | Rome            | 30 G    | I T SR<br>(AEF)          | Deux sessions<br>par an |
| 161 Groupe des vérificateurs<br>extérieurs des comptes<br>de l'Organisation des<br>Nations Unies, des<br>institutions spécia-<br>lisées et de l'Agence<br>internationale de<br>l'énergie atomique.<br>/résolution 1438 (XIV)<br>de l'Assemblée générale/ | Octobre/<br>novembre<br>(1 semaine)  | A déterminer    | 7 E     | I - -<br>(AE)            | Une session<br>par an   |
| 162 Comité administratif de<br>coordination et son<br>Comité préparatoire<br>/résolution 13 (III)<br>du Conseil/   | 1-3 novembre                         | New York        |         |                          |                         |

| Organe  | Dates<br>(1978)              | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                           |
|---|------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------------|
| 163 Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, dixième session /résolution 1488 (XLVIII) et décision 213 (LXII) du Conseil/   | 20 novembre-<br>1er décembre | Genève          | 10 F    | I T<br>(AFR)             | Une session<br>tous les<br>deux ans |
| 164 CNUCED - Groupe inter-gouvernemental spécial des normes relatives aux conteneurs utilisés dans le transport international multimodal, deuxième session /décision 157 (XVII) du Conseil du commerce et du développement/ | 20 novembre-<br>2 décembre   | Genève          | d/      | I T<br>(AEFR)            | -                                   |
| 165 ONUDI - Conférence pour les annonces de contributions /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/   | Novembre<br>(1 jour)         | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)           | Un jour par<br>an                   |
| 166 FISE - Conférence pour les annonces de contributions /résolution 3250 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | Novembre<br>(1 jour)         | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)           | Un jour par<br>an                   |

| Organe   | Dates<br>(1978)                       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|--|---------------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 167 Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies dans le Proche-Orient /résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/ | Novembre<br>(1 séance)                | New York        | 149 G   | I T SR<br>(ACEFR)        | Une séance<br>par an    |
| 168 Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés /résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/        | Novembre<br>(1 séance)                | New York        | 149 G   | I T SR<br>(ACEFR)        | Une séance<br>par an    |
| 169 ONUDI - Comité permanent du Conseil du développement industriel, onzième session /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/   | Novembre/<br>décembre<br>(2 semaines) | Vienne          | 45 G    | I T -<br>(ACEFR)         | Deux sessions<br>par an |
| 170 Conseil de l'Université des Nations Unies /résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale/   | 4-8 décembre                          | Tokyo           | 24 E    | I - -<br>(AEF)           | Deux sessions<br>par an |

| Organe   | Dates<br>(1978)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence            |
|--|----------------------|-----------------|---------|--------------------------|----------------------|
| 171 Conseil de sécurité [Charte]   | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T PV<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 171 Conseil de sécurité<br>- Comité créé en<br>application de la<br>résolution 253 (1968)<br>du Conseil de sécurité<br>concernant la question<br>de la Rhodésie du Sud | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 172 Conseil de sécurité<br>- Comité d'experts<br>/décision prise par<br>le Conseil de sécurité<br>à sa 1ère séance,<br>en 1946/  | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 173 Conseil de sécurité<br>- Comité d'experts<br>créé par le Conseil<br>de sécurité à sa<br>1506ème séance   | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 174 Conseil de sécurité<br>- Sous-Comité ad hoc<br>pour la Namibie<br>/résolution 283 (1970)-<br>du Conseil de sécurité/   | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 175 Conseil de sécurité<br>- Comité d'admission<br>de nouveaux membres<br>/décision prise par<br>le Conseil de sécurité<br>à sa 42ème séance, en 1946/                 | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |

| Organe   | Dates<br>(1978)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence            |
|--|----------------------|-----------------|---------|--------------------------|----------------------|
| 176 Conseil de sécurité<br>- Comité du Conseil de<br>sécurité pour les<br>réunions hors siège du<br>Conseil<br>/décision prise par le<br>Conseil de sécurité à sa<br>1625ème séance/ | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |
| 177 Comité spécial des opérations<br>de maintien de la paix<br>/résolution 2006 (XIX)<br>et 31/105 de l'Assemblée<br>générale/   | Selon les<br>besoins | New York        | 33 G    | I T SR<br>(AEFR)         | Selon les<br>besoins |
| 178 Comité spécial des opérations<br>de maintien de la paix<br>- Groupe de travail<br>/résolutions 2006 (XIX)<br>et 31/105 de l'Assemblée<br>générale/                               | Selon les<br>besoins | New York        | 13 G    | I T -<br>(AEFR)          | Selon les<br>besoins |
| 179 Commission de conciliation<br>des Nations Unies pour<br>la Palestine<br>/résolution 2792 A (XXVI)<br>de l'Assemblée générale/  | Selon les<br>besoins | New York        | 3 G     | I T SR<br>(AF)           | Selon les<br>besoins |
| 180 Commission d'observation<br>pour la paix<br>/résolution 377 (V) de<br>l'Assemblée générale/  | A déterminer         | New York        | 13 G    | I T SR                   |                      |
| 181 Commission du désarmement<br>/résolution 1403 (XIV) de<br>l'Assemblée générale)  | A déterminer         | A déterminer    | 149 G   | I T PV<br>(ACEFR)        | Selon les<br>besoins |

| Organe  | Dates<br>(1978)   | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                     |
|---|-------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
| 182 Conférence du Comité du désarmement /résolution 3261 (XXIX) de l'Assemblée générale/  | A déterminer      | Genève          | 31 G    | I T PV<br>(AEFR)         | Deux sessions par an          |
| 183 Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement /résolution 3260 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | A déterminer      | New York        | 18 G    | I T SR                   |                               |
| 184 Comité spécial de l'océan Indien /résolution 3259 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | A déterminer      | A déterminer    | 18 G    | I T SR<br>(ACF)          | A déterminer                  |
| 185 Conseil des Nations Unies pour la Namibie /résolution 2248 (S-V) et 3295 (XXIX) de l'Assemblée générale/  | Selon les besoins | New York        | 25 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Selon les besoins             |
| 186 Comité spécial contre l'apartheid /résolution 2923 C (XXVII) de l'Assemblée générale/   | A déterminer      | New York        | 18 G    | I T SR<br>(AEFR)         | Selon les besoins             |
| 187 Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud - Conseil d'administration /résolution 2923 B (XXVII) de l'Assemblée générale/ | A déterminer      | New York        | 5 G     | I T<br>(AEF)             | Quatre séances par an environ |

| Organe   | Dates<br>(1978) | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                          |
|--|-----------------|-----------------|---------|--------------------------|------------------------------------|
| 188 Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte /résolution 2285 (XXII) de l'Assemblée générale/               | A déterminer    | New York        | 149 G   | I T SR<br>(ACEFR)        | A déterminer                       |
| 189 Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif /résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale/                                    | Le cas échéant  | New York        | 25 G    | I T -<br>(ACEFR)         | Le cas échéant                     |
| 190 Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe /résolution 2431 (XXIII) de l'Assemblée générale/ | A déterminer    | New York        | 7 G     | I T -<br>(AEF)           | Généralement quatre séances par an |
| 191 Comité consultatif scientifique des Nations Unies /résolution 1344 (XIII) de l'Assemblée générale/   | A déterminer    | A déterminer    | 7 G     | I T SR<br>(AFR)          | A déterminer                       |
| 192 Comité des placements /résolution 83 (I) de l'Assemblée générale, annexe, sect. 25/  | A déterminer    | New York        | 6 E     | - - -                    | Quatre séances par an              |

| Organe   | Dates<br>(1978)   | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                              |
|--|-------------------|-----------------|---------|--------------------------|--|
| 193 Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies /résolution 243 (III) de l'Assemblée générale, art. 20/                             | A déterminer      | New York        | 9 E     | - - -                    | Trois sessions d'une séance par an     |
| 194 PNUÉ - Groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats                               | A déterminer      | Nairobi         | 1/      | I T -<br>(AEFR)          |  |
| 195 PNUÉ - Groupe de travail du droit de l'environnement   | A déterminer      | Nairobi         | -       | I T -<br>(AEFR)          |  |
| 196 Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité permanent /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale, art. 22/ | A déterminer      | New York        | 9 E     | I T -<br>(AF)            | Trois sessions de trois séances par an |
| 197 Comité des relations avec le pays hôte /résolution 3107 (XXVIII) de l'Assemblée générale/  | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I T SR<br>(ACEFR)        | Deux séances par mois                  |

| Organe  | Dates<br>(1978)                             | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence         |
|---|---|-----------------|---------|--------------------------|-------------------|
| 198 CNUCED - Réunions dans le cadre du Programme intégré pour les produits de base<br>/résolution 93 (IV) de la Conférence/                             | Selon les besoins (50 semaines) au maximum) | Genève          | d/      | I T -<br>(AARCEFR)       |                   |
| 199 Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement<br>- réunions d'experts sur la science et le futur m/       | A déterminer                                | A déterminer    |         |                          |                   |
| 200 CNUCED - Groupes de travail, groupes d'étude et groupes d'experts (convoqués dans chaque cas en vertu d'une autorisation spéciale)                  | Selon les besoins (16 semaines) au maximum) | Genève          | G ou E  | I T -<br>(AEFR)          |                   |
| 201 Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports<br>/résolution 31/6 F de l'Assemblée générale/ | A déterminer                                | New York        | 25 G    | I T -<br>(AEFR)          | Selon les besoins |

| Organe  | Dates<br>(1978) | Lieu de réunion           | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence          |
|---|-----------------|---------------------------|---------|--------------------------|--------------------|
| 202 Commission des stupéfiants<br>- cinquième Réunion des directeurs des organes des pays de la région de l'Extrême-Orient chargés d'assurer l'application de la législation relative aux stupéfiants<br>/résolution 1845 (LVI) du Conseil/ | A déterminer    | Une capitale de la région | 18 G    | - - -                    | - - -              |
| 203 Commission des stupéfiants<br>- Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient<br>/résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social/                                 | A déterminer    | Une capitale de la région | 5 G     | - - -                    | - - -              |
| 204 Comité de la planification du développement<br>- Groupe de travail I<br>/résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil/   | A déterminer    | New York                  | 24 E    | I T -<br>(AEFR)          | Une session par an |
| 205 Comité de la planification du développement - Groupe de travail II<br>/résolution 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil/  | A déterminer    | Genève                    | 24 E    | I T -<br>(AEFR)          | Une session par an |

| Organe  | Dates<br>(1978) | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence             |
|---|-----------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------|
| 206 Comité de la planification<br>du développement - Groupe<br>de travail III<br>/résolutions 1035 (XXXVII)<br>et 1625 (LI) du Conseil/                                   | A déterminer    | New York        | 24 E    | I T -<br>(AEFR)          | Une session<br>par an |
| 207 Conseil des gouverneurs du<br>Fonds spécial des<br>Nations Unies pour les<br>pays en développement<br>sans littoral<br>/résolution 31/177 de<br>l'Assemblée générale/ | A déterminer    | A déterminer    |         |                          |                       |

a/ Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles les documents seront traduits et les comptes rendus analytiques établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels, lorsque ceux-ci sont inférieurs à ce que prévoit le règlement intérieur.

b/ Le Conseil économique et social a, par sa décision 273 (LXIII), décidé que sa résolution 2079 (LXII) devait être différée jusqu'à ce qu'il en ait examiné les incidences, à sa session d'organisation pour 1978, à la lumière des résultats des travaux relatifs à la restructuration de secteurs économique et social du système des Nations Unies.

c/ Peut, si besoin est, demander l'établissement de comptes rendus analytiques pour l'examen de certaines questions.

d/ Ouvert à la participation de tous les membres de la CNUCED intéressés /résolution 80 (III), par. 9 de la CNUCED/.

e/ A la soixante-troisième session du Conseil économique et social, certains se sont prononcés pour ou contre la tenue de la session à New York. Le Secrétaire a entrepris d'étudier dans quelle mesure il serait possible de tenir cette session à New York; il informera l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session, de ses conclusions.

(Suite des notes page suivante)

---

(Suite des notes de la page précédente)

f/ Pour les séances plénières seulement.

g/ La troisième session extraordinaire du Comité des ressources naturelles doit être précédée de réunions régionales; les dates de la session seront réexaminées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation pour 1978.

h/ Voir chap. II B du présent rapport.

i/ Dans le cadre de procédures orales.

j/ Le changement de date en ce qui concerne cette conférence a été recommandé à l'Assemblée générale par le Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, à sa seconde session.

k/ L'usage est de n'établir de comptes rendus in extenso que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

l/ Ouvert à la participation de tous les Etats membres du Conseil d'administration du PNUE intéressés.

m/ Sous réserve de confirmation par le Conseil économique et social à sa prochaine session d'organisation.

| Organe   | Dates<br>(1979)                                   | Lieu de<br>réunion | Membres              | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                        |
|--|---|--------------------|----------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 1 CNUDCI -- Groupe de travail<br>des effets de commerce<br>internationaux, septième<br>session /résolution<br>2928 (XXVII) de<br>l'Assemblée générale/ | 2-12 janvier                                      | New York           | 8 G<br>I<br>(AEFR)   | T                        | Une à deux<br>sessions par<br>an |
| 2 Comité d'état-major<br>/Charte/  | 4 janvier (puis<br>une fois tous<br>les 15 jours) | New York           | 5 G<br>I<br>(ACFR)   | T                        | Un jeudi sur<br>deux             |
| 3 Conseil économique et<br>social : session<br>d'organisation pour 1978<br>/Charte/  | 9-12 janvier                                      | New York           | 54 G<br>I<br>(ACEFR) | T                        | SR<br>Deux sessions<br>par an    |
| 4 Commission des droits<br>de l'homme - Groupe<br>spécial d'experts<br>créé conformément à<br>la résolution<br>2 (XXIII) de la<br>Commission           | 9-19 janvier                                      | Genève             | 6 G<br>I<br>(AEF)    | T                        | -                                |

| Organe   | Dates (1979)                              | Lieu de réunion    | Membres       | Services à assurer a/ | Fréquence |
|--|---|--------------------|---------------|-----------------------|-----------|
| 5 Fonds spécial des Nations Unies, Conseil des gouverneurs /résolution 3356 (XXIX) de l'Assemblée générale/  | 12 janvier                                | New York           | I (AEFR)      | T                     | -         |
| 6 Commission de statistiques, vingtième session /résolutions 8 (I), 8 (II) et 1566 (L) du Conseil  | 15-26 janvier                             | New York           | 24 G I (AEFR) | T                     | -         |
| 7 Commission du développement social, vingt-sixième session b/ /résolution 10 (II), 1139 (XLI) et 1147 (XLI) du Conseil/                                   | 15 janvier-2 février ou 20 février-9 mars | Vienne ou New York | 32 G I (AEFR) | T                     | c/        |
| 8 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil/ | 22 janvier-2 février                      | Genève             | 24 E I (AEFR) | T                     | -         |
| 9 Commission de la population, vingtième session /résolutions 150 (VII) et 1147 (XLI) du Conseil/  | 29 janvier-9 février                      | New York           | 27 G I (AEFR) | T                     | -         |

| Organe   | Dates (1979)  | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer e/ | Fréquence                  |
|--|---|-----------------|---------|-----------------------|----------------------------|
| 10 Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 3328 (XXIX) de l'Assemblée générale/ | Dernière semaine de janvier à première semaine de juillet | New York        | 24 G    | I (ACEFR)             | PV d/ Deux sessions par an |
| 11 CNUCED - Comité technique du Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international, huitième session  | Janvier (une semaine)                                     | Genève          | 18 G    | I (AEFR)              | Une semaine par an         |
| 12 CNUCED - Groupe consultatif commun du Centre CNUCED/GATT du commerce international, douzième session /résolution 2297 (XXI) de l'Assemblée générale/  | Janvier (4 jours)   | Genève          | e/      | I (ACEFR)             | Une session par an         |
| 13 FNUD - Conseil d'administration et Groupe de travail intergouvernemental des frais généraux /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/  | Janvier (3 à 5 jours)                                     | New York        | 48 G    | I (ACEFR)             | SR                         |

| Organe   | Dates<br>(1979)      | Lieu de<br>réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                    |
|--|----------------------|--------------------|---------|--------------------------|------------------------------|
| 14 Réunion des secrétaires<br>exécutifs des<br>commissions régionales<br>/résolution 1817 (LV)<br>du Conseil/  | Janvier<br>(3 jours) | A<br>déterminer    | -       | I<br>T<br>(AE)           | -<br>Deux sessions<br>par an |
| 15 Comité mixte de la Caisse<br>commune des pensions du<br>personnel des Nations<br>Unies - Comité d'actuaire<br>/résolution 248 (III) de<br>l'Assemblée générale,<br>art. 22/   | Janvier/<br>Février  | New York           | 6 E     | I<br>(AFR)               | -<br>Deux sessions<br>par an |
| 16 Commission des droits de<br>l'homme. Groupe des<br>trois pour la Convention<br>internationale sur<br>l'élimination et la<br>répression du crime<br>d'apartheid (art. IX de<br>la Convention inter-<br>nationale sur l'élimi-<br>nation et la répression<br>du crime d'apartheid | 5-9 février          | Genève             | 3 E     | -                        | -                            |
| 17 Commission des droits de<br>l'homme : Comité spécial<br>des rapports périodiques<br>/résolution 1074 C (XXXIX)<br>du Conseil/   | 5-9 février          | Genève             | 8 G     | I<br>T<br>(AEFR)         | -<br>Une session<br>par an   |

| Organe  | Dates (1979)  | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence                           |
|---|---------------|-----------------|---------|-----------------------|-------------------------------------|
| 18 Comité de la science et de la technique au service du développement, quatrième session extraordinaire faisant fonction de Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, quatrième session /résolution 31/184 de l'Assemblée générale/ | 5-16 février  | New York        | 54 G    | I T                   | -                                   |
| 19 Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Sous-Comité scientifique et technique /résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale/  | 5-16 février  | New York        | 37 G    | I (AEFR) T            | SR<br>Une session par an            |
| 20 Comité des ressources naturelles, sixième session /résolution 9 (I) du Conseil économique et social/   | 12-23 février | New York        | 54 G    | I (AEFR) T            | c/<br>Une session tous les deux ans |
| 21 Commission des stupéfiants, vingt-huitième session /résolution 9 (I) du Conseil économique et social/  | 12-23 février | Genève          | 30 G    | I (AEFR) T            | SR<br>Une session tous les deux ans |

| Organe   | Dates<br>(1979)         | Lieu de<br>réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                                 |
|--|-------------------------|--------------------|---------|--------------------------|---|
| 22 Commission des droits de l'homme, trente-cinquième session /résolution 9 (II) du Conseil économique et social/  | 12 février-<br>16 mars  | Genève             | 32 G    | I<br>(AEFR)              | c/<br>Une session<br>par an               |
| 23 Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales /résolutions 3 (II) et 1296 (XLIV) du Conseil économique et social/                     | 26 février-<br>2 mars   | New York           | 13 G    | I<br>(AEFR)              | c/<br>Une session<br>tous les<br>deux ans |
| 24 CNUDCI - Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels, onzième session /résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale/ | Février<br>(2 semaines) | Genève             | 14 G    | I<br>(AEFR)              | -   |
| 25 Deuxième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Amérique /résolution 2048 (LXII) du Conseil économique et social/                 | Février<br>(2 semaines) | Mexico             |         | I<br>(AEF)               | -   |
| 26 CEA - Comité exécutif /résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social/  | Février<br>(3 jours)    | Rabat              | 16 G    | I<br>(AARF)              | T<br>Deux sessions<br>par an              |

| Organe  | Dates (1979)                    | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence            |
|---|---------------------------------|-----------------|---------|-----------------------|----------------------|
| 27 PNUD - Groupe de travail des questions administratives et financières /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/ | Février (2 à 3 jours)           | Genève          | 24 ST   | -                     | Deux sessions par an |
| 28 CEA - Comité technique d'experts /résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social/                              | Février (1 semaine)             | Rabat           | 41 G    | I (AF)                | Une session par an   |
| 29 CEA - Conférence des ministres, quatorzième session /résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social/           | Février (1 semaine)             | Rabat           |         | T                     |                      |
| 30 PNUD - Groupe de travail du programme /Organe subsidiaire du Bureau consultatif interorganisations/                  | Mi-ou fin février (2 à 3 jours) | Genève          | 21 ST   | -                     | Deux sessions par an |
| 31 PNUD - Bureau consultatif interorganisations, vingt-quatrième session /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/ | Fin février/ début mars         | Genève          | 21 ST   | I (AF)                | Deux sessions par an |

| Organe   | Dates<br>(1979)     | Lieu de<br>réunion     | Membres           | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                |
|--|---------------------|------------------------|-------------------|--------------------------|--------------------------|
| 32 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, dixième session extraordinaire /résolution 154 (XVII) du Conseil du commerce et du développement/ | 5-16 mars           | Genève                 | e/ I<br>(AArCEFR) | T                        | SR                       |
| 33 Huitième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques /résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil/            | 5-16 mars           | New York               | 45 E I<br>(ACEFR) |                          |                          |
| 34 Commission des sociétés transnationales, cinquième session  | 12-23 mars          | New York               | 28 G I<br>(ACEFR) | T                        | -<br>Une session par an  |
| 35 Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique - Sous-Comité juridique /résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale/          | 12 mars-<br>6 avril | New York <sup>f/</sup> | 37 G I<br>(AEFR)  | T                        | SR<br>Une session par an |

| Organe   | Dates (1979)      | Lieu de réunion | Membres       | Services à assurer a/ | Fréquence             |
|--|-------------------|-----------------|---------------|-----------------------|-----------------------|
| 36 Comité de la planification du développement, quinzième session /résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil économique et social/ | 26 mars-6 avril   | New York        | 24 E I (AEFR) | T                     | Une session par an    |
| 37 Tribunal administratif des Nations Unies /résolution 957 (X) de l'Assemblée générale/   | 26 mars-12 avril  | Genève          | 7 E I (AF)    | T                     | Deux sessions par an  |
| 38 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dix-neuvième session /résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale/             | 26 mars-13 avril  | New York        | 18 E I (AEFR) | T                     | Deux sessions par an  |
| 39 CEE - trente-quatrième session /résolution 36 (IV) du Conseil économique et social/   | 27 mars-6 avril   | Genève          | 32 E I (AFR)  | T                     | Une session par an    |
| 40 Commission de la fonction publique internationale /résolution 3042 (XXVII) de l'Assemblée générale/                                     | Mars (3 semaines) | New York        | 13 E I (AEFR) | T                     | Deux sessions par an  |
| 41 Organe international de contrôle des stupéfiants /Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11/                               | Mars (2 semaines) | Genève          | 11 E I (AF)   | T                     | Trois sessions par an |

| Organe   | Dates<br>(1979)            | Lieu de<br>réunion | Membres           | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                                   |
|--|----------------------------|--------------------|-------------------|--------------------------|---|
| 42 CNUCED - Groupe de travail sur le budget-programme et le plan à moyen terme   | Mars<br>(4 jours)          | Genève             | 19 G<br>(AARCEFR) | T                        | -<br>Une session<br>par an                  |
| 43 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, dix-huitième session, deuxième partie<br><u>/résolution 1995 (XIX)</u><br><u>de l'Assemblée générale</u>  | Mars<br>(1 jour)           | Genève             | e/<br>(AARCEFR)   | T                        | SR  |
| 44 Comité des droits de l'homme, Mars/avril<br>cinquième session<br><u>/résolution 2200 A (XXI)</u><br>de l'Assemblée générale et Pacte international relatif aux droits civils et politiques, quatrième partie/ | Mars/avril                 | New York           | 18 E<br>(AEFR)    | T                        | -<br>Deux sessions<br>par an                |
| 45 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire<br><u>/résolution 13 (III)</u> du Conseil économique et social/   | Mars/avril<br>(3 semaines) | Genève             | 22 ST             | I <sup>d/</sup><br>(AF)  | SR <sup>d/</sup><br>Deux sessions<br>par an |

| Organe   | Dates (1979)            | Lieu de réunion | Membres   | Services à assurer a/ | Fréquence                  |
|--|-------------------------|-----------------|-----------|-----------------------|----------------------------|
| 46 CESAP - Trente-cinquième session /résolutions 37 (IV), 69 (V), 414 C.1 (XIII) et 723 B.II (XXVIII) du Conseil économique et social/ | Mars/avril (2 semaines) | A déterminer    | 30 G (AF) | I T                   | SR<br>Une session par an   |
| 47 ONUDCI - douzième session /résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale/   | Mars/avril (3 semaines) | Genève          | 36 G      | I T (AEFR)            | SR<br>Une session par an   |
| 48 Groupe consultatif de l'information /résolution 2897 (XXVI) de l'Assemblée générale/  | Mars/avril (3 jours)    | New York        | 26 G      | I (ACEFR)             | -<br>Une session par an    |
| 49 Conseil économique et social, soixante-sixième session /Charte/   | 10 avril-11 mai         | New York        | 54 G      | I T (ACEFR)           | SR<br>Deux sessions par an |
| 50 CEAO - sixième session /résolution 1818 (LV) du Conseil économique et social/   | 16-20 avril             | A déterminer    |           |                       | Une session par an         |

| Organe  | Dates<br>(1979)         | Lieu de<br>réunion | Membres              | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|-------------------------|--------------------|----------------------|--------------------------|-------------------------|
| 51 ONUDI - Douzième session<br>du Comité permanent<br>du Conseil du dévelop-<br>pement industriel<br>/résolution 2152 (XXI)/      | 17-30 avril             | Vienne             | 45 G<br>I<br>(ACEFR) | T                        | Deux sessions<br>par an |
| 52 Comité consultatif pour<br>les questions adminis-<br>tratives et budgétaires<br>/résolution 14 (I) de<br>l'Assemblée générale/ | 24 avril<br>13 juillet  | New York           | 13 E<br>I<br>(ACEFR) | T                        | Deux sessions<br>par an |
| 53 CEPAL - Dix-huitième<br>session /résolutions<br>106 (VI), 234 B (IX),<br>414 C.1 (XIII) et<br>2019 (LXI) du Conseil/           | Avril/mai               | A déter-<br>miner  |                      |                          |                         |
| 54 ONUDI - Conseil du<br>développement industriel,<br>treizième session,<br>/résolution 2152 (XXI) -<br>de l'Assemblée générale/  | 2-18 mai<br>(8-9 jours) | Vienne             | 45 G<br>I<br>(ACEFR) | T                        | Une session<br>par an   |

| Organe   | Dates<br>(1979)    | Lieu de<br>réunion | Membres                 | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                   |
|--|--------------------|--------------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------------|
| 55 CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, réunion préparatoire de la Conférence /résolution 31/159 de l'Assemblée générale/                                    | 3-4 mai            | Manille            | 155 G<br>I<br>(AARCEFR) | T                        |                             |
| 56 CNUCED - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session /résolution 31/159 de l'Assemblée générale et décision du Conseil du commerce et du développement/ | 7 mai-<br>1er juin | Manille            | 155 G<br>I<br>(AARCEFR) | T                        | SR                          |
| 57 Comité du programme et de la coordination, dix-neuvième session /résolutions 2008 (LX) et 2019 (LXI) du Conseil/  | 7 mai-<br>1er juin | New York           | 21 G<br>I<br>(AEFR)     | T                        | SR<br>Une session<br>par an |

| Organe  | Dates (1979)             | Lieu de réunion       | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence                                       |
|---|--------------------------|-----------------------|---------|-----------------------|---|
| 58 Commission du droit international /résolution 1647 (XVI) de l'Assemblée générale/                              | 7 mai-<br>27 juillet     | Genève                | 25 E    | I<br>(AEFR)           | SR<br>Une session par an                        |
| 59 FISE - Conseil d'administration, Comité de l'administration et des finances, Comité du programme               | 14-25 mai                | New York              | 30 G    | I<br>(AEFR)           | SR <sup>d/</sup>                                |
| 60 Comité de l'examen et de l'évaluation, cinquième session /résolution 1621 C (Li) du Conseil/                   | 14 mai-<br>1er juin      | New York              | 54 G    | I<br>(AEFR)           | SR<br>Normalement une session tous les deux ans |
| 61 PNUE - Conseil d'administration /résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale/                              | Mai                      | Nairobi               | 58 G    | I<br>(ACEFR)          | -<br>Une session par an                         |
| 62 Conférence de plénipotentiaires chargés de conclure une convention sur la vente internationale de marchandises | Mai/juin<br>(6 semaines) | A déterminer<br>miner | -       | I<br>(AARCEFR)        | SR  |
| 63 Conseil de tutelle (et comités de rédaction), quarante-sixième session /Charte/                                | Mai/juin<br>(4 semaines) | New York              | 6 G     | I<br>(AEFR)           | PV <sup>d/</sup><br>Selon les besoins           |

| Organe   | Dates<br>(1979)          | Lieu de<br>réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                            |
|--|--------------------------|--------------------|---------|--------------------------|--------------------------------------|
| 64 Organe international de<br>contrôle des stupéfiants<br>/Convention unique de 1961 et demi)<br>sur les stupéfiants,<br>art. 11/  | Mai/juin<br>(2 semaines) | Genève             | 11 E    | I<br>(AF)                | T<br>Trois<br>sessions<br>par an     |
| 65 Comité mixte de la Caisse<br>commune des pensions<br>du personnel des<br>Nations Unies - Comité<br>d'actuaire /résolution<br>248 (III) de l'Assemblée<br>générale, art. 22/ | Mai/juin<br>(1 semaine)  | New York           | 6 E     | I<br>(AFR)               | -<br>Deux<br>sessions<br>par an      |
| 66 Comité des contributions<br>/règlement intérieur<br>de l'Assemblée générale/  | 4 juin-<br>6 juillet     | New York           | 18 E    | I<br>(ACEFR)             | -<br>Une session<br>par an           |
| 67 Comité des utilisations<br>pacifiques de l'espace<br>extra-atmosphérique<br>/résolution 1472 A<br>(XIV) de l'Assemblée<br>générale/   | 11-22 juin               | New York           | 37 G    | I<br>(AEFR)              | T<br>PV<br>Une session<br>par an     |
| 68 Conseil de l'Université<br>des Nations Unies,<br>douzième session<br>/résolution 3081<br>(XXVIII) de l'Assemblée<br>générale/   | 25-29 juin               | Tokyo              | 24 E    | I<br>(AEF)               | T<br>-<br>Deux<br>sessions<br>par an |

| Organe  | Dates<br>(1979)      | Lieu de<br>réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                  |
|---|----------------------|--------------------|---------|--------------------------|----------------------------|
| 69 Réunion des secrétaires<br>exécutifs des<br>commissions régionales<br>/résolution 1817 (LVI)<br>du Conseil/                        | 28 juin<br>2 juillet | Genève             | -       | -                        | Deux<br>sessions<br>par an |
| 70 PNUD - Conseil d'admini-<br>stration, vingt-sixième<br>session /résolution<br>2029 (XX) de l'Assemblée<br>générale/                | Juin<br>(4 semaines) | Genève             | 48 G    | I<br>(ACEFR)             | SR                         |
| 71 PNUD - Conseil d'admini-<br>stration - Comité<br>budgétaire et<br>financier /résolution<br>2813 (XXVI) de<br>l'Assemblée générale/ | Juin<br>(3 semaines) | Genève             | 48 G    | I<br>(AEFR)              | -                          |
| 72 PNUD - Groupe de travail<br>intergouvernemental<br>des frais généraux  | Juin                 | Genève             | 48 G    | I<br>(ACEFR)             | T                          |
| 73 Comité des commissaires<br>aux comptes de<br>l'Organisation des<br>Nations Unies<br>/résolution 74 (I) de<br>l'Assemblée générale/ | Juin<br>(3 semaines) | New York           | 3 E     | I<br>(AE)                | -                          |

| Organe  | Dates<br>(1979)               | Lieu de<br>réunion | Membres                       | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                 |
|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| 74 Commission de la fonction publique internationale /résolution 3042 (XXVII) de l'Assemblée générale/  | Juin<br>(2 semaines et demie) | A déterminer       | 13 E<br>I<br>(AEFR)           | T                        | -<br>Deux sessions par an |
| 75 Conseil mondial de l'alimentation, quatrième session /résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale/  | Juin<br>(3 jours)             | Rome               | 36 G<br>I<br>(AACRCEFR)       | T                        | -<br>Une session par an   |
| 76 Réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination  | 2-4 juillet                   | Genève             | 54 G<br>22 ST<br>I<br>(ACEFR) | T                        | SR<br>Une session par an  |
| 77 UNITAR - Réunion annuelle des directeurs d'instituts faisant partie des organismes des Nations Unies /résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale/ | 2-4 juillet                   | Genève             | 9 ST<br>I<br>(AFR)            | -                        | -<br>Une session par an   |
| 78 Commission de statistique - Groupe de travail des programmes statistiques internationaux et de la coordination /résolution 1306 (XLIV) du Conseil/     | 2-4 juillet                   | Genève             | 8 G<br>I<br>(AFR)             | T                        | -<br>Une session par an   |

| Organe  | Dates<br>(1979)                  | Lieu de<br>réunion       | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                        |
|---|----------------------------------|--------------------------|---------|--------------------------|----------------------------------|
| 79 Conseil économique et social, soixante-septième session /Charte/   | 4 juillet-<br>3 août             | Genève                   | 54 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Deux sessions<br>par an    |
| 80 Comité préparatoire de la Conférence mondiale de 1980 sur la Décennie des Nations Unies pour la femme /résolution 2062 (LXII) du Conseil économique et social/                   | 16-27<br>juillet                 | Vienne ou<br>New York b/ | 23 G    | I<br>(ACEFR)             | -                                |
| 81 Commission océanographique intergouvernementale : Groupe de travail /résolution 1893 (LVII) du Conseil économique et social/   | 23-27<br>juillet                 | New York                 | 75 E    | I<br>(AEFR)              | -                                |
| 82 Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, vingtième session /résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale/   | 30 juillet-<br>17 août           | New York                 | 18 E    | I<br>(AEFR)              | SR<br>Deux<br>sessions<br>par an |
| 83 Comité des droits de l'homme, dixième session /résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale et Pacte international relatif aux droits civils et politiques, quatrième partie/ | Juillet/<br>août<br>(3 semaines) | Genève                   | 18 E    | I<br>(AEFR)              | SR<br>Deux<br>sessions<br>par an |

| Organe  | Dates (1979)  | Lieu de réunion   | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence   |
|---|---|-------------------|---------|-----------------------|---|
| 84 Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale, art. 22/  | Juillet/<br>août  | A déter-<br>miner | 21 E    | I<br>(AF)             | T<br><br>-<br><br>Une session par an                  |
| 85 Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 3328 (XXIX) de l'Assemblée générale/                      | Première semaine d'août à première semaine de septembre | New York          | 24 G    | I<br>(ACEFR)          | T<br><br>pv <sup>d/</sup><br><br>Deux sessions par an |
| 86 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe de travail des communications /résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social/ | 6-17 août   | Genève            | 5 E     | I<br>(AEFR)           | T<br><br>-<br><br>Une session par an                  |

| Organe  | Dates<br>(1979)     | Lieu de<br>réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                     |
|---|---------------------|--------------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
| 87 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités - Groupe des cinq sur l'esclavage /résolution 16 (LVI) du Conseil économique et social/ | 15-17 août          | Genève             | 5 E     | I<br>(AEFR)<br><br>T     | Une session tous les deux ans |
| 88 Commission des droits de l'homme - Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, trente-deuxième session /résolution 9 (II) du Conseil économique et social/            | 20 août-7 septembre | Genève             | 26 E    | I<br>(AEFR)<br><br>T     | Une session par an            |

| Organe   | Dates (1979)                   | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence                             |
|--|--------------------------------|-----------------|---------|-----------------------|---------------------------------------|
| 89 CNUCED - Conseil du commerce et du développement, dix-neuvième session (première partie) /résolution 1995 (XXIX) de l'Assemblée générale/ | 28 août-14 septembre           | Genève          | e/      | I (AARCEFR)           | ST                                    |
| 90 Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement /résolution 31/184 de l'Assemblée générale/       | Août/septembre (2 semaines)    | A déterminer    | 149 G   | I (ACEFR)             | SR                                    |
| 91 Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires /résolution 14 (I) de l'Assemblée générale/                          | 4 septembre-décembre           | New York        | 13 E    | I (ACEFR)             | -                                     |
| 92 Assemblée générale, trente-quatrième session /Charte/   | 18 septembre-décembre          | New York        | 149 G   | I                     | PV/<br>SR h/                          |
| 93 UNITAR- Conseil d'administration /résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale/  | Septembre (4 à 5 jours)        | New York        | 24 E    | I (AF)                | SR Une ou deux sessions par an        |
| 94 ONUDI - Troisième Conférence générale   | Septembre/octobre (3 semaines) | New Delhi       | 154 G   | I (ACEFR)             | SR d/ Une session tous les quatre ans |
| 95 Tribunal administratif des Nations Unies /résolution 957 (X) de l'Assemblée générale/   | Septembre/octobre              | New York        | 7 E     | I (AF)                | PV d/ Deux sessions par an            |

| Organe  | Dates<br>(1979)                  | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                     |
|---|----------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
| 96 Comité de l'habitation, de la construction et de la planification /résolutions 903 C (XXXIV) et 1147 (XLI) i/ du Conseil économique et social/ | 8-19 octobre                     | Genève          | 27 G    | I T<br>(AFR)             | Une session tous les deux ans |
| 97 Organe international de contrôle des stupéfiants /Convention unique de 1961 sur les stupéfiants, art. 11/                                      | 10 octobre/<br>2 novembre        | Genève          | 11 E    | I T<br>(AF)              | Trois sessions par an         |
| 98 Comité administratif de coordination et son Comité préparatoire /résolution 13 (III) du Conseil économique et social/                          | Octobre<br>(2 semaines et demie) | New York        | 22 ST   | I d/<br>(AF)             | SR d/ Deux sessions par an    |
| 99 HCR - Comité exécutif  | Octobre<br>(10 jours)            | Genève          | 30 G    | I T<br>(AF)              | SR Une session par an         |
| 100 PNUD - Groupe de travail des questions administratives et financières /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/                          | Octobre<br>(2-3 jours)           | New York        | 24 ST   | -                        | Deux sessions par an          |
| 101 PNUD - Groupe de travail du Programme /organe subsidiaire du Bureau consultatif inter-organisations/  | Octobre<br>(2-3 jours)           | New York        | 21 ST   | -                        | Deux sessions par an          |

| Organe  | Dates (1979)                  | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence            |
|---|-------------------------------|-----------------|---------|-----------------------|----------------------|
| 102 Comité consultatif du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus grande du droit international /résolution 2838 (XXVI) de l'Assemblée générale/ | Octobre (2 jours)             | New York        | 13 G    | I (AEFR)              | Une session par an   |
| 103 PNUD - Bureau consultatif interorganisations, vingt-huitième session /résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale/   | Octobre (1 jour)              | New York        | 21 ST   | I (AF)                | Deux sessions par an |
| 104 PNUJ - Comité de coordination pour l'environnement  | Octobre (1 jour)              | New York        | 22 ST   | I (AF)                | Deux sessions par an |
| 105 Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire /résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale/  | Octobre/novembre (2 semaines) | Rome            | 30 G    | I (AEF)               | Deux sessions par an |
| 106 Comité des commissaires aux comptes de l'ONU /résolution 74 (I) de l'Assemblée générale/  | Octobre/novembre (2 semaines) | A déterminer    | 3 E     | I (AE)                | Deux sessions par an |

| Organe  | Dates (1979)                 | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence          |
|---|------------------------------|-----------------|---------|-----------------------|--------------------|
| 107 Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique /résolution 1438 (XIV) de l'Assemblée générale/ | Octobre/novembre (1 semaine) | A déterminer    | 7 E     | I -<br>(AE)           | Une session par an |
| 108 Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme des Nations Unies pour le développement et au Fonds d'équipement des Nations Unies /résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/       | Octobre/novembre (1 jour)    | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)        | Une réunion par an |
| 109 ONUDI - Conférence pour les annonces de contributions /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/   | Novembre (1 jour)            | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)        | Un jour par an     |
| 110 FISE - Conférence pour les annonces de contributions /résolution 3250 (XXIX) de l'Assemblée générale/   | Novembre (1 jour)            | New York        | 149 G   | I T<br>(ACEFR)        | Un jour par an     |

| Organe  | Dates<br>(1979)                       | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                    |
|---|---------------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|------------------------------|
| 111 Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient /résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/ | Novembre<br>(1 séance)                | New York        | 149 G   | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Une séance<br>par an   |
| 112 Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés /résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale/                                       | Novembre<br>(1 séance)                | New York        | 149 G   | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Une séance<br>par an   |
| 113 ONUDI - Comité permanent du Conseil du développement industriel, quatorzième session /résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale/  | Novembre/<br>décembre<br>(2 semaines) | Vienne          | 45 G    | I<br>(ACEFR)             | -<br>Deux sessions<br>par an |
| 114 Conseil de l'Université des Nations Unies /résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale/  | 3-7 décembre                          | A déterminer    | 24      | I<br>(AEF)               | -<br>Deux sessions<br>par an |

| Organe  | Dates<br>(1979)   | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence               |
|---|-------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------|
| 115 Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en développement /résolutions 1273 (XLIII) et 1765 (LIV) du Conseil/        | 10-21 décembre    | New York        | 18 E    | I T<br>(AEF)             | -                       |
| 116 Conseil de sécurité /Charte/  | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I<br>(ACEFR)             | PV<br>Selon les besoins |
| 117 Conseil de sécurité<br>- Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité concernant la question de la Rhodésie du Sud | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Selon les besoins |
| 118 Conseil de sécurité<br>- Comité d'experts /décision prise par le Conseil de sécurité à sa première séance, en 1946/                                 | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Selon les besoins |
| 119 Conseil de sécurité<br>- Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506ème séance   | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Selon les besoins |
| 120 Conseil de sécurité<br>- Sous-Comité <u>ad hoc</u> pour la Namibie /résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité/                                   | Selon les besoins | New York        | 15 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Selon les besoins |

| Organe  | Dates<br>(1979)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence            |
|---|----------------------|-----------------|---------|--------------------------|----------------------|
| 121 Conseil de sécurité<br>- Comité d'admission<br>de nouveaux membres<br>/décision prise par le<br>Conseil de sécurité à<br>sa 42ème séance, en 1946/                              | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T<br>(ACEFR)           | Selon les<br>besoins |
| 122 Conseil de sécurité<br>- Comité du Conseil de<br>sécurité pour les<br>réunions hors Siège du<br>Conseil /décision prise<br>par le Conseil de sécu-<br>rité à sa 1625ème séance/ | Selon les<br>besoins | New York        | 15 G    | I T<br>(ACEFR)           | Selon les<br>besoins |
| 123 Comité spécial des<br>opérations de maintien<br>de la paix /résolution<br>2006 (XIX) et 31/105<br>de l'Assemblée générale/  | Selon les<br>besoins | New York        | 33 G    | I<br>(AEFR)              | Selon les<br>besoins |
| 124 Comité spécial des<br>opérations de maintien<br>de la paix - Groupe de<br>travail /résolution.<br>2006 (XIX) et 31/105 de<br>l'Assemblée générale/                              | Selon les<br>besoins | New York        | 13 G    | I T<br>(AEFR)            | Selon les<br>besoins |
| 125 Commission de conciliation<br>des Nations Unies pour<br>la Palestine /résolution<br>2792 A (XXVI) de<br>l'Assemblée générale/   | Selon les<br>besoins | New York        | 3 G     | I T<br>(AF)              | Selon les<br>besoins |
| 126 Commission d'observation<br>pour la paix /résolution<br>377 (V) de l'Assemblée<br>générale/   | A déterminer         | New York        | 13 G    | I T                      | A déterminer         |

| Organe   | Dates<br>(1979)      | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                     |
|--|----------------------|-----------------|---------|--------------------------|-------------------------------|
| 127 Commission du désarmement<br>/résolution 1403 (XIV) de<br>l'Assemblée générale/  | A déterminer         | A déterminer    | 147 G   | I<br>(ACEFR)             | PV<br>Selon les<br>besoins    |
| 128 Conférence du Comité du<br>désarmement /résolution<br>3261 (XXIX) de<br>l'Assemblée générale/  | A déterminer         | Genève          | 31 G    | I<br>(AEFR)              | PV<br>Deux sessions<br>par an |
| 129 Comité ad hoc pour la<br>Conférence mondiale du<br>désarmement /résolution<br>3260 (XXIX) de<br>l'Assemblée générale/  | A déterminer         | New York        | 40 G    | I<br>(ACEFR)             | SR                            |
| 130 Comité spécial de l'océan<br>Indien /résolution<br>3259 (XXIX) de<br>l'Assemblée générale/   | A déterminer         | A déterminer    | 18 G    | I<br>(ACF)               | SR<br>A déterminer            |
| 131 Conseil des Nations Unies<br>pour la Namibie<br>/résolutions 2248 (S-V)<br>et 3295 (XXIX) de<br>l'Assemblée générale/  | Selon les<br>besoins | New York        | 25 G    | I<br>(ACEFR)             | SR<br>Selon les<br>besoins    |
| 132 Comité spécial contre<br>l'apartheid /résolution<br>2923 C (XXVII) de<br>l'Assemblée générale/   | A déterminer         | New York        | 18 G    | I<br>(AEFR)              | SR<br>Selon les<br>besoins    |
| 133 Comité spécial pour<br>l'élaboration d'une<br>convention internationale<br>contre l'apartheid dans<br>les sports /résolution<br>31/6 F de l'Assemblée<br>générale/ | A déterminer         | New York        | 25 G    | I<br>(AEFR)              | -<br>Selon les<br>besoins     |

| Organe   | Dates (1979)   | Lieu de réunion | Membres | Services à assurer a/ | Fréquence                     |
|--|----------------|-----------------|---------|-----------------------|-------------------------------|
| 134 Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud - Comité d'administration /résolution 2923 B (XXVII) de l'Assemblée générale/         | A déterminer   | New York        | 5 G     | I T<br>(AEF)          | Environ quatre séances par an |
| 135 Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte /résolution 2285 (XXII) de l'Assemblée générale/               | A déterminer   | New York        | 159 G   | I T<br>(ACEFR)        | A déterminer                  |
| 136 Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif /résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale/                                    | Le cas échéant | New York        | 25 G    | I T<br>(ACEFR)        | Le cas échéant                |
| 137 Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe /résolution 2431 (XXIII) de l'Assemblée générale/ | A déterminer   | New York        | 7 G     | I T<br>(AEF)          | Environ quatre séances par an |
| 138 Comité consultatif scientifique des Nations Unies /résolution 1344 (XIII) de l'Assemblée générale/   | A déterminer   | A déterminer    | 7 G     | I T<br>(AFR)          | A déterminer                  |

| Organe   | Dates<br>(1979)                 | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence   |
|--|---------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|---|
| 139 Comité des placements<br>/Résolution 83 (I) de<br>l'Assemblée générale,<br>annexe, sect. 25/                 | A déterminer                    | New York        | 6 E     | - - -                    | Quatre séances<br>par an  |
| 140 Comité des relations<br>avec le pays hôte<br>/Résolution 3107 (XXVIII)<br>de l'Assemblée générale/           | Selon les<br>besoins            | New York        | 15 G    | I T<br>(ACEFR)           | Deux séances<br>par mois  |
| 141 CNUCED - Grande Commission   | Le cas échéant<br>(2 semaines)  | Genève          | e/      | I T<br>(AARCEFR)         | Normalement<br>deux fois<br>entre les<br>sessions de<br>la Conférence |
| 142 CNUCED - Grande Commission   | Le cas échéant<br>(2 semaines)  | Genève          | e/      | I T<br>(AARCEFR)         | Normalement<br>deux fois<br>entre les<br>sessions de<br>la Conférence |
| 143 CNUCED - Grande Commission   | Le cas échéant<br>(2 semaines)  | Genève          | e/      | I T<br>(AARCEFR)         | Normalement<br>deux fois<br>entre les<br>sessions de<br>la Conférence |
| 144 CNUCED - Comité du<br>tungstène, douzième<br>session   | Le cas échéant<br>(une semaine) | Genève          | 29 G    | I T<br>(ACEFR)           | Une session<br>par an   |
| 145 CNUCED - Comité spécial<br>des préférences,<br>neuvième session<br>/Résolution 71 (III) de<br>la Conférence/ | A déterminer<br>(2 semaines)    | Genève          | e/      | I T<br>(AARCEFR)         |   |

| Organe   | Dates<br>(1979)                            | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer e/ | Fréquence |
|--|--|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 146 CNUCED - Groupe permanent des produits synthétiques et de remplacement, septième session   | A déterminer (une semaine)                 | Genève          | 24 G    | I<br>(AEFR)              | T -       |
| 147 CNUCED - Conférence des Nations Unies pour l'élaboration d'une Convention sur le transport multimodal international /décision 96 (XII) du Conseil du commerce et du développement/ | A déterminer (4 semaines)                  | Genève          | e/      | I<br>(AARCEFR)           | T -       |
| 148 CNUCED - Conférences sur des produits de base /décision 7 (I) du Conseil du commerce et du développement/  | Selon les besoins (10 semaines au maximum) | Genève          | e/      | I<br>(ACEFR)             | T -       |
| 149 CNUCED - Consultations sur des produits de base /résolution 83 (III) de la CNUCED/   | Selon les besoins (10 semaines au maximum) | Genève          | e/      | I<br>(AEFR)              | T -       |
| 150 CNUCED - Groupes de travail, groupes d'études et groupes d'experts /convoqués dans chaque cas en vertu d'une autorisation spéciale/  | Selon les besoins (16 semaines au maximum) | Genève          | G ou E  | I<br>(AEFR)              | T -       |

| Organe  | Dates<br>(1979) | Lieu de réunion           | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence                              |
|---|-----------------|---------------------------|---------|--------------------------|--|
| 151 Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité permanent /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale, art. 22/  | A déterminer    | New York                  | 9 E     | I T<br>(AF)              | Trois sessions de trois séances par an |
| 152 Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies /résolution 248 (III) de l'Assemblée générale, art. 20/  | A déterminer    | New York                  | 9 E     | -                        | Trois sessions d'une séance par an     |
| 153 Commission des stupéfiants - Sixième réunion des chefs des services de répression compétents en matière de stupéfiants dans la région d'Extrême-Orient /résolution 1845 (LVII) du Conseil économique et social/ | A déterminer    | Une capitale de la région | 5 G     | -                        | -                                      |
| 154 Commission des stupéfiants - Sous-Commission du trafic illicite des drogues dans le Proche et Moyen-Orient /résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social/  | A déterminer    | Une capitale de la région | 5 G     | -                        | -                                      |

| Organe  | Dates<br>(1979)              | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence             |
|---|------------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------------------|
| 155 Comité d'experts en matière de transports des marchandises dangereuses : Groupe de Rapporteurs /résolution 2050 (LXII) du Conseil économique et social/ | A déterminer<br>(2 semaines) | Genève          |         |                          |                       |
| 156 Comité de la planification du développement - Groupe de travail I /résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil économique et social/              | A déterminer                 | New York        | 24 E    | I - T<br>(AEFR)          | Une session<br>par an |
| 157 Comité de la planification du développement - Groupe de travail II /résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil économique et social/             | A déterminer                 | Genève          | 24 E    | I T<br>(AEFR)            | Une session<br>par an |
| 158 Comité de la planification du développement - Groupe de travail III /résolutions 1035 (XXXVII) et 1625 (LI) du Conseil économique et social/            | A déterminer                 | New York        | 24 E    | I T<br>(AEFR)            | Une session<br>par an |

| Organe  | Dates<br>(1979)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence |
|---|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 159 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe de travail spécial I /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/   | A déterminer<br>(5 jours) | Genève          |         |                          |           |
| 160 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe de travail spécial II /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/  | A déterminer<br>(5 jours) | A déterminer    |         |                          |           |
| 161 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe de travail spécial III /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/ | A déterminer<br>(5 jours) | A déterminer    |         |                          |           |

| Organe  | Dates<br>(1979)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence |
|---|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 162 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEE /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/   | A déterminer<br>(3 jours) | Genève          |         |                          |           |
| 163 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEA /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/   | A déterminer<br>(3 jours) | Addis-Abeba     |         |                          |           |
| 164 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEPAL /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/ | A déterminer<br>(3 jours) | Santiago        |         |                          |           |

| Organe  | Dates<br>(1979)           | Lieu de réunion | Membres | Services à<br>assurer a/ | Fréquence |
|---|---------------------------|-----------------|---------|--------------------------|-----------|
| 165 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CEA0 /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/  | A déterminer<br>(3 jours) | A déterminer    |         |                          |           |
| 166 Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement - Groupe régional pour les pays de la CESAP /résolutions 980 A (XXXVI), 1621 B (LI) et 2033 (LXI) du Conseil économique et social/ | A déterminer<br>(3 jours) | Bangkok         |         |                          |           |

a/ Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles les documents seront traduits et les comptes rendus analytiques établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels, lorsque ceux-ci sont inférieurs à ce que prévoit le règlement intérieur.

b/ Le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires devrait être transféré à Vienne à la fin de 1978. Si ce transfert n'était pas effectué en temps voulu, la Commission tiendrait sa session à New York aux dates indiquées.

c/ Peut, si besoin est, demander l'établissement de comptes rendus analytiques pour l'examen de certaines questions.

d/ Pour les séances plénières seulement.  
(Voir suite des notes page suivante)

(Suite des notes de la page précédente)

e/ Ouvert à la participation de tous les Etats intéressés membres de la CNUCED (résolution 80 (III) de la Conférence, par. 9).

f/ Voir le chapitre II B du présent rapport.

g/ Dans le cas de procédure orale.

h/ L'usage est de n'établir de comptes rendus in extenso que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

i/ Sous réserve des modifications qui pourraient être apportées compte tenu des décisions que prendra l'Assemblée générale à sa trente-deuxième session concernant les arrangements institutionnels pour la coopération internationale dans le domaine des établissements humains.

B. CALENDRIER PROVISOIRE DES CONFERENCES ET REUNIONS DES PRINCIPAUX ORGANES  
DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET DE L'AIEA POUR 1978 ET 1979

1978

| Organe   | Dates (1978)                | Lieu de réunion |
|--|-----------------------------|-----------------|
| 1 OMS - Conseil exécutif, 61ème session  | Janvier                     | Genève          |
| 2 OIT - Conseil d'administration, 205ème session   | 13 février-3 mars           | Genève          |
| 3 AIEA - Conseil des gouverneurs   | 21-24 février               | Vienne          |
| 4 OACI - Conseil, 93ème session  | 27 février-23 mars          | Montréal        |
| 5 OMPI - Comité permanent concernant la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle              | 15-19 mars                  | Genève          |
| 6 OMPI - Comité permanent chargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins | 18-22 mars                  | Genève          |
| 7 UIT - Comité consultatif international des radio-communications (CCIR), Assemblée plénière                                     | Avril-mai<br>(2-3 semaines) | Genève          |
| 8 UNESCO - Conseil exécutif, 104ème session  | 25 avril<br>(5-6 semaines)  | Paris           |
| 9 OIT - Conseil d'administration, 206ème session   | 29 mai-3 juin               | Genève          |
| 10 OMS - Trente et unième Assemblée mondiale de la santé et Conseil exécutif, 62ème session                                      | Mai<br>(3 semaines)         | Genève          |
| 11 OMCI - Conseil, 40ème session   | Mai<br>(1 semaine)          | Londres         |
| 12 UPU - Conseil exécutif  | Mai                         | Berne           |
| 13 OMM - Comité exécutif, 30ème session  | Mai-juin                    | Genève          |

|    | Organe  | Dates (1978)                 | Lieu de réunion |
|----|---|------------------------------|-----------------|
| 14 | OACI - Conseil, 94ème session                                   | 5-30 juin                    | Montréal        |
| 15 | AIEA - Conseil des gouverneurs                                  | 6-9 juin                     | Vienne          |
| 16 | OIT - Conférence générale                                       | 7 juin<br>(3 semaines)       | Genève          |
| 17 | OMCI - Conférence sur les systèmes de recherche et de sauvetage | 14-30 juin                   | Londres         |
| 18 | UIT - Conseil d'administration, 33ème session                   | Juin (3 semaines)            | Genève          |
| 19 | OMS - Conférence internationale sur les soins de santé primaire | 6-12 septembre               | Alma Ata (URSS) |
| 20 | AIEA - Conseil des gouverneurs                                  | 15 septembre                 | Vienne          |
| 21 | AIEA - Conférence générale                                      | 18-22 septembre              | Vienne          |
| 22 | AIEA - Conseil des gouverneurs                                  | 25 septembre                 | Vienne          |
| 23 | FMI, BIRD, IDA, SFI - Conseil des gouverneurs                   | 25-29 septembre              | Washington      |
| 24 | OMPI - Organes directeurs                                       | 25 septembre-2 octobre       | Genève          |
| 25 | UNESCO - Conseil exécutif, 105ème session                       | Mi-septembre<br>(3 semaines) | Paris           |
| 26 | OMCI - Conseil, 41ème session                                   | Octobre (1 semaine)          | Londres         |
| 27 | UNESCO - Conférence générale, 20ème session                     | Octobre/novembre             | Paris           |
| 28 | OIT - Conseil d'administration, 207ème session                  | 6-17 novembre                | Genève          |
| 29 | OMCI - Conférence sur la formation                              | 8 novembre-1er décembre      | Londres         |
| 30 | OACI - Conseil, 95ème session                                   | 13 novembre-20 décembre      | Montréal        |

|    | Organe  | Dates (1978)          | Lieu de réunion |
|----|---|-----------------------|-----------------|
| 31 | FAO - Conseil, 74ème session  | Novembre (2 semaines) | Rome            |
| 32 | FIDA - Conseil exécutif   | Selon les besoins     | A déterminer    |
| 33 | FIDA - Conseil d'administration   | Une session par an    | A déterminer    |
| 34 | OMPI - Conférence diplomatique pour la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle | A déterminer          | Genève          |

|    | Organe   | Dates (1979)                          | Lieu de réunion |
|----|--|---------------------------------------|-----------------|
| 1  | OMS - Conseil exécutif - 63ème session   | Janvier                               | Genève          |
| 2  | OIT - Conseil d'administration   | 12 février-2 mars                     | Genève          |
| 3  | AIEA - Conseil des gouverneurs   | 20-23 février                         | Vienne          |
| 4  | OACI - Conseil, 96ème session  | 26 février-30 mars                    | Montréal        |
| 5  | UPU - Conseil exécutif   | Février/mars                          | Berne           |
| 6  | OMPI - Comité permanent concernant la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle              | 16-20 mars                            | Genève          |
| 7  | OMPI - Comité permanent chargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins | 19-23 mars                            | Genève          |
| 8  | UNESCO - Conseil exécutif, 106ème session  | Avril/mai (5-6 semaines)              | Paris           |
| 9  | OMCI - Conférence juridique  | Avril/mai                             | Londres         |
| 10 | OMM - Huitième Congrès météorologique mondial  | Avril/mai                             | Genève          |
| 11 | OIT - Conseil d'administration   | 28 mai-2 juin                         | Genève          |
| 12 | OMM - Comité exécutif, 31ème session   | Mai                                   | Genève          |
| 13 | OMS - Trente-deuxième Assemblée mondiale de la santé et Conseil exécutif, 64ème session  | Mai (3 semaines)                      | Genève          |
| 14 | OMCI - Conseil, 42ème session  | Mai/juin (1 semaine)                  | Londres         |
| 15 | OIT - Conférence générale  | 6 juin (approximativement 3 semaines) | Genève          |

|    | Organe   | Date (1979)               | Lieu de réunion |
|----|--|---------------------------|-----------------|
| 16 | OACI - Conseil, 97ème session  | 4-29 juin                 | Montréal        |
| 17 | AIEA - Conseil des gouverneurs   | 12-15 juin                | Vienne          |
| 18 | UIT - Conseil d'administration   | Juin (3 semaines)         | Genève          |
| 19 | FAO - Conseil, 75ème session   | Juin (2 semaines)         | Rome            |
| 20 | FAO - Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural | Juillet (6 jours)         | A déterminer    |
| 21 | UPU - XVIIIème Congrès   | Automne                   | Rio de Janeiro  |
| 22 | AIEA - Conseil des gouverneurs   | 21 septembre-1er octobre  | Vienne          |
| 23 | AIEA - Conférence générale   | 24-28 septembre           | Vienne          |
| 24 | UNESCO - Conseil exécutif, 107ème session                                  | Mi-septembre (3 semaines) | Paris           |
| 25 | OMPI - Organes directeurs  | 26 septembre-3 octobre    | Genève          |
| 26 | FMI, BIRD, IDA, SFI - Conseil des gouverneurs                              | A déterminer              | A déterminer    |
| 27 | OIT - Conseil d'administration   | 10-21 novembre            | Genève          |
| 28 | OACI - Conseil, 98ème session  | 12 novembre-14 décembre   | Montréal        |
| 29 | FAO - Conseil, 76ème session   | Novembre (1 semaine)      | Rome            |
| 30 | FAO - Conseil, 77ème session   | Novembre (1-2 jours)      | Rome            |
| 31 | OMCI - Assemblée, 11ème session  | Novembre (2 semaines)     | Londres         |
| 32 | OMCI - Conseil, 43ème session  | Novembre (1 jour)         | Londres         |
| 33 | FAO - Conférence, 20ème session  | Novembre (3 semaines)     | Rome            |



ANNEXE II (suite)

SERVICES D'INTERPRÉTATION NÉCESSAIRES  
ET CAPACITÉ PRÉVUE POUR 1978

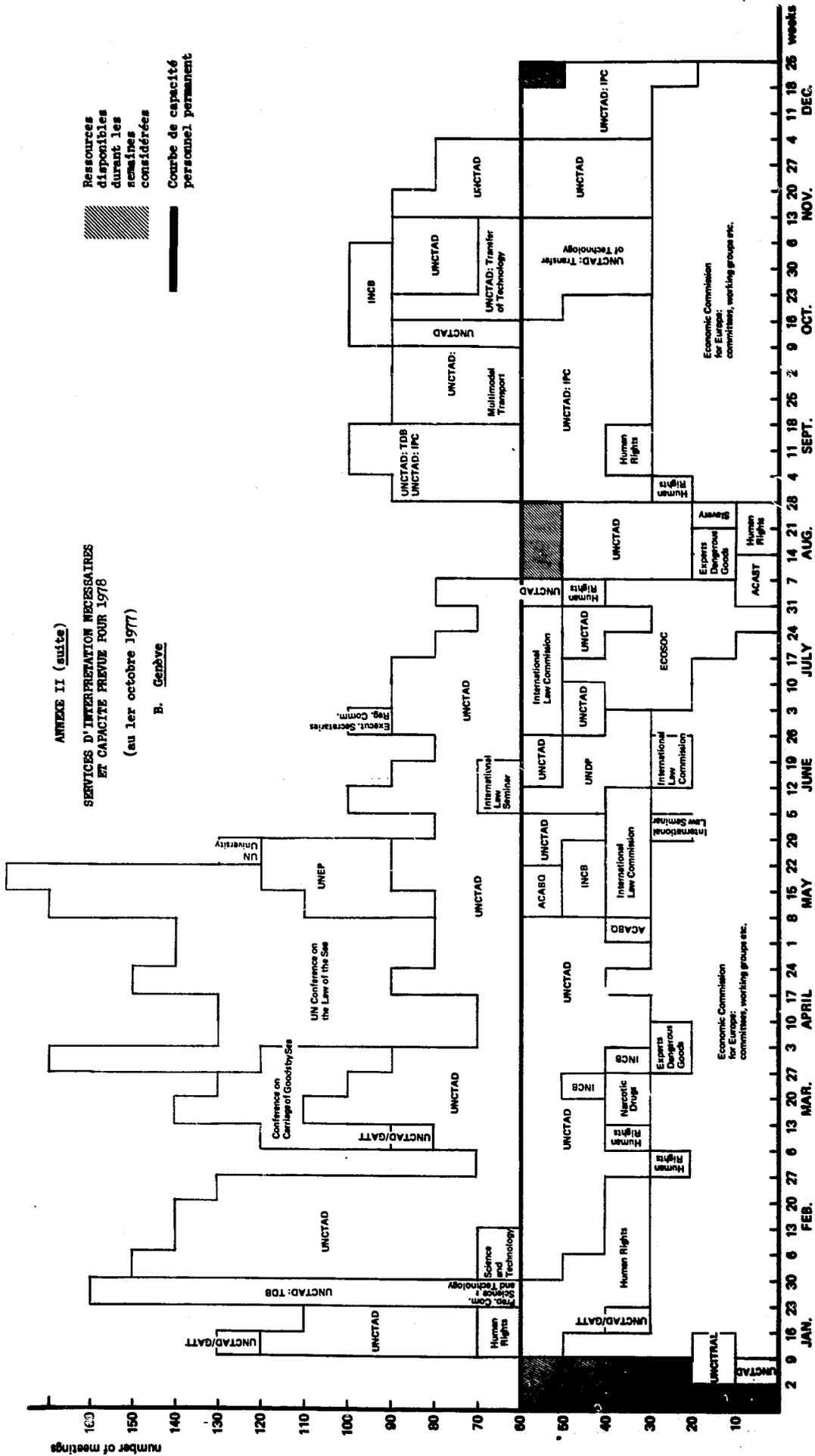
(au 1er octobre 1977)

B. Genève

Ressources disponibles durant les semaines considérées



Courbe de capacité personnel permanent



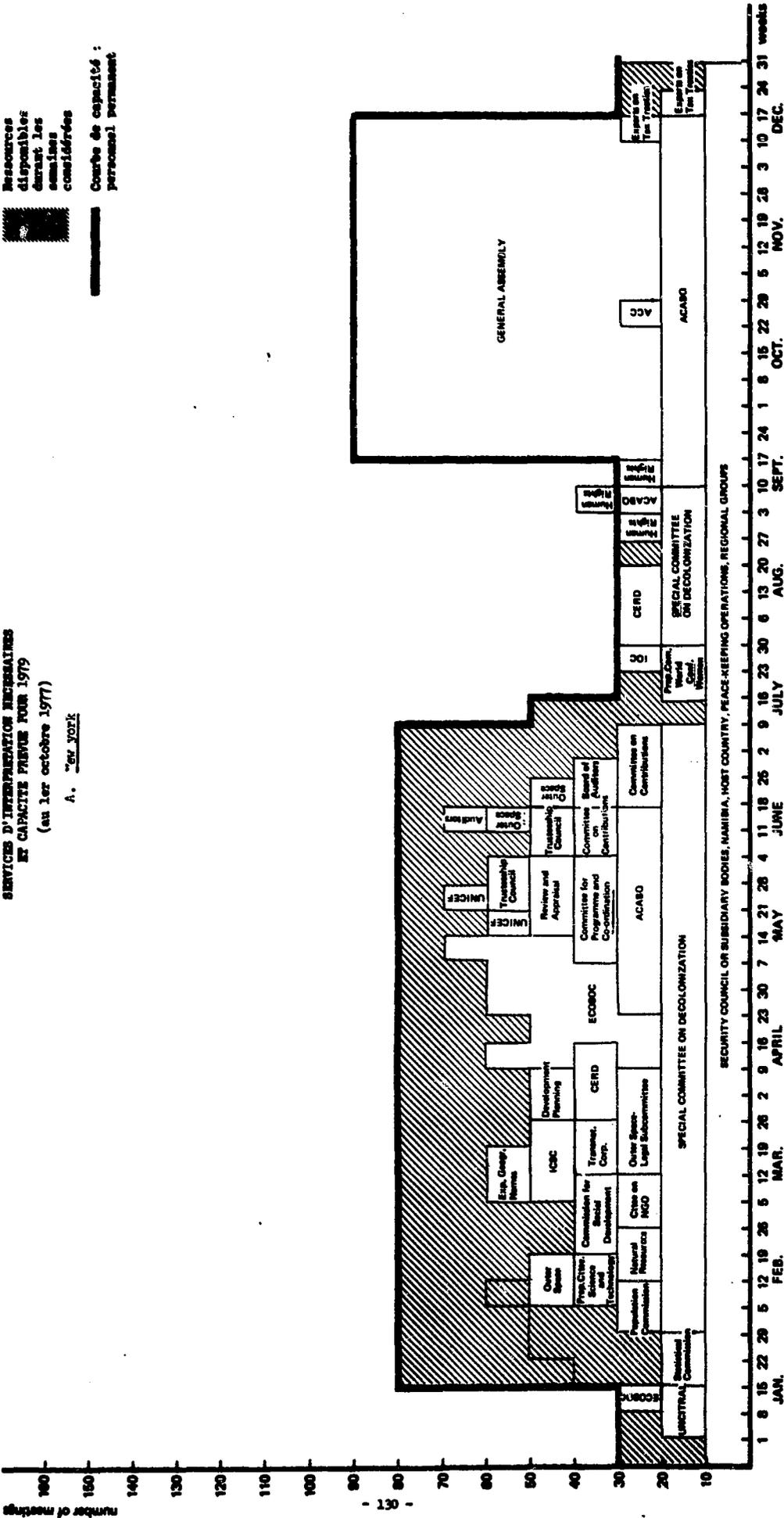
Annexe III

SERVICES D'INTERPRETATION NEGOCIATIONS  
ET CAPACITE PRIVEE POUR 1979  
(au 1er octobre 1977)

A. New York

Resources  
disponibles  
durant les  
semaines  
considérées

Courbe de capacité :  
personnel permanent







**ANNEXE V**  
**PLAN D'UTILISATION DES SALLES EN 1979**  
**NEW YORK**  
 (au 1<sup>er</sup> octobre 1977)

Salles de conférence disponibles durant les semaines considérées

| Room                        | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 |
|-----------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| Room 2                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 4                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| GA Hall                     |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 8                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 7                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 6                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 5                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| ECOSOC Chamber              |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 1                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Room 3                      |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |
| Trusteeship Council Chamber |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |

1 8 15 22 29 5 12 19 26 5 12 19 26 3 10 17 24 31  
 JAN. FEB. MAR. APRIL MAY JUNE JULY AUG. SEPT. OCT. NOV. DEC.

\* Nombre de places.

## ANNEXE VI

INCIDENCES FINANCIERES DES DEROGATIONS APORTEES ENTRE LES SESSIONS AU  
CALENDRIER APPROUVE POUR 1977  
(En dollars des Etats-Unis)

| Décision du Comité  | Services de conférence   |                   |  |  |
|---|--|-------------------|--|--|
|   | Incidences financières<br>autres que les services<br>de conférence                         | Coût<br>estimatif | Dépenses<br>supplémentaires<br>(estimations) | Crédits<br>additionnels<br>à ouvrir<br>(estimations) |
| Comité mixte de la Caisse<br>commune des pensions du<br>personnel des Nations<br>Unies - Comité<br>d'actuaire (A/AC.172/12)                   | Frais de voyage et<br>indemnités de<br>subsistance des<br>membres                          | 19 200            | 4 900  | -  |
| Comité des contributions<br>(A/AC.172/12/Add.1)   | -  | 20 500            | 20 500                                       | -  |
| Groupe de travail inter-<br>gouvernemental du code<br>de conduite (Commission<br>des sociétés transnationales)<br>(A/AC.172/12/Add.2)         | -  | 34 000            | 20 500                                       | -  |
| Sous-Comité préparatoire de<br>la Conférence mondiale de<br>la lutte contre le racisme<br>et la discrimination<br>raciale (A/AC.172/12/Add.3) | Frais de voyage et<br>indemnités de<br>subsistance du personnel<br>des services organiques | 56 000            | -  | -  |

ANNEXE VI (suite)

|   | Services de conférence   |                   |  |  |
|---|--|-------------------|--|--|
|   | Incidences financières<br>autres que les services<br>de conférence                         | Coût<br>estimatif | Dépenses<br>supplémentaires<br>(estimations) | Crédits<br>additionnels<br>à ouvrir<br>(estimations) |
| Décision du Comité  |  |                   |  |  |
| Comité du programme et<br>de la coordination<br>- Ajournement   | -  | 29 000            | 29 000                                       | -  |
| Comité spécial de la<br>restructuration des<br>secteurs économique<br>et social du système<br>des Nations Unies                             | -  | 12 400            | -  | -  |
| Comité spécial des opérations<br>de maintien de la paix et<br>son groupe de travail   | -  | 37 200            | 24 800                                       | -  |
| Troisième Conférence des<br>Nations Unies sur le droit<br>de la mer (réunions entre<br>les sessions)  | -  | 12 400            | -  | -  |
| Groupe de travail inter-<br>gouvernemental spécial<br>chargé d'étudier le<br>problème des pratiques<br>de corruption<br>(A/AC.172/12/Add.4) | Frais de voyage et<br>indemnités de<br>subsistance du personnel<br>des services organiques | 11 900            | 11 900                                       | -  |

|  |  | Services de conférence   |                   |  |  |
|--|--|--|-------------------|--|--|
|  |  | Incidences financières<br>autres que les services<br>de conférence   | Coût<br>estimatif | Dépenses<br>supplémentaires<br>(estimations) | Crédits<br>additionnels<br>à ouvrir<br>(estimations) |
| Décision du Comité   |  |  |                   |  |  |
| Comité des contributions<br>(A/AC.172/12/Add.6<br>et Corr.1)   |  | Frais de voyage et<br>indemnités de<br>subsistance des membres<br>et du personnel des<br>services organiques | 48 100            | 48 100                                       | -  |
| Comité <u>ad hoc</u> pour la<br>Conférence mondiale du<br>désarmement<br>(A/AC.172/12/Add.5/Rev.1)                                     |  | -  | 7 450             | 7 450  | -  |
| Comité spécial de la<br>restructuration des<br>secteurs économique et<br>social du système des<br>Nations Unies<br>(A/AC.172/12/Add.7) |  | -  | 108 200           | 61 000                                       | -  |
| Groupe de travail spécial<br>chargé d'enquêter sur la<br>situation concernant les<br>droits de l'homme au Chili<br>(A/AC.172/12/Add.8) |  | -  | 26 900            | 23 400                                       | -  |
| Comité des commissaires aux<br>comptes de l'ONU<br>(A/AC.172/12/Add.10 et<br>et Corr.1)  |  | -  | 15 100            | 15 100                                       | -  |
| Total  |  |  | 438 350           | 266 650                                      | -  |

## ANNEXE VII

## SEANCES ALLOUEES ET SEANCES EFFECTIVEMENT TENUES EN 1976

A. New York a/

| Organe   | Séances allouées  | Séances effectivement tenues |
|--|-------------------|------------------------------|
| Conseil de sécurité  | Selon les besoins | 113                          |
| Conseil de sécurité - Comité d'admission de nouveaux Membres   | -                 | 7                            |
| Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud | 52                | 20                           |
| Comité d'experts du Conseil de sécurité créé par le Conseil à sa 1506ème séance  | Selon les besoins | -                            |
| Conseil de sécurité - Sous-Comité <u>ad hoc</u> pour la Namibie  | Selon les besoins | -                            |
| Conseil des Nations Unies pour la Namibie et ses comités permanents  | 156               | 41                           |
| Comité spécial contre l' <u>apartheid</u> et son Sous-Comité   | 104               | 28                           |
| Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son Groupe de travail  | 52                | 14                           |
| Comité des relations avec le pays hôte   | 24                | 9                            |
| Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif  | Selon les besoins | -                            |
| Comité consultatif scientifique des Nations Unies  | A déterminer      | -                            |
| Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine   | A déterminer      | -                            |
| Commission d'observation pour la paix  | A déterminer      | -                            |

a/ Y compris les réunions tenues ailleurs mais dont le service était assuré par le Siège.

A. New York (suite)

| Organe   | Séances allouées      | Séances effectivement tenues |
|--|-----------------------|------------------------------|
| Comité chargé des dispositions touchant une conférence aux fins d'une révision de la Charte                              | A déterminer          | -                            |
| Comité des placements  | A déterminer          | -                            |
| Groupe d'experts pour la création d'un institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme | 10<br>(sans services) | 8                            |
| Etats parties à la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale           | 6                     | 1                            |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale   | 30                    | 25                           |
| Comité d'état-major  | 26                    | 26                           |
| Conseil économique et social   | 65                    | 55                           |
| Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains - Comité préparatoire                              | 80                    | 103<br>(Vancouver)           |
| PNUD - Comité de la coopération technique entre pays en développement  | -                     | 4                            |
| PNUD - Conseil d'administration et Comité budgétaire et financier  | 40                    | 39                           |
| PNUD - Groupe de travail des questions administratives et financières  | 6                     | 6<br>(pas de services)       |
| PNUD - Groupe du travail du Programme  | 6                     | 6<br>(pas de services)       |
| PNUD - Bureau consultatif inter-organisations, vingt et unième session   | 2                     | 2                            |
| Fonds spécial des Nations Unies - Conseil des Gouverneurs  | 34                    | 6                            |

A. New York (suite)

| Organe   | Séances allouées | Séances<br>effectivement tenues |
|--|------------------|---------------------------------|
| Comité spécial pour l'étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et son Groupe de travail  | 38               | 30                              |
| Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ses sous-comités et groupes de travail | 271              | 81                              |
| CNUDCI et Comité plénier   | 60               | 64                              |
| CNUDCI - Groupe de travail des effets de commerce  | 20               | 15                              |
| Comité de la science et de la technique au service du développement  | 28               | 23                              |
| Programme alimentaire mondial - Conférence pour les annonces de contributions  | 2                | 2                               |
| Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, son Groupe de contact et son Groupe de travail officieux  | 95               | 58                              |
| Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'organisation, et son Groupe de travail  | 38               | 27                              |
| Comité des ressources naturelles, en tant que Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'eau   | 10               | 9                               |
| Comité <u>ad hoc</u> pour la Conférence mondiale du désarmement  | 30               | 8                               |
| Comité consultatif pour les questions administratives  | 20               | 37                              |
|  |                  | (pas de services)               |

A. New York (suite)

| Organe  | Séances allouées     | Séances effectivement tenues |
|---|----------------------|------------------------------|
| Commission de la fonction publique internationale   | 30                   | 27                           |
| Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (y compris les réunions préparatoires du Groupe des 77, des experts juridiques et du Groupe des pays sans littoral) | 980                  | 846                          |
| Comité de la planification du développement   | 20                   | 11                           |
| Groupe consultatif de l'information   | 4                    | 4                            |
| Comité spécial de l'océan Indien  | 28                   | 12                           |
| FISE, Conseil d'administration, Comité de l'administration et des finances et Comité du programme   | 20                   | 23                           |
| Comité du programme et de la coordination   | 48                   | 46                           |
| Comité administratif de coordination, Comité préparatoire   | 4<br>(sans services) | 17<br>(sans services)        |
| Comité administratif de coordination  | 3                    | 7                            |
| Réunions communes du CPC et du CAC  | 2                    | 2                            |
| Comité des contributions  | 38                   | 24                           |
| Conseil de tutelle, quarante-troisième session  | 20                   | 10                           |
| Comité des commissaires aux comptes de l'ONU  | 38                   | 14                           |
| Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires  | 190                  | 117                          |
| Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance  | 20                   | 21                           |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique  | 30                   | 18                           |

A. New York (suite)

| Organe   | Séances allouées             | Séances effectivement tenues |
|--|------------------------------|------------------------------|
| Commission océanographique inter-gouvernementale - Conseil consultatif scientifique  | 10                           | 9                            |
| Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies  | 28                           | 19                           |
| Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies   | 2                            | 6<br>(sans services)         |
| Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies - Comité d'actuares  | 10                           | 7                            |
| Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies   | -                            | 5                            |
| Groupe d'experts chargé d'étudier les conséquences économiques et sociales de la course aux armements  | 10                           | 6                            |
| Assemblée générale, trente et unième session   | 739                          | 534                          |
| UNITAR - Conseil d'administration  | 82                           | 6                            |
| UNITAR - Séminaire à l'intention des nouveaux membres des délégations à l'Assemblée générale   | -                            | 3                            |
| UNITAR - Séminaire sur le financement des activités de l'Organisation des Nations Unies  | -                            | 3                            |
| UNITAR - Séminaire sur la préparation d'une résolution   | -                            | 1                            |
| Tribunal administratif des Nations Unies   | 9<br>(dont 21 sans services) | 1<br>(dont 21 sans services) |
| Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international | -                            | 1                            |

A. New York (suite)

| Organe   | Séances allouées  | Séances effectivement tenues |
|--|-------------------|------------------------------|
| PNUD et FENU - Conférence pour les annonces de contributions   | 2                 | 2                            |
| ONUDI - Conférence pour les annonces de contributions  | 2                 | 1                            |
| FISE - Conférence pour les annonces de contributions   | 2                 | 2                            |
| Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA                                     | 1                 | 1                            |
| Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au HCR  | 1                 | 1                            |
| Comité des conférences   | Selon les besoins | 36                           |
| Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation concernant les droits de l'homme au Chili                                   | 10                | 25                           |
| Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe                                 | A déterminer      | 3                            |
| Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud - Conseil d'administration  | A déterminer      | 2                            |
| Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'UNRWA   | A déterminer      | 5                            |
| Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien   | 56                | 40                           |
| Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés | 6                 | 4<br>(sans services)         |
| Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies  | 32                | 13                           |

A. New York (suite)

| Organe   | Séances allouées | Séances effectivement tenues |
|--|------------------|------------------------------|
| Comité des organisations non gouvernementales  | 1                | 1                            |
| Commission des sociétés transnationales  | 20               | 21 (Lima)                    |
| Première Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques                      | 20               | 20 (Panama)                  |
| Groupe de travail intergouvernemental spécial chargé d'étudier le problème des pratiques de corruption | 10               | 7                            |
| Pacte international relatif aux droits civils et politiques - Réunions des Etats parties au Pacte      | -                | 2                            |
| PNUE.- Comité de coordination pour l'environnement   | -                | 2                            |
| Conférence de révision du Traité relatif au fond des mers et des océans                                | -                | 4                            |
|  | 3 823            | 2 808                        |
| Séances avec services  | 35               | 105                          |
| Séances sans services  | -                | 496                          |
| Groupes régionaux et sectoriels et réunions officieuses d'organes officiels                            | -                |                              |
| Nombre total de séances avec services d'interprétation   | 3 823            | 3 304                        |

B. Genève a/

| Organe   | Séances allouées | Séances effectivement tenues |
|--|------------------|------------------------------|
| CNUDCI - Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels, septième session   | 20               | 33                           |
| PNUE - Plan d'action pour la Méditerranée  | 10               | 9                            |
| PNUE - Groupe de travail des ressources naturelles partagées par deux ou plusieurs Etats   | 36               | 34                           |
| PNUE, Barcelone  | 40               | 31                           |
| PNUE, Conseil d'administration, Nairobi  | 84               | 65                           |
| Commission des droits de l'homme - Groupe spécial créé conformément à la résolution 2 (XXIII)  | 24               | 18                           |
| Commission des droits de l'homme - Groupe spécial concernant les droits de l'homme au Chili, créé conformément à la résolution 8 (XXXI)                            | 30               | 26                           |
| Commission des droits de l'homme - Groupe de travail chargé d'étudier les situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme | 10               | 5                            |
| Commission des droits de l'homme   | 50               | 55                           |
| Groupe des 5 sur l'esclavage   | 10               | 4                            |
| Sous-Commission de la prévention des mesures discriminatoires et de la protection des minorités  | 52               | 61                           |
| Groupe de travail spécial chargé d'enquêter sur la situation actuelle au Chili   | 13               | 13                           |

a/ Y compris les réunions tenues ailleurs mais dont le service était assuré par l'Office des Nations Unies à Genève.

B. Genève (suite)

| Organe   | Séances allouées | Séances effectivement tenues |
|--|------------------|------------------------------|
| Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés | 20               | 20                           |
| Droits de l'homme - Groupe d'experts, Maputo   | 18               | 22                           |
| Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer - Groupes officiels et régionaux   | 22               | 22                           |
| Commission économique pour l'Europe  | 38               | 26                           |
| Conseillers économiques des gouvernements des pays de la CEE   | 30               | 29                           |
| Comité du gaz  | 10               | 9                            |
| Comité des transports intérieurs   | 10               | 9                            |
| Comité des problèmes agricoles   | 10               | 7                            |
| Conférence des statisticiens européens   | 18               | 9                            |
| Réunion des fonctionnaires gouvernementaux chargés des politiques de normalisation   | 10               | 6                            |
| Comité de l'habitation, de la construction et de la planification  | 10               | 9                            |
| Comité du charbon  | 10               | 7                            |
| Comité des problèmes de l'eau  | 10               | 10                           |
| Comité de l'industrie chimique   | 10               | 5                            |
| Comité du bois   | 10               | 8                            |
| Comité de l'acier  | 10               | 10                           |
| Comité de l'énergie électrique   | 10               | 9                            |
| Comité pour le développement du commerce   | 9                | 10                           |

B. Genève (suite)

| Organe  | Séances allouées | Séances effectivement tenues |
|---|------------------|------------------------------|
| Groupe d'experts, groupes spéciaux, consultations, séminaires, groupes de travail, groupes officieux, etc.                                  | 1 315            | 745                          |
| CNUCED, quatrième session, Nairobi  | 240              | 283                          |
| Conseil du commerce et du développement   | 179              | 184                          |
| Réunions préparatoires, comités <u>ad hoc</u> , groupes d'experts, groupes de travail, consultations, etc.                                  | 732              | 416                          |
| Réunions officieuses, groupes régionaux, etc.   | -                | 95                           |
| Centre CNUCED/GATT du commerce international  | 1                | 1                            |
| CNUCED/GATT - Comité technique du Groupe consultatif commun du CCI  | 20               | 13                           |
| Comité spécial des préférences  | 80               | 38                           |
| Commission des stupéfiants  | 20               | 17                           |
| Conférence du Comité du désarmement   | 67               | 98                           |
| Groupe d'experts pour la réduction des budgets militaires   | 20               | 12                           |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale  | 28               | 25                           |
| Groupe d'experts chargé d'étudier les méthodes permettant de mesurer l'effet des programmes de planification de la famille sur la fécondité | 14               | 10                           |
| Comité concernant les représentants permanents  | 1                | 1                            |
| Groupe d'experts sur la répartition de la consommation dans la société  | 10               | 9                            |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique - Sous-Comité juridique  | 70               | 72                           |

B. Genève (suite) .

| Organe   | Séances allouées   | Séances<br>effectivement tenues                                |
|--|--|--|
| Commission du droit international  | 116  | 81   |
| Séminaire sur le droit international   | 28   | 12   |
| Comité consultatif pour les questions<br>administratives et budgétaires  | 12   | 17   |
| Organe international de contrôle des<br>stupéfiants  | 50   | 38   |
| Programme des Nations Unies pour le<br>développement   | 54   | 54   |
| Conseil économique et social (y compris<br>les réunions tenues à Abidjan)  | 167  | 140  |
| Secrétaires exécutifs des commissions<br>régionales  | 6  | 6  |
| Comité administratif de coordination   | 6  | 3  |
| Groupe d'experts des normes inter-<br>nationales pour l'établissement des<br>rapports de société   | 16   | 16   |
| Commission de la condition de la femme   | 63   | 61   |
| Commission de statistique (New Delhi)  | 20   | 18   |
| HCR - Comité exécutif  | 20   | 14   |
| Groupe d'étude du plomb et du zinc   | 13   | 9  |
| Conseil du personnel   | 27   | 27   |
| Réunions officieuses du FISE, de l'UNITAR,<br>du Service de l'information et d'autres<br>organes, y compris les conférences de<br>presse du Secrétaire général | 221  | 157  |
| Nombre total de séances avec services<br>d'interprétation  | <hr style="width: 100%;"/> 4 260<br><hr style="width: 100%;"/> | <hr style="width: 100%;"/> 3 253<br><hr style="width: 100%;"/> |
| Séances prévues non tenues   | 488  |  |

## ANNEXE VIII

NOMBRE DE REUNIONS OFFICIEUSES DONT LE SERVICE  
A ETE ASSURE AU SIEGE DE 1972 A 1976

---

| Année | Réunions officielles<br>dont le service a<br>été assuré | Nombre total de réunions<br>dont le service a été<br>assuré par le Siège |
|-------|---|--|
| 1972  | 286   | 2 471  |
| 1973  | 358   | 2 775  |
| 1974  | 325   | 2 636  |
| 1975  | 293   | 2 689  |
| 1976  | 692 <u>a/</u>   | 3 324  |

---

a/ Ce chiffre comprend 348 réunions de groupes régionaux tenues lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et 20 réunions de groupes régionaux dont le service a été assuré lors d'Habitat : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.

## ANNEXE IX

ORGANES POUR LESQUELS IL EST ETABLI DES COMPTES RENDUS DE SEANCE :  
SEANCES TENUES AU SIEGE EN 1976A. New York

Note : Sauf indication contraire, les chiffres portent sur les comptes rendus analytiques. Lorsqu'une comparaison est possible, le nombre de séances pour lesquelles des comptes rendus ont été établis en 1975 est indiqué entre parenthèses.

| Organes   | Nombre de séances |                   |            | Nombre total de pages standard |                           |
|---|-------------------|-------------------|------------|--------------------------------|---------------------------|
|   | Avec compte rendu | Sans compte rendu | Total      | Comptes rendus analytiques     | Comptes rendus in extenso |
| <b>A. ASSEMBLEE GENERALE ET ORGANES APPARENTES</b>                  |                   |                   |            |                                |                           |
| Séances plénières   | 107 (95)          | -                 | 107        | -                              | 4 649                     |
| Bureau  | 2 (3)             | -                 | 2          | 30                             | -                         |
| Première Commission   | 58 (64)           | -                 | 58         | -                              | 2 003                     |
| Commission politique spéciale                                       | 36 (44)           | -                 | 36         | 464                            | 133                       |
| Deuxième Commission   | 69 (60)           | -                 | 69         | 1 495                          | -                         |
| Troisième Commission  | 77 (71)           | -                 | 77         | 1 367                          | -                         |
| Quatrième Commission  | 49 (58)           | -                 | 49         | 904                            | -                         |
| Cinquième Commission  | 62 (77)           | -                 | 62         | 1 075                          | -                         |
| Sixième Commission  | <u>70 (61)</u>    | -                 | <u>70</u>  | <u>1 045</u>                   | -                         |
| Total partiel   | <u>530 (533)</u>  | -                 | <u>530</u> | <u>6 380</u>                   | <u>6 785</u>              |
| Commission des Nations Unies pour le droit commercial international |                   |                   |            |                                |                           |
|   | 57 (39)           | -                 | 57         | 714                            | -                         |
| Comité spécial des opérations de maintien de la paix                |                   |                   |            |                                |                           |
|   | 2 (2)             | -                 | 2          | 31                             | -                         |

## ANNEXE IX (suite)

| Organes   | Nombre de séances |                   |            | Nombre total de pages standard |                           |
|---|-------------------|-------------------|------------|--------------------------------|---------------------------|
|   | Avec compte rendu | Sans compte rendu | Total      | Comptes rendus analytiques     | Comptes rendus in extenso |
| Comité des relations avec le pays hôte  | 9 (15)            | -                 | 9          | 84                             | -                         |
| Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies | 27 (7)            | -                 | 27         | 352                            | -                         |
| Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation       | 14                | -                 | 14         | 87                             | -                         |
| Conférences d'annonces de contributions pour 1976 -   |                   |                   |            |                                |                           |
| HCR   | 1 (1)             | -                 | 1          | 11                             | -                         |
| UNRWA   | 1 (1)             | -                 | 1          | 19                             | -                         |
| ONU/FAO   | 2 (2)             | -                 | 2          | 26                             | -                         |
| ONUDI   | 1 (1)             | -                 | 1          | 19                             | -                         |
| PNUD/Fonds d'équipement des Nations Unies   | 2 (2)             | -                 | 2          | 33                             | -                         |
| FISE  | 2 (2)             | -                 | 2          | 21                             | -                         |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale  | 24 (27)           | -                 | 24         | 287                            | -                         |
| Pacte international relatif aux droits civils et politiques   | 2                 | -                 | 2          | 24                             | -                         |
| <b>Total</b>  | <b>674</b>        | <b>-</b>          | <b>674</b> | <b>8 088</b>                   | <b>6 785</b>              |

ANNEXE IX (suite)

| Organes  | Nombre de séances |                   |            | Nombre total de pages standard |                           |
|--|-------------------|-------------------|------------|--------------------------------|---------------------------|
|  | Avec compte rendu | Sans compte rendu | Total      | Comptes rendus analytiques     | Comptes rendus in extenso |
| <b>Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer</b>                                   |                   |                   |            |                                |                           |
| Séances plénières  | 20                | 38                | 58         | 354                            |                           |
| Bureau   | 15                | -                 | 15         | 151                            |                           |
| Première Commission  | 14                | 41                | 55         | 109                            |                           |
| Deuxième Commission  | 1                 | 62                | 63         | 6                              |                           |
| Troisième Commission   | 8                 | 56                | 64         | 139                            |                           |
| <b>Total</b>   | <b>58</b>         | <b>197</b>        | <b>255</b> | <b>759</b>                     |                           |
| <b>B. ORGANES S'OCCUPANT DE QUESTIONS POLITIQUES ET DE QUESTIONS CONCERNANT LE CONSEIL DE SECURITE</b> |                   |                   |            |                                |                           |
| Conseil de sécurité  | 113 (57)          | -                 | 113        | -                              | 4 591                     |
| Comité d'admission de nouveaux Membres   | 7 (6)             | -                 | 7          | 21                             | -                         |
| Comité créé en application de la résolution 253 (1968)   | 20 (37)           | -                 | 20         | 311                            | -                         |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique                                     | 11 (13)           | -                 | 11         | -                              | 324                       |
| Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>  | 25 (18)           | -                 | 25         | 397                            | -                         |
| Comité spécial de l'océan Indien   | 8 (6)             | -                 | 8          | 30                             | -                         |
| Comité <u>ad hoc</u> pour la Conférence mondiale du désarmement  | 8 (12)            | -                 | 8          | 57                             | -                         |
| Comité spécial pour l'étude du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement | 19                | -                 | 19         | 107                            | -                         |
| <b>Total</b>   | <b>211</b>        | <b>-</b>          | <b>211</b> | <b>923</b>                     | <b>4 915</b>              |

## ANNEXE IX (suite)

| Organes   | Nombre de séances |                   |            | Nombre total de pages standard |                           |
|---|-------------------|-------------------|------------|--------------------------------|---------------------------|
|   | Avec compte rendu | Sans compte rendu | Total      | Comptes rendus analytiques     | Comptes rendus in extenso |
| <b>C. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES APPARENTES</b>        |                   |                   |            |                                |                           |
| Conseil économique et social  | 30 (20)           | -                 | 30         | 323                            | -                         |
| Comité social   | 17 (22)           | -                 | 17         | 229                            | -                         |
| Comité administratif de coordination                                | 8 (6)             | 1                 | 9          | 115                            | -                         |
| Comité du programme et de la coordination                           | 38 (10)           | 8                 | 46         | 603                            | -                         |
| Comité de la science et de la technique au service du développement | 22                | 1                 | 23         | 259                            | -                         |
| PNUD - Conseil d'administration                                     | 23 (23)           | -                 | 23         | 423                            | -                         |
| PNUD - Bureau consultatif interorganisations                        | 2                 | -                 | 2          | 24                             | -                         |
| Commission des sociétés transnationales                             | 4                 | 3                 | 7          | 93                             | -                         |
| Comité des ressources naturelles                                    | 9                 | -                 | 9          | 86                             | -                         |
| FISE - Conseil d'administration                                     | 10 (18)           | -                 | 10         | 165                            | -                         |
| FISE - Comité du programme  | 10 (8)            | -                 | 10         | 202                            | -                         |
| UNITAR - Conseil d'administration                                   | 6                 | -                 | 6          | 63                             | -                         |
| <b>Total</b>  | <b>179</b>        | <b>13</b>         | <b>192</b> | <b>2 585</b>                   | <b>-</b>                  |
| <b>D. CONSEIL DE TUTELLE</b>  |                   |                   |            |                                |                           |
| Conseil de tutelle  | 10 (15)           | -                 | 10         | -                              | 297                       |
| Comité spécial des Vingt-Quatre                                     | 34 (34)           | -                 | 34         | -                              | 792                       |
| Conseil des Nations Unies pour la Namibie                           | 16 (13)           | -                 | 16         | 149                            | -                         |
| <b>Total</b>  | <b>60</b>         | <b>-</b>          | <b>60</b>  | <b>149</b>                     | <b>1 089</b>              |

## ANNEXE IX (suite)

| Organes       | Nombre de séances |                   |       | Nombre total de pages standard |                           |
|---------------|-------------------|-------------------|-------|--------------------------------|---------------------------|
|               | Avec compte rendu | Sans compte rendu | Total | Comptes rendus analytiques     | Comptes rendus in extenso |
| Total général | 1976              |                   |       | 13 087                         | 12 834                    |
|               | 1975              |                   |       | 11 411                         | 12 217                    |
|               | 1974              |                   |       | 15 000                         | 12 110                    |
|               | 1973              |                   |       | 14 723                         | 11 155                    |

Longueur moyenne d'un compte rendu analytique en 1976 : 14,7 pages.

Longueur moyenne d'un compte rendu in extenso en 1976 : 33,5 pages.

## ANNEXE IX (suite)

## B. Genève

| Organes  | Avec<br>compte<br>rendu | Sans<br>compte<br>rendu | Total     | Comptes rendus<br>analytiques :<br>Nombre total de<br>pages standard |
|--|-------------------------|-------------------------|-----------|--|
| <b>A. ASSEMBLEE GENERALE ET ORGANES APPARENTES</b>                 |                         |                         |           |  |
| Commission du droit international                                  | 54                      |                         | 54        | 984  |
| HCR - Comité exécutif  | 11                      |                         | non connu | 150  |
| Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique |                         |                         |           |  |
| Sous-Comité juridique  | 20                      |                         | 20        | 177  |
| Sous-Comité scientifique et technique                              | 19                      | 3                       | 22        | 234  |
| Comité pour l'élimination de la discrimination raciale             | 25                      |                         | 25        | 408  |
| <b>B. CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL ET ORGANES APPARENTES</b>       |                         |                         |           |  |
| Conseil économique et social                                       | 79                      |                         | 79        | 1 211  |
| Commission des droits de l'homme                                   | 42                      | 3                       | 45        | 600  |
| Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires    | 27                      |                         | non connu | 492  |
| Commission des stupéfiants   | 11                      | 5                       | 16        | 252  |
| Commission de la condition de la femme                             | 46                      |                         | non connu | 579  |
| Commission économique pour l'Europe                                | 6                       | 6                       | 12        | 109  |
| CNUCED   | 26                      |                         | non connu | 286  |
| PNUD   |                         |                         |           |  |
| Conseil d'administration   | 27                      |                         | 24        | 538  |
| Total 1976   | 393                     | 17                      | 410       | 6 079  |
| 1975   | 527                     |                         |           | 7 115  |
| 1974   | 364                     |                         |           | 4 881  |
| 1973   | 517                     |                         |           | 7 185  |

Longueur moyenne d'un compte rendu analytique en 1976 : 15,2 pages.

ANNEXE X

ORDRE DU JOUR DE LA SESSION CONSACREE AUX QUESTIONS DE FOND

1. Dérogations apportées entre les sessions au calendrier des conférences approuvé pour 1977
2. Renseignements financiers à inclure dans les documents relatifs aux dérogations apportées entre les sessions
3. Utilisation et répartition des ressources des services de conférence
4. Surveillance de l'application des critères pour l'établissement des comptes rendus des séances des organes de l'ONU
5. Calendrier des conférences
6. Avenir du Comité des conférences

## ANNEXE XI

### PROJET DE RESOLUTION SOUMIS AU COMITE DES CONFERENCES AU NOM DE CERTAINES DELEGATIONS a/

#### L'Assemblée générale

1. Décide de créer, à titre permanent, un Comité des conférences composé de vingt-deux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies;

2. Prie le Président de l'Assemblée générale, après consultations avec les présidents des groupes régionaux, de désigner, sur la base d'une répartition géographique équitable, les Etats Membres qui siégeront au Comité pour un mandat de trois ans;

3. Décide que le Comité des conférences aura le mandat énoncé ci-après :

a) Donner des avis à l'Assemblée générale sur le calendrier des conférences;

b) Décider, au nom de l'Assemblée générale, de la suite à donner aux demandes de dérogations au calendrier, approuvé, des conférences qui ont des incidences administratives et financières;

c) Recommander à l'Assemblée générale les moyens d'assurer la répartition optimale des ressources, des installations et des services en matière de conférence, y compris la documentation, afin d'en assurer l'utilisation la plus efficace et la plus rentable;

d) Aviser l'Assemblée générale des besoins actuels et futurs de l'Organisation en matière de services, d'installations et de documentation pour les conférences;

e) Aviser l'Assemblée générale des moyens propres à améliorer la coordination des conférences dans le cadre du système des Nations Unies, y compris en ce qui concerne les services et les installations de conférence, et tenir des consultations appropriées à cette fin.

4. Invite ses organes subsidiaires à demander l'avis du Comité des conférences sur le calendrier de leurs réunions ordinaires et sur toutes modifications proposées au calendrier officiel de leurs sessions.

---

a/ Voir chap. V, par. 165 du présent rapport.



---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经营处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Найдите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---